

# CASSE-RÔLES

N° 29 ■ août-octobre 2024

**Dossier**

**Les extrêmes droites et les femmes**



**Journal féministe et libertaire à prix libre**

## Face à l'extrême droite, une solution: la solidarité!

On n'est pas passé loin, mais le Rassemblement national n'a pas la majorité absolue, même si dans les débats haine des étrangers, racisme, idéologie sécuritaire et identitaire l'emportent, nous annonçant les lendemains qui déchantent. L'Assemblée nationale est toute morcelée et nous allons assister à des tractations et des alliances sales et répugnantes. Nous n'avons aucune illusion sur ce qui pourrait sortir de bien de cette situation. Quand même une satisfaction: Macron et ses disciples sont défaits, écrabouillés, dispersés façon puzzle et c'est cool.

Quand nous avons choisi les thèmes du dossier, autour des femmes et des extrêmes droites, nous ne pensions pas toucher si juste au plus vif de la plaie. Nous n'avons cessé de dénoncer dans *Casse-rôles* les obsessions sécuritaires et migratoires qui ouvraient la route au pire. Ainsi, nous publions cette pétition d'associations contre la réforme de l'Aide médicale d'État, dont la suppression semble être au programme du RN, et nous revenons sur le pacte asile-immigration dans une Europe qui penche de plus en plus à droite.

Alors que faire? Regarder de près qui a voté pour l'ennemi et en tirer des conséquences: cordon sanitaire autour des idées et des personnes de l'extrême droite, on ne fréquente pas, on ne défend pas. Noyer notre chagrin dans l'alcool en maudissant celles et ceux qui, victimes d'un mépris social, oublié-es sur le bord de la route libérale, apeuré-es par le bourrage de crâne de la télé Bolloré qui s'étend au service public, ont voté pour ceux «qu'on n'a jamais essayés», en espérant que taper sur plus défavorisé-es qu'elles et eux les aiderait? Grand classique...

Non, plutôt chercher au plus près des territoires éloignés du buzz médiatique, celles (et ceux) qui s'organisent pour rendre le quotidien plus vivable, créent des formes de solidarité contre l'absence de services publics et inventent des solutions locales dont on parle peu.

## CASSE-RÔLES

### Association

**Les Amies et Amis de Casse-rôles**

Siège social: chez Annie Nicolai

54, avenue de la Révolution, 87000 Limoges

**Ont participé à ce numéro:** André, Annie, Belén, Christine, Claude, Colette, Dominique, Élisabeth, Fabienne, Grégory, Laurence, Margaux, Marie-Hélène, Mathilde, Michèle G., Michèle M., OLT, Roland, Sagna, Solange, Stéphane, Véronique

### Couverture:

Création du collectif Chômeuse go on dans le cadre d'une mobilisation contre le projet raciste de nouveau Centre de rétention administrative. Château des Ducs de Bretagne à Nantes, 6 juillet 2024 et Manifestation en Argentine (crédit photo: Maria José Mendez)

### Maquette, mise en page, correction:

Jean-Marc B., Solange

Les informations contenues dans ce numéro ont été arrêtées fin juin

### Abonnements et contacts: p. 15

**Imprimerie:** Espace Copie Plan, Guéret (23)

ISSN 2646-6961

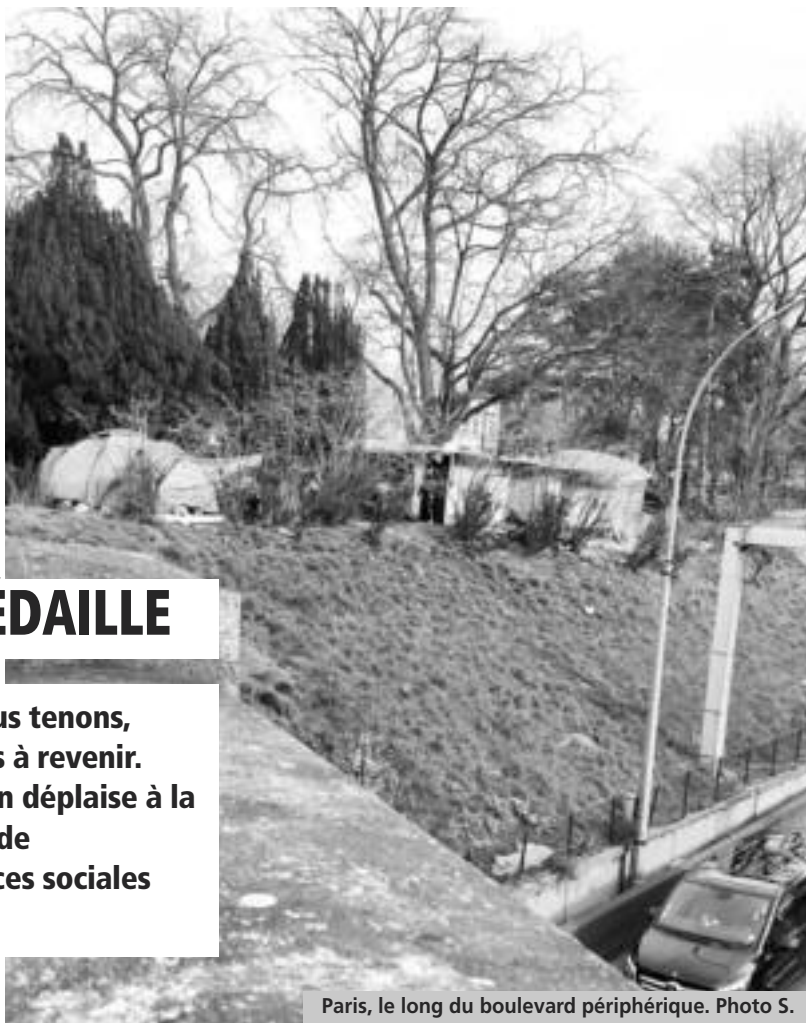
En ligne ISSN 2804-3995

Les articles n'engagent que leurs auteurs et autrices



**CONTRIBUTIONS...** Vous souhaitez nous adresser un article, des commentaires, positifs ou pas, pour le prochain numéro de *Casse-rôles* (n° 30, sortie 1<sup>er</sup> novembre 2024): vos propositions devront nous parvenir pour le 25 septembre!





Paris, le long du boulevard périphérique. Photo S.

## LE REVERS DE LA MÉDAILLE

**Il y a quelques sujets auxquels nous tenons, et sur lesquels nous n'hésitons pas à revenir. Ainsi des Jeux olympiques qui, n'en déplaise à la maire de Paris qui va nous traiter de peines-à-jour, ont des conséquences sociales désastreuses.**

**N**OUS VOUS CONSEILLONS donc de consulter le site du collectif Le Revers de la médaille<sup>1</sup>, qui réunit, depuis l'automne 2023, 75 associations qui dénoncent les effets néfastes de l'organisation des JO sur les populations les plus précaires : délogement des sans-abri, fermeture des squats, réduction des places d'hébergement d'urgence, diminution des distributions d'aide alimentaire, contrôles renforcés qui ne pourront que s'aggraver si l'extrême droite renforce son pouvoir de nuisance !

Le site documente et dénonce le nettoyage social avant les Jeux, tout en proposant des solutions pour que « *la dynamique des jeux participe à la lutte contre la grande exclusion* » ; pour cela, le collectif propose la création d'un fonds de solidarité olympique qui disposerait d'un budget de 10 millions d'euros.

Sur la période 2023-2024, le collectif a recensé : 138 expulsions en Île-de-France concernant 12 545 personnes (principalement des migrants), soit une augmentation de 38,5 % par rapport à la période 2021-2022. Ces expulsions ont eu lieu sans diagnostic social préalable et sans considération des situations individuelles. Les personnes ont été dispersées dans les régions, sans garantie de solution pérenne et avec, au final, beaucoup de remises à la rue.

Sur le thème, on pourra lire également le livre de Jade Lindgaard, *Une ville face à la violence olympique*<sup>2</sup>, présenté de la manière suivante par son éditeur, les Éditions Divergences.

*Les organisateurs des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 ont obtenu carte blanche pour fabriquer en Seine-Saint-Denis la ville rêvée des promoteurs ou investisseurs : moderne, innovante, lucrative. Sans pauvre, sans cité à la dérive, sans caillasse de voiture de police : un merveilleux produit d'appel pour nouveaux habitants bankable au pays de Vinci, Eiffage et Nexity. Il faut regarder par la fenêtre de celles et ceux qui y habitent pour voir que l'intérêt national de cette opération a délogé 1 500 personnes, détruit des jardins ouvriers, collé une voie d'accès routière à une école.*

Non, la manne financière des Jeux ne va pas ruisseler sur les précaires et les jeunes qui en auraient pourtant besoin, et, non, vraiment ce n'est pas la ferveur populaire qui monte à l'approche des jeux, mais plutôt un goût amer qui nous reste au fond de la gorge.

Annie Nicolai

1. <lereversdelamedaille.fr>.

2. Jade Lindgaard, *Une ville face à la violence olympique*, Divergences, 2024.

# GÉOPOLITIQUE MINISTÉRIELLE

**Un courrier du Groupe de travail Éducation, de l'association France Palestine solidarité, de l'association des universitaires pour le respect du droit international en Palestine et de l'Union juive française pour la paix, adressé aux organisations syndicales des personnels de l'Éducation et à la Fédération des conseils de parents d'élèves.**

Cher·es ami·es et camarades,

Nous avons pris connaissance du livret en cours de distribution aux élèves du cours préparatoire au cours moyen 2<sup>e</sup> année, soit, semble-t-il, 4 millions de livrets assortis d'une pièce de 2 euros. Nous vous faisons confiance pour réagir à cette distribution, une forme particulière du harcèlement scolaire : distribution d'un « livret pédagogique » dont nous ne connaissons pas le coût global, donnant visibilité au Président et à deux de ses ministres (la fonction de Premier ministre disparaît). Nous ne savons pas si ce livret sera distribué aux élèves de l'enseignement privé, alors même qu'il glorifie les valeurs de l'école républicaine – mais la médaille considère que c'est sa basilique qui représente Marseille.

Il ne relève pas de notre responsabilité de nous interroger sur l'exaltation nationaliste et le culte de la performance. Et l'organisation sportive est probablement la référence pour l'imposition de groupes de niveaux. Mais nous avons été alertés sur la page « géopolitique » du livret. On ne parle pas du maintien de l'attribution des Jeux par le CIO à la ville de Berlin en 1936, mais du mouvement d'humeur de Hitler face aux succès de Jesse Owens. On glorifie le poing levé de Smith et Carlos à Mexico, en 1968, mais on ne dit pas que le CIO les a exclus à vie. Et, bien sûr, nous sommes sensibles au choix de l'événement de Munich, qui permet de faire rimer, pour les enfants dès 6 ans, Palestinien avec terroriste, ce qu'ils retrouveront dans les manuels scolaires comme nous l'avons montré dans nos études, alors qu'aucun élément de contexte n'est associé à cet événement (contrairement à ce qui est fait dans les autres exemples).

Sur ce dernier point, nous écrivons à la ministre de l'Éducation, et nous lui transmettons nos remarques sur la page « géopolitique » de ce livret.

Nous ne savons pas quelle sera la teneur de votre réaction. Quant à nous, lecteurs attentifs de la Charte olympique, nous constatons que les Jeux vont se dérouler dans un pays qui se déclare en guerre, qui justifie l'exclusion de la Russie et de la Biélorussie, et qui oublie de préciser qu'il accueille l'État israélien dont il est le complice (par livraison d'armes et coopération économique) dans la guerre génocidaire que cet État mène contre le peuple palestinien.

Faites vos Jeux ? Non merci !

Salut et adelphité,

Pour l'AFPS, l'AURDIP, et l'UJFP,  
Le groupe de travail Éducation, mai 2024





## Action directe contre les massacres en cours à Gaza :

### SOUTENONS LES JEUNES REFUZNIS ISRAËLIENS

**L**E 26 DÉCEMBRE 2023, Tal Mitnick a déclaré publiquement son objection de conscience au centre de recrutement de Tal Hashomer. Il a ensuite été arrêté et condamné à 30 jours de prison militaire. Il est le premier objeteur de conscience israélien à être emprisonné pour son refus de porter les armes et de tuer des humains, après le 7 octobre 2023.

Depuis il a été condamné à deux autres reprises et il est toujours en prison, car il s'obstine dans son refus de l'armée. Il a été rejoint depuis par deux autres *refuzniks* : Sofia Orr (en Israël, les femmes sont aussi soumises au service militaire) et Ben Arad, qui ont annoncé leur refus de s'enrôler pour protester publiquement contre la guerre à Gaza.

Dans sa déclaration, Tal Mitnick a exprimé sa position contre les massacres de toute part :

*Il n'y a pas de solution militaire à un problème politique. C'est pourquoi je refuse de rejoindre une armée qui croit que le vrai problème peut être ignoré. Le 7 octobre, la société israélienne a vécu un traumatisme sans précédent dans l'histoire du pays. Lors d'une horrible invasion, l'organisation terroriste Hamas a assassiné des centaines de civils innocents et en a kidnappé des centaines d'autres, des familles ont été assassinées dans leurs maisons, des jeunes ont été massacrés lors d'une rave et 240 personnes ont été kidnappées dans la bande de Gaza. Après l'attaque terroriste, une campagne de vengeance a commencé non seulement contre le Hamas, mais contre l'ensemble du peuple palestinien.*

*Je refuse de participer à une vendetta. Bombardements aveugles de quartiers et de camps de réfugiés dans la bande de Gaza, soutien militaire et politique total à la*

*violence des colons en Cisjordanie et persécution politique d'une ampleur sans précédent en Israël. Je refuse de croire que davantage de violence apportera la sécurité. Je ne veux pas participer à la perpétuation de l'oppression et au cycle de l'effusion de sang, mais plutôt travailler directement à une solution, et c'est pourquoi je refuse de rejoindre l'armée. J'aime ce pays et ses gens parce que c'est ma maison. Je me sacrifie et je travaille pour que ce pays soit un pays qui respecte les autres, un pays où l'on peut vivre dignement.*

Pour soutenir les *refuzniks* israéliens :

Envoyer un e-mail de protestation au ministre israélien de la Défense en utilisant ce modèle de lettre de l'IRG (Internationale des résistants à la guerre) :

<<https://wri-irg.org/en/programmes/rtrk/co-support-email/2024/release-conscientious-objector-tal-mitnick>>.

Écrire aux ambassades israéliennes à l'étranger. Vous pouvez trouver une liste des ambassades ici :

<<https://embassies.gov.il/Pages/IsraeliMissionsAroundTheWorld.aspx>>.

Utiliser ce modèle de lettre de l'IRG pour écrire un e-mail :

- à l'officier de liaison militaire, Kapatz@digital.idf.il
- et au procureur général, pazar@idf.il

Les *refuzniks* sont soutenus par Mesarvot, un réseau politique d'objecteurs de conscience israéliens. Vous pouvez exprimer votre solidarité à Tal Mitnick en écrivant à [info.mesarvot@gmail.com](mailto:info.mesarvot@gmail.com)

Avec soutien de la CNT-AIT (anarcho-syndicalisme) : [contact@cnt-ait.info](mailto:contact@cnt-ait.info) et du groupe limousin de l'Union pacifiste : [unionpacifiste@riseup.net](mailto:unionpacifiste@riseup.net).



## Dépossession...



**<Depossession.org> est un site de débats théoriques et politiques sur les fondements du capitalisme, centré sur la question de la dépossession (des compétences procurées par le travail, des compétences et choix dans tous les domaines de la vie en général).**

Le site <depossession.org> met en ligne une douzaine d'interviews vidéos. Parmi celles-ci, nous vous conseillons celles de Pierre Stambul, porte-parole de l'Union des juifs pour la paix (UJFP), qui, en quatre interviews complémentaires, développe une critique du sionisme argumentée et profonde.

Bien utile actuellement pour contrer les raccourcis réactionnaires les plus répandus ayant pignon sur ondes.

## Film à ne pas manquer!

**Y**ALLAH GAZA tente de comprendre comment «*fait-on pour vivre presque normalement*» lorsque l'occupant vous refuse les droits humains les plus élémentaires. Le film appréhende cette lutte quotidienne pour que le désespoir ne s'installe pas et comment se transmet, de génération en génération, cette flamme de la culture et de la terre? *Yallah Gaza* témoigne de cette «rage de vivre».

Et si les Palestinien·nes de Gaza n'étaient «*qu'un peuple normal qui vit dans un environnement totalement anormal!*»...

Le film propose plusieurs axes dans sa trame narrative:

- Un rappel historique des grands jalons qui ont façonné le Moyen-Orient tel que nous le connaissons aujourd'hui, l'évolution de la politique israélienne depuis 1948 à l'égard des Palestiniens et la particularité de la bande de Gaza.

- Des témoignages de citoyennes et citoyens gazaouis de la société civile, acteurs de la vie économique, éducative, sanitaire et sociale, culturelle, sportive, attestant ainsi de la vitalité de la population.

- Exposer les difficultés quotidiennes, amplifiées par l'enfermement et les traumatismes dus aux fréquents bombardements.

- Ces citoyen·nes gazaoui·es se livrent sans réserve face caméra. Nous avons capté leurs sourires, leurs colères et leurs angoisses.

- Des témoignages de responsables politiques palestinien·nes de tous bords.

- Un regard sur la communauté chrétienne de Gaza.

- Les questions de droit international et les plaintes en cours pour «crimes de guerre» à l'encontre d'Israël auprès de la Cour pénale internationale sont développées par des juristes, des experts connaissant parfaitement les dossiers.

- Les points de vue critiques et complémentaires d'Israélien·nes, mais aussi de journalistes, d'historien·nes spécialistes de Palestine-Israël.

*Yallah Gaza* est encore en salle, beaucoup de projections prévues, mais aussi dans le monde associatif et ce jusqu'à la fin de l'été. Le film sera en VOD (achat ou location en ligne) sur la boutique d'ARTE et Univers ciné en fin d'année (novembre ou décembre). La sortie du DVD, avec plus d'une heure de bonus (entretien avec Ken Loach et diverses personnes non présentes dans le film), est prévue pour mars-avril 2025.



Film documentaire de Roland Nurier, 101'.

Lien vers la bande-annonce: <<https://youtu.be/7hb431iB7E8>>.

# FAIRE FRONT POUR NOS LIBERTÉS



## Interdictions de manifester, interprétations extensives et aléatoires du délit d'apologie du terrorisme, procédures bâillons, intimidations...

**C**ONTRE UNE DÉMOCRATIE BÂILLONNÉE, plus d'une centaine d'organisations et de personnalités de la société civile ont appelé, le 8 juin, à faire front pour nos libertés.

Ces dernières semaines ont été marquées par une nette aggravation des atteintes aux libertés syndicales, associatives, de réunion, d'expression, de manifestation, et désormais d'opinion et de pensée. Un cap a été franchi avec l'accusation d'apologie du terrorisme utilisée pour criminaliser les engagements militants, particulièrement ceux en soutien au peuple palestinien. Et cela continue, avec les récentes atteintes aux libertés en Kanaky et dans les mobilisations écologistes.

Nous, syndicats, associations, partis, collectifs militants antiracistes, féministes et écologistes, avons décidé de nous unir autour de la tribune « Contre une démocratie bâillonnée, défendons les libertés publiques », parue le 25 avril 2024.

Cette tribune large constitue la base d'un travail unitaire qui appelle à faire front pour nos libertés. À ce titre, nous organisons une grande fête des libertés publiques, politique et festive. Elle aura lieu samedi 8 juin, à partir de 18 heures place de la République. Au programme, meeting, musique, stands, etc.

Y interviendront, Amal Bentounsi, Salah Hamouri, Alice, de l'Union étudiante Science-po Paris et Ritchy Thibault. D'autres organisations prendront également la parole : la CGT, la LDH, Les Soulèvements de la Terre, Solidarité Kanaky, Red Jeunes ou encore SUD Aérien.

La soirée se poursuivra en musique avec notamment Mehrak (rappeur palestinien), Abo Gabi (chanteur traditionnel palestinien), Nadège Meden (chanteuse lyrique) et DJ Imazuree.

Envoi par le Groupe d'information et de soutien des immigré-es,  
<<http://www.gisti.org>>

Sur le Web : <<http://www.gisti.org/article7251>>

# TROUBLES À L'ORDRE PUBLIC 2024 C'EST ÇA, L'AVENIR ?

**Samedi 11 mai, des passants sidérés regardaient défiler, boulevard Montparnasse, plusieurs centaines d'individus masqués, vêtus de noir et de tee-shirts aux messages suprémacistes, arborant tatouages nazis et croix celtiques.**

**L**S COMMÉMORAIENT LE DÉCÈS, il y a trente ans, de Sébastien Dezieu, militant du groupe pétainiste L'Œuvre française, tombé d'un toit alors qu'il était poursuivi par la police. Les plus courageux des badauds, immédiatement bousculés par le service d'ordre des militants, criaient « Dehors les fachos ! », « Racistes ! », et cherchaient à faire des photos en dépit des parapluies noirs tendus par les manifestants pour les en empêcher.

Cette démonstration de force de néofascistes et d'identitaires, interdite l'année dernière, a finalement été autorisée au nom de la « liberté de manifester ».

Est-il utile de rappeler qu'une manifestation contre le racisme a été interdite par la préfecture le 21 avril (annulation retoquée par la justice), que des militant-es sont convoqué-es tous les jours pour leur soutien aux Palestinien-nes et accusé-es d'antisémitisme et, que le même jour, la manifestation contre les méga-bassines dans le Puy de Dôme – déjà encadrée par un dispositif de sécurité hors-norme – devait être surveillée et filmée par des drones (mais le tribunal administratif saisi a finalement interdit l'utilisation des drones, ouf!).

Y aurait-il deux poids, deux mesures et une interprétation à géométrie variable du trouble à l'ordre public, de l'interdiction de dissimuler son visage, des lois contre le racisme et les discours de haine ?

Selon Serge Slama, professeur de droit public, il y a une forme de passivité de l'État, qui interdit les manifestations des groupuscules d'extrême droite, en sachant qu'elles finissent par être autorisées par le tribunal administratif, et laisse passer les infractions qui pourraient servir à interdire les futurs rassemblements pour trouble à l'ordre public (site de Public Sénat, 13 mai).

On pourrait ajouter un coupable aveuglement devant la rhétorique et les théories réactionnaires qui prospèrent sur les médias nationaux et dans la presse. L'époque est finie où leurs auteurs étaient des parias sur les antennes.

Peut-être est-il temps de se réveiller pour éviter que la parade facho se renouvelle régulièrement et pourrisse le futur ?

A. N.

# Universalisme *versus* intersectionnalité

**Tout un pan de la gauche et de l'extrême gauche, et jusque dans les rangs anarchistes, s'est lancé dans la bataille de l'universalisme...**

**T**OUT D'ABORD UN PRÉAMBULE qui semble nécessaire: ce n'est pas pour rien que Zancarini-Fournel fait démarrer son remarquable *Des luttes et des rêves, une histoire populaire de la France, de 1685 à nos jours*, l'année de l'adoption du Code noir, mais aussi celle de la révocation de l'Édit de Nantes. Notre époque s'ouvre sur ces deux constats: les nègres sont des biens meubles qu'il importe de baptiser et c'en est fini de la tolérance religieuse. C'est aussi le moment où la France se place résolument dans le gang des puissances colonisatrices.

La grande bascule qui se fait dans l'histoire humaine à partir du XV<sup>e</sup> siècle est celle qui va voir des continents entiers taillés en pièces, des civilisations intégralement détruites à une échelle inédite, et quelque chose comme 40 millions d'Européens se propulser littéralement en Amérique, en Afrique, en Asie, en Océanie. Ces Européens, malgré quelques différences de détail, sont blancs, chrétiens, tous vivent dans des sociétés patriarcales dures, et ils commencent à développer un mode d'expansion fondé sur les compagnies coloniales qui se développera en capitalisme. Les autres civilisations vont être au mieux subordonnées, au pire exterminées.

La première vague de colonisations est effectuée sur le continent américain par les Espagnols et les Portugais, bientôt suivis par les Anglais, les Français et les Hollandais. Au XIX<sup>e</sup> siècle, resteront en lice, un moment, deux super-empires colonisateurs, la France et l'Angleterre. Nous vivons donc dans un monde où tous les continents ont été détruits et dominés de toutes les façons imaginables par des nations européennes, créant l'inévitable métissage qui s'observe dans toute situation coloniale. L'Europe a produit un monde métissé et multiculturel qui, toutes ses frontières enfoncées, ne connaît plus les frontières. Comme dirait Miano, usant du terme d'Afropéens pour désigner cette classe hybride d'humains qui ont un pied en Afrique et l'autre en Europe, c'est la rançon de l'Histoire. L'Europe et tous ses avatars, les USA, le Canada, Israël, l'Australie, vivent dans ce rêve colonial intact qui voudrait que tout leur soit dû sans que le mélange inévitable ait eu lieu.

Le monde, avant les grandes vagues de colonisation, avant que l'Europe devienne son nombril, n'avait pas de centre. Ce nouveau monde qui émerge, hybride, en mosaïque, sur ses vestiges n'en aura pas non plus.

**La France a été l'un des quatre plus grands empires coloniaux du monde, eh bien elle va se calmer maintenant, la France. Il n'y a pas de quoi être fier. Et elle va se calmer aussi sur l'universalisme républicain, principe selon lequel les valeurs de la République sont universelles.**

Nos rapports avec l'Église, c'est notre histoire, pas celle des autres. L'athéisme concerne un milliard de personnes sur Terre, les autres ont d'autres histoires avec la foi ou les institutions religieuses. À peu près tous les génocides du XX<sup>e</sup> siècle ont été le fait d'athées, preuve qu'on peut avoir du sang sur les mains sans croire en Dieu. Sinon, pour les «valeurs», ça va bien sur l'égalité, la fraternité et la liberté, mais déjà ça s'arrête au caractère sacré de la propriété privée. Et non, l'État unitaire et la nation indivisible ne sont pas des valeurs universelles.

**Honir les particularismes pose immédiatement la question: qui se base sur quoi pour décider des valeurs universelles?**

On ne peut s'empêcher de penser que, de «les valeurs universelles de la République concernent tous les humains»

à «quelques humains décident des valeurs universelles de la République à appliquer par la force aux autres», il n'y a qu'un pas, et on remarquera que les valeurs universelles de la République ont plutôt encouragé la colonisation. Car, *peuchère*, quand des peuples inférieurs manquent cruellement de valeurs républicaines, il faut bien les leur apporter.

Le caractère indivisible de la République empêche toujours la France de signer la Convention internationale sur les droits des peuples autochtones, car la France est «une et indivisible». On s'aperçoit alors que les valeurs universelles de la République n'ont pas une élasticité suffisante pour englober des modes de faire société plus collectifs, le nomadisme, la pratique de la démocratie directe. De fait, l'universalisme républicain, chaque fois qu'il est brandi, l'est toujours pour pointer des groupes qui ont toutes les raisons pour revendiquer.



Je ne connais rien de plus hétéroclite que le mouvement Adama. L'universalisme républicain lui tire la gueule. Pourquoi? Parce que c'est du communautarisme. Qu'est-ce que le communautarisme? C'est de rester entre soi alors que toute l'organisation de la société t'a relégué loin des autres. Et donc tu te regroupes pour faire valoir tes points de vue et défendre tes intérêts. Normal, et c'est du communautarisme.

### En fait, l'universalisme républicain a une sale gueule de gros raciste.

Il ne tient compte ni du passé ni de ce qu'il impose comme paysage: un monde de fait racialement clivé et aux valeurs coloniales persistantes, mais métissé et en évolution rapide. C'est encore et toujours une façon de dire: je suis l'étalon humain auquel tous les humains doivent se conformer.

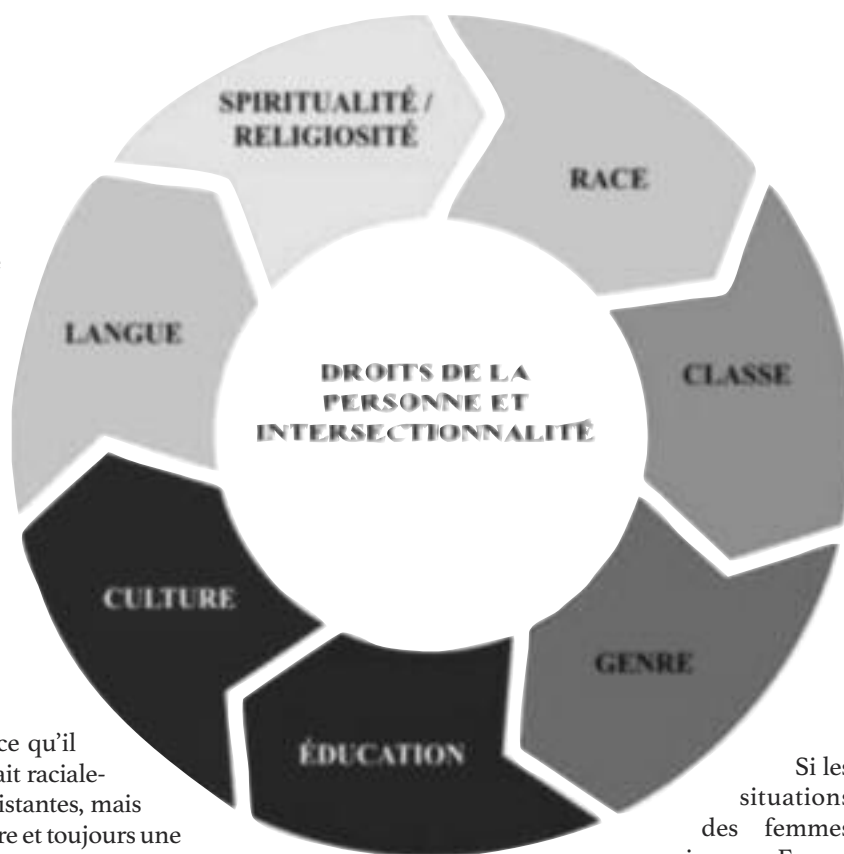
*Woke*, c'est une façon de dire qu'on est sensible aux discriminations raciales, sexuelles, sociales, qu'on tient à ce que ça change pour de bon, pas de façon cosmétique, jusqu'aux cartilages de la société, que ceux qui en sont victimes prennent le crachoir pour expliquer leur point de vue et qu'on les écoute.

Il y a, depuis quelques années, une sorte de crise de nerfs de certains gauchistes à l'idée qu'on pourrait n'avoir pas qu'une grille d'analyse, la lutte des classes, et qu'on pourrait se disperser et faire des communautarismes (encore!) dans les luttes. Mais enfin, si la question se pose au point de faire mouvement, c'est que l'échec de cette grille est là, et, vu l'ampleur desdits mouvements, la moindre des humilités serait de se demander ce qui est passé par les trous de raquette de ces grilles d'analyse pour que tant de personnes se sentent oubliées et mises de côté.

Le fait est que le mouvement ouvrier, autrefois anticolonial aux marges, n'est pas devenu antinéocolonial, comme si la question coloniale était réglée. Or, elle ne l'est pas, au contraire. Inutile de revenir sur la place des populations issues de la colonisation dans le marché du travail, pourtant la question raciste et coloniale reste absente des analyses fondées sur la lutte des classes. Or, elle est centrale dans l'organisation capitaliste. On ferait certainement plus pour les classes ouvrières en soutenant les étrangers, et donc en s'attaquant frontalement aux patrons qui exploitent à l'os cette manne, qu'en voulant défendre d'abord l'ouvrier français.

### Social d'abord, antiraciste ensuite, est la plus belle connerie que j'aie entendue.

Tant que la discrimination raciste nivellera le marché du travail par le bas, tu pourras toujours courir après tes salaires en fuite. Idem pour le féminisme. Beaucoup de féministes ne supportent pas l'afro-féminisme, mais enfin comment se fait-il que les situations spécifiques des femmes noires leur soient restées à ce point étrangères?



Si les situations des femmes noires en France font qu'elles ne se recon-

naissent pas dans le féminisme *mainstream* et qu'on est incapable d'intégrer dans les luttes les problèmes spécifiques qu'elles rencontrent (car elles sont noires et que notre pays est raciste), peut-être que ce féminisme *mainstream* a des angles morts, tout simplement. Peut-être même qu'il englobe des femmes auxquelles la vie des femmes noires des quartiers populaires est si étrangère qu'on ne peut pas parler de féminisme, mais de féminisme blanc bourgeois. Sauf qu'elles, elles ne le disent pas, elles préfèrent se dire universalistes, parce que l'intersectionnalité (avoir plus d'un problème à la fois, être racisée de façon sexiste, sexisée de façon raciste, exploitée en fonction à la fois de sa race et de son sexe), c'est du communautarisme, et que le communautarisme, c'est mal, tu piges? Sauf quand c'est des femmes blanches entre elles qui parlent de leurs problèmes. Là, c'est pas communautariste, c'est de l'universalisme. Bref.

Être décolonial, c'est mesurer ce qui reste de colonial dans les structures de nos sociétés et dans l'organisation du monde. En être conscient à chaque heure, chaque seconde. Et être postcolonial, c'est appréhender ce monde métissé et pluriel né de la colonisation, et qui, lentement, efface ses centres de domination pour devenir multifocal.

On l'aura compris: se dire universaliste, c'est d'abord nier que la structure coloniale et patriarcale des sociétés et de l'économie mondiale, la distribution des rôles raciale et sexuelle est le problème politique majeur aujourd'hui.

Être intersectionnel, *woke*, décolonial, c'est le contraire. Les universalistes veulent démonter le capitalisme, les intersectionnelles veulent démonter les structures coloniales et patriarcales qui tiennent le capitalisme, et sans lesquelles il n'existerait pas.

Choisis ton camp!

Laurence Biberfeld

# «Féministes!

## Luttes de femmes, lutte de classes»

**Ce livre important, piloté par Suzy Rojzman, avec 25 contributrices, raconte et analyse, par des actrices de terrain, l'histoire de ce mouvement et courant féministe depuis l'après-1968.**

**L**E RÉCIT REVIENT SUR UN ASPECT ESSENTIEL de l'histoire du mouvement foisonnant des femmes de la génération 1968 et après le MLF en 1970, en France et Outre-Mer jusqu'à nos jours, si peu écrit et pensé.

Ce courant dit «lutte de classes» a été engagé sur le terrain des luttes d'entreprises et de toutes les causes féministes. On y croise des ouvrières, des syndicalistes, des universitaires, la plupart toujours là!

Des sources inestimables pour le féminisme en général.

Le livre s'appuie aussi sur trois colloques, organisés en 2010 et 2018 par le Collectif pour les droits des femmes, dont Suzy est la porte-parole; le dernier abordait «Où en sommes-nous du féminisme Lutte de classe et antiraciste, la consubstantialité, l'intersectionnalité et le retour aux origines?».

On y (re)découvre la place de ce courant dans les années 1970, puis 1981 à 1995 et de 1995 à nos jours, avec la place des groupes femmes de quartier et d'entreprise, les grèves, notamment dans les banques, à Renault, aux Chèques postaux, à Lip, à l'hôpital avec les infirmières, dans l'immigration, parmi les populations colonisées ou ex-colonisées.

Le récit revient sur la formidable lutte unitaire pour le droit fondamental à l'avortement avec le Mlac, en 1975 (jusqu'à son remboursement en décembre 1982), notamment aussi dans les entreprises; mais également d'autres combats importants avec le Collectif féministe contre le viol, les droits des lesbiennes trop longtemps ostracisées – malgré l'existence du groupe Les Gouines rouges et les écrits de Monique Wittig dès 1969. On redécouvre des initiatives marquantes comme la Maison des femmes à Paris, les États généraux sur les femmes dans le travail, la lutte contre l'extrême droite. Des coordinations foisonnent sur ces thèmes, les syndicats et partis se réveillent, même si certains mettront du temps à prendre la mesure de l'incontournable féminisme.

Le creux institutionnel, lors des deux septennats de Mitterrand, n'empêcha pas le Mouvement lutte de classe d'assurer la continuité des luttes.

On n'oubliera pas la presse féministe florissante, souvent à l'initiative de certaines organisations d'extrême gauche impliquées dans le mouvement (LCR, Révolution!, le PSU): *Le Torchon Brûle!*, *Les Cahiers du féminisme*, *Questions féministes* (lancé par Christine Delphy) et bien d'autres.

Le livre nous replonge aussi dans le mouvement social de l'hiver 1995 contre une réforme des retraites, avec des cortèges féministes très importants, sur fond de paralysie des transports et des centres de tri. Puis ce fut la naissance du Collectif national pour les droits des femmes (CNDF) en janvier 1996: 2 000 femmes participèrent aux assises début 1997 pour établir une plate-forme revendicative très complète.

Sont relatées aussi les différentes positions et actions, sans occulter les divergences, notamment concernant le voile ou le système prostitutionnel. Dès 1997, les Journées intersyndicales femmes voient le jour annuellement, à partir du travail en commun du CNDF et des syndicats (surtout CGT et Groupe des Dix, puis Solidaires). La Marche mondiale des femmes, initiée au Québec en 1998, aura un fort retentissement en France et en Europe dès 2000. Plus proches de nous, les luttes des assistantes de vie scolaire et celles des femmes Gilets jaunes sont aussi relatées.

La 4<sup>e</sup> partie du livre aborde l'influence du mouvement féministe aux USA, les questions épineuses, complexes et récurrentes, dont celles de l'intersectionnalité opposée au féminisme universaliste, avec un angle de vue possible abordé par Danielle Kergoat: prendre en compte les rapports sociaux de sexe imbriqués (et non additionnés) aux rapports de classes pour une réelle émancipation afin de penser les révoltes des dominé-es.

Un autre chapitre interroge de façon pertinente et précise «la revendication d'une pornographie féministe, subversion ou soumission à la domination?», qui pourrait être un moyen de modifier une vision dégradante, une sexualité violente, norme sociale chez les jeunes, tout en la présentant comme une question d'égalité et d'autonomisation des femmes afin de favoriser la libération sexuelle dans un registre libertaire. Mais pour le féminisme universaliste «la pornographie féministe contribue à l'extension de l'industrie dont elle dépend» et s'interroge sur la capacité illusoire de «cette pornographie à promouvoir une sexualité égalitaire et altruiste». C'est un débat complexe dans les deux courants proches que sont le féminisme universaliste et le féminisme relativiste.

Pour le féminisme universaliste, le principe d'égalité est un préalable à la liberté et comme idéal.

Les inégalités sont construites par le système économique et culturel, entretenues par les classes sociales, les privilèges, les stéréotypes, et rendent la liberté individuelle illusoire dans ce cadre.

La conclusion générale du livre revient sur les débuts du mouvement, avec une forme d'autocritique de certaines illusions suite à 1968, un questionnement d'un vide de la théorie marxiste concernant la place des femmes, vide qui a largement été comblé depuis, car les féministes lutte de classe ont évolué, ont bousculé les organisations. Malgré les

difficultés, des victoires ont été remportées, notamment sur l'avortement, la construction de collectifs féministes unitaires, et pérennes, le dévoilement des violences sexistes, la prise en compte et la défense des combats des femmes au travail. Oui, le féminisme et la lutte des classes s'accordent très bien !

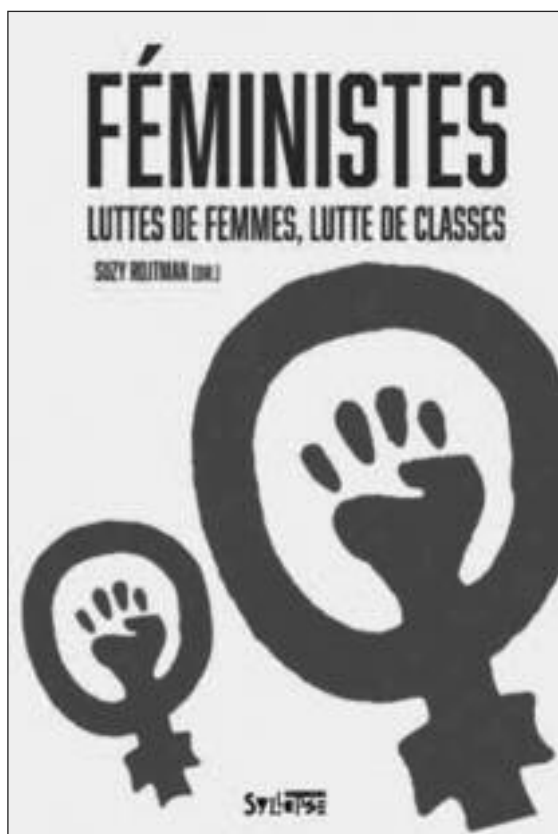
À noter cependant, dans le livre, le manque d'investissement pour l'écologie...

Aujourd'hui, depuis quelques années, une nouvelle vague de forces féministes jeunes recompose le mouvement féministe : #MeToo, #BalanceTonPorc, NousToutes, de nouveaux groupes locaux, les Colleuses, notamment sur la question des violences en pointe dans les luttes féministes, mais peinant à obtenir du concret efficace, dévoilant le poids immense de l'idéologie patriarcale au sein de la Justice. Les mobilisations sont plus difficiles au travail, les préoccupations sociales sont rarement prioritaires dans le mouvement en général, la division n'arrangeant rien. La grève des femmes internationale du 8 mars (au travail salarié et à la maison), proposée au départ par le mouvement unitaire « On arrête toutes » et impliquant les syndicats, a du mal à prendre depuis 2016, mais pourrait surgir, comme en Espagne.

Gageons que la situation politique et sociale, de plus en plus dure et violente au niveau mondial comme dans chaque pays, pourrait en réveiller plus d'une !

**Fabienne Lauret**

Suzy Rojzman (dir.), *Féministes ! Luttes de Femmes, Lutte de Classes*, Syllepse, 2022.



## Pornographie « féministe »

**La revendication d'une pornographie  
« féministe » :  
subversion ou soumission  
à la domination masculine ?**

**N**OTRE CULTURE ACTUELLE est basée sur l'image, et l'image mercantile. La culture pornographique met en images ce qui est sollicité, un produit qui modèle la sexualité en diffusant des images explicites.

**Il ne s'agit pas d'une liberté,  
mais d'un conditionnement.**

Ainsi, une industrie, dont la finalité est de faire profit, accapare et peut diriger un des aspects les plus intimes de notre vie. L'image produit un impact réel sur les pratiques, et le fait qu'une pornographie se dise féministe ne modifie pas cet impact.

Les jeunes sont exposés très tôt à ces images, le premier contact avec la pornographie est précoce, en moyenne 11 ans, souvent via des fenêtres pop-up sur les sites de streaming illégaux.

La sexualité est socialement construite, et visionner des images violentes, dégradantes – car il s'agit de plus de 80 % des images – a une répercussion non seulement sur les jeunes qui les regardent, mais sur tout le monde.

Ce n'est pas sous l'emprise de l'industrie de la pornographie et de ses intérêts financiers que l'on peut parler de liberté et de libération sexuelle. Il s'agit au contraire d'un manque de liberté et de créativité de l'intime, au profit des lois du marché et de ses injonctions. En influençant les pratiques au nom d'une libération sexuelle, la pornographie, même si elle se dit féministe, normalise les violences sexuelles envers les femmes.

Suzy Rojzman, *Féministes ! Luttes de Femmes, Lutte de Classes*, op. cit. (extrait, chapitre 31).



# Éloge de Catherine Malabou

Ces derniers temps, un grand nombre d'ouvrages questionnent la propriété privée et font référence au texte de Proudhon, *Qu'est-ce que la propriété?*, avec sa célèbre assertion : « La propriété, c'est le vol. » Mais tous se refusent à reconnaître, dit Catherine Malabou, la validité de la réponse politique que lui donne un des « pères » de l'anarchisme.

DANS SON RETOUR AU TEXTE, Catherine Malabou remarque l'occurrence réitérée de l'expression « droit d'aubaine ». « *La propriété, c'est le droit d'aubaine* », dit Proudhon. Le droit d'aubaine a été facilement interprété comme l'appropriation capitaliste réalisée sur la plus-value, ce surplus que produit la force collective des travailleurs, *ce concours de travaux et de talents si divers qu'un même homme n'y suffirait jamais*, dit Proudhon, mais que le capitaliste ne rémunère que sur la base du travail individuel. Le droit d'aubaine est une réalité économique qui décrit *le pouvoir de produire sans travailler* (Proudhon), *de tirer profit du labeur des autres sans rien faire* (Malabou).

Mais elle s'intéresse avant tout à la réalité politique du droit d'aubaine, qui provient de son origine en tant que droit féodal. Sous l'Ancien Régime, le seigneur exerçait son droit d'aubaine sur les « aubains », les étrangers établis dans son ban, souvent des marchands. Ce droit consistait à devenir l'héritier des étrangers morts, lesquels étaient considérés en incapacité civile, à ce titre n'ayant le droit ni d'ester ni d'hériter. C'était, pour le seigneur, le bon droit de s'approprier leurs biens. *Étranger ne signifie donc pas seulement venu d'ailleurs, mais bien aussi et du même coup, suspendu de généalogie, hors héritage*. Les étrangers n'étaient pas les seuls dans cette situation. Ce droit s'appliquait aussi aux serfs et aux bâtards, ces trois catégories de personnes étant regroupées dans ce qu'on appelait alors la « condition servile ».

La Révolution de 1789, en confisquant les biens seigneuriaux et ecclésiastiques, a ouvert ces biens, devenus nationaux, au public. Ainsi a-t-elle institué la propriété privée, et la citoyenneté, qui va en dériver. Mais il s'agit d'acheter ces biens nationaux, pour pouvoir un jour les léguer à ses héritiers. Ceux qui ne possèdent rien resteront par le fait en condition servile, alors que le servage a été officiellement aboli.

« C'est pourtant là où Proudhon veut en venir. Des aubains aux prolétaires, la propriété continue d'écrire, comme son indispensable sous-

texte, l'histoire d'enfants dés-hérités... » Elle ne peut « exister qu'à la condition d'exclure les "impropres" de la logique de la transmission légataire, tout en dissimulant cette exclusion même. Le vol, par quoi la propriété se fonde, est un « interdit de succession ». Et, pour les déshérités privés de sol et de généalogie, la seule issue reste d'appartenir à quelqu'un, de devenir soi-même une chose. Quand la Révolution française institue la propriété privée comme une émancipation, elle dissimule ainsi le vol de mémoire de l'asservissement, lequel perdure, mais sous le tapis. Il faut payer pour s'affranchir. *De révolution, il n'y eût pas*, dit

Proudhon. Pire ! La dernière en date des abolitions de l'esclavage, celle de 1848, est *le fruit d'un compromis*, dit Malabou : le décret met fin à cet attentat contre la dignité humaine, tout en indemnisant non pas les esclaves, mais leurs maîtres !

La question de la propriété, et Proudhon du même coup, revient à l'avant-scène avec les études sur les communs et l'urgence de protéger les biens communs contre la spoliation néolibérale, car les communs font l'objet de nouvelles enclosures.

Proudhon écrivait : « *La terre est chose indispensable à notre conservation, par conséquent chose commune, par conséquent chose non susceptible d'appropriation.* » Et pour lui, pour les anarchistes et les communistes, propriété privée désigne la propriété privée des moyens de production, et non les pauvres biens acquis par le travail. Et quand Proudhon affirme, dans *Théorie de la propriété* que *la propriété, c'est la liberté*, il n'y a pas contradiction : il parle d'une propriété reposant sur l'usage, synonyme de possession et affranchie de toute servitude. Une propriété sans aubaine.

On retrouve encore Proudhon dans les études sur la colonisation, où « *l'assimilation propriété=vol acquiert une pertinence* », lorsqu'on étudie « *l'usurpation coloniale de territoires, dits la plupart du temps "vierges", légitimée elle-même en droit de propriété.* » Le terme de « dépossession », repris dans ces études, veut rendre compte du vol de mémoire, de généalogie, et de tout un art de vivre.

## L'anarchie fait-elle toujours peur ?

En 1789, le terme « anarchiste » était appliqué aux sans-culottes, ceux qui n'ont pas, et veulent piller les riches, et s'attaquer à toute propriété, qui parlent d'égalité et de loi agraire.

L'anarchisme de Proudhon prône « la mutualité comme remède à la spoliation » et le fédéralisme comme « manière de mettre la domination à plat », dit Malabou. D'ailleurs, elle rappelle « *qu'au moment de l'assimilation départementale de la Martinique, Aimé Césaire avait plaidé pour l'entrée de l'île dans un système fédéral, histoire de "ne pas reconduire sous une autre forme l'économie du pouvoir colonisateur"* ».

Elle évoque aussi le « néoféodalisme » ou « techno-féodalisme ». Non contents de contrôler la terre, les maîtres du monde veulent aussi contrôler les choses de l'esprit, rassemblées à présent en données numériques, et avoir la main sur les capacités de traitement de celles-ci.

## Dans les industries de la connaissance et de la technologie, les rentes provenant des droits de propriété intellectuelle dépassent désormais les revenus provenant de la production des biens.

Cela engendre aussi de nouveaux serfs, les employés d'Amazon, Uber et compagnie. Et l'on voit les nouveaux seigneurs agir comme au bon vieux temps du droit d'aubaine à



l'égard des migrants, avec la confiscation, voire la destruction de leurs biens. La confiscation des biens des migrants est « institutionnalisée » au Danemark, en Suisse et dans certaines régions d'Allemagne, mais elle se pratique partout, et bien sûr en France où, dans la jungle de Calais, tentes et objets appartenant à des migrants ont été à maintes reprises sciemment détruits par les forces de l'« ordre ». Parallèlement, les bénéficiaires du RSA sont forcés d'accomplir quinze heures d'activités par semaine, non payées. Une nouvelle macule de la condition servile.

Catherine Malabou a écrit un livre passionnant et foisonnant. Elle est anarchiste. Elle veut raviver le feu sous les thèses anarchistes. Dans le même temps et le même corps, elle est aussi féministe et avait déjà écrit, en 2020, *Le Plaisir effacé. Clitoris et pensée*, où elle trace l'histoire secrète de cet organe semeur de troubles, dont elle dit qu'il est *une pierre minuscule logée en secret dans la grande chaussure de l'imaginaire sexuel*.

De la Grèce antique à la psychanalyse, on le nie, on l'efface. Et ce sont les grandes figures de la pensée féministe qui le célèbrent : Carla Lonzi, qui oppose la différence sexuelle féminine à la dialectique du maître et de l'esclave hégélienne. « *Le clitoris devient l'emblème de l'autonomie libidinale de la femme, de sa différence, et du même coup la zone de résistance à l'hétéronormativité de la culture sexuelle masculine... La "femme vaginale" n'est qu'une projection du schéma sexuel masculin, une fabrication de la culture patriarcale [qui] a réussi à garder le clitoris caché et inutilisé.* » Lonzi déclare « *qu'être clitoridienne signifie pour une femme "penser à la première personne"* ».

Malabou relit aussi Luce Irigaray. *La/une femme n'obéit pas au principe d'identité*. Si elle a des sexes un peu partout, elle échappe à la binarité sexuelle. Malabou critique la critique faite à Irigaray d'être essentialiste en opposant un vulvomorphisme au phallomorphisme, en rappelant que le mot essentialisme est « *mal choisi, puisqu'une essence est pour les Grecs un mouvement, la dynamique d'une entrée en présence ou d'un apparaître... tout sauf une nature ou une instance fixe* ».

## Elle enchaîne sur les mutilations sexuelles féminines qui font partie des violences faites aux femmes et visent à supprimer le plaisir féminin.

Mais qu'en est-il alors des interventions chirurgicales pratiquées sans consentement sur des enfants intersexes ? Mutilation, thérapie, amélioration ? La suppression de tissus génitaux qui pourraient se confondre avec un pénis, la reconstruction d'une vulve, sur des bébés de trois mois...

À quel degré d'indétermination peut-on considérer qu'il est normal d'intervenir sur les organes génitaux d'un enfant ? Et que penser des corps technologiquement modifiés ? Elle revient sur l'œuvre de Paul B. Preciado, philosophe transféministe, et pose ainsi la question du genre :

*Un corps de femme cis (dont le sexe de naissance et le genre social sont alignés) n'est-il pas toujours déjà trans du fait de la consommation d'hormones contenues dans la pilule ou les traitements substitutifs de la ménopause ?*

Il n'existe pas de corps indemne, intouché par les artefacts et prothèses pharmacologiques.

Il reste qu'une femme qui choisit de devenir homme peut être ressentie comme une femme qui *passé à l'ennemi*, tandis qu'un homme qui choisit de devenir femme adopte souvent tous les clichés attachés à la féminité telle que la voient les hommes, lesquels sont, depuis longtemps, dénoncés par les féministes.

Catherine Malabou est philosophe, féministe et anarchiste. Pour *parvenir à subsister dans ce concentré de testostérone catégoriale* qu'est le discours philosophique traditionnel, elle a décidé de « *cesser de [s']abriter derrière l'asexualité prétendue du sujet philosophique et d'analyser comment la philosophie forme et travaille les corps.* »

## « Je n'ai plus le même corps depuis que je pense. »

« *La non binarité intellectuelle est le contraire d'une déssexualisation. [...] Mon clitoris avait déjà une existence double, de sexe et de genre, anatomique et sociale. La philosophie y a ajouté l'existence politique d'un clitoris transgenre.* »

Et c'est le féminin qui caractérise cette situation. « *Tout l'enjeu du mouvement de révolte féministe a été [...] de dénaturaliser la féminité, c'est-à-dire dénaturaliser ce que devrait être et faire une femme.* » (Mara Mantanaro<sup>1</sup>)

Et Malabou rajoute : « *Précisément, le féminin peut se définir comme ce qui vient après la dénaturalisation de la femme.* » Aussi partage-t-elle avec Sylvia Federici le scepticisme au sujet d'un féminisme excisé du féminin. De même chez Paul B. Preciado qui, dit-il, « *n'a pas complètement cessé d'être Béatriz, [le féminin occupe] une étagère entière de cette bibliothèque du corps* ». Un corps est un dispositif de transfert entre une réalité anatomique et une projection symbolique.

Quant au clitoris, il est, « *comme le féminin, rapport au pouvoir mais pas rapport de pouvoir... Le clitoris est un anarchiste... il résiste à la domination du fait même de son indifférence au pouvoir et à la puissance.* »

**Michèle Monico**

Catherine Malabou, *Il n'y a pas eu de Révolution. Réflexions sur la propriété privée, le pouvoir et la condition servile en France*, Payot et Rivages, 2024  
*Le Plaisir effacé. Clitoris et pensée* », id.

1. Mara Mantanaro, « Corps résistants et puissants chez Silvia Federici. Une stratégie d'insurrection féministe. » Dans Silvia Federici, « Par-delà les frontières du corps. Repenser, refaire et revendiquer le corps dans le capitalisme tardif », *Contretemps*, 18 juin 2020.



# TERF ou pas TERF ?

**On vous l'assure, l'équipe de *Casse-Rôles* n'est pas constituée de féministes radicales excluant les trans (TERF, en anglais). C'est absolument une équipe majoritairement constituée de féministes, abolitionnistes du système prostitueur. Et, jusqu'à récemment, sans opinion construite sur la transitude.**

**E**T POUR CERTAIN·ES, une grande méconnaissance, et la méconnaissance entraîne la méfiance et la peur, ce ne sont pas les si nombreux et nombreuses racistes du pays qui me démentiront... Faut le temps de lire, d'apprendre, de rencontrer aussi (et d'ailleurs, on est toujours en recherche de rédactrices). On se doute que cette affirmation ne suffira pas à convaincre et il nous faut revenir sur des étapes de notre apprentissage.

Si la réalité matérielle est qu'il existe des personnes trans, et que ce fait est une réalité indéniable, la transitude politique, ce n'est pas facile à appréhender. Les plus impliqués·es le disent :

*On distingue en particulier deux grilles d'analyse majeures, qui se subdivisent en une variété de positions : les modèles queers et les modèles matérialistes. Entre ces deux grands axes, le dialogue est très compliqué. Cela s'explique par des différences de bases théoriques, de vocabulaire et de stratégies, sources de confusion et de malentendus ; par des pratiques délétères, telles des exagérations, caricatures, logiques de camps et solidifications*

*de conflits interpersonnels ; ainsi que par leur histoire et leurs filiations<sup>1</sup>.*

Dans un numéro ancien, nous avons reproduit un texte de Zéromacho. Ce texte s'appuie sur les violences réelles contre des abolitionnistes en manif féministe, mais aussi sur la montée en épingle par les réseaux sociaux d'exagérations et de faits ultra-minoritaires, voire d'inventions. Il exprime surtout la peur que les femmes trans soient encore les hommes qu'elles ont été, avec leur place dans le patriarcat. Quand elles nous expliquent que c'est la position sociale qui compte : « *Les femmes trans, en particulier, voient leur position sociale se dégrader dès les premières démarches de transition, et sont soumises à la transmisogynie, par intersection de la misogynie et de la transphobie<sup>2</sup>.* »

Dans le numéro 23 de *Casse-rôles*, le billet d'humeur commence ainsi : « *L'appétit délirant pour des classifications de plus en plus fines, exigées, sans quoi les gens seraient renvoyés dans une altérité qui les mettrait en souffrance, devient épuisant.* » Majoritairement, les personnes trans se reconnaissent dans le « simple » LGBT, bien qu'elles n'en soient que le « T ». Et c'est une énumération bien nécessaire face à la norme sociale « H ». Il est vrai que des listes plus longues et des revendications identitaires particulières peuvent se rencontrer, mais elles ne représentent pas grand-chose en nombre d'individus. Le « Billet d'humeur » aurait pu le préciser.

Le patriarcat exploite les femmes et discrimine ceux qui ne rentrent pas dans le moule hétéro-traditionnel, les féministes se doivent, dans le cadre de leur combat antipatriarcal, de soutenir homosexuel·les et trans dans leurs luttes.

Quant à la prostitution, l'argument qui lie acceptation des trans et acceptation de la prostitution comme un métier parce que, souvent, les femmes trans n'ont pas d'autres solutions pour manger tous les jours, ne nous convainc pas. Les personnes qui se prostituent le font évidemment par nécessité économique, mais l'existence de la prostitution reste pour nous une violence faite à toutes les femmes, et ce sont les clients et le système organisé autour de cette exploitation qui nous répugnent.

**Le collectif Casse-rôles**



Groupe de personnes trans à la Marche des fiertés, Lima (Pérou), 2022

1. <[https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/05/24/transitude-un-nouveau-terme-pour-decrire-le-fait-d-etre-transgenre\\_6174702\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/05/24/transitude-un-nouveau-terme-pour-decrire-le-fait-d-etre-transgenre_6174702_3232.html)>

2. Union communiste libertaire. <<https://unioncommunistelibertaire.org/?Pour-une-contre-offensive-trans>>.



# À nos abonnés.....

Ce petit mot à nos abonné-es, pour éclairer la signification de l'étiquette qui se trouve sur l'enveloppe, lorsque vous recevez le journal. Ça nous sert pour savoir combien d'exemplaires on glisse dans l'enveloppe qui vous est destinée; et à vous pour savoir où vous en êtes de votre abonnement.

Le tableau des abonnements est mis à jour lorsque nous recevons votre chèque ou votre virement, et les étiquettes sont générées par ce même tableau. Bien sûr, il peut y avoir des oublis (rarissimes). Si c'est le cas, alors n'hésitez pas à nous rappeler à l'ordre en nous redonnant la date de votre dernier versement. Nous vous enverrons alors nos plus plates excuses !

Nous ne sommes pas trop sévères avec les retardataires, mais il y a des limites... financières. L'impression et l'envoi représentent un coût. De plus, si vous ne vous réabonnez pas (outre l'oubli, eh oui, le temps passe vite !), on peut penser que vous vous êtes désintéressé-e de notre combat féministe. Nous avons donc mis en place un petit rappel. Sans retour, ben vous ne recevrez plus la revue. Tant pis pour vous, tant pis pour nous.

Ici, R. V. est abonnée jusqu'au n° 36 pour 8 exemplaires

36/8/  
R. V.  
48 rue ...  
Bas-...  
99999 Ville

Là, J. Z. est abonné jusqu'au n° 24 pour 1 numéro

24/1/  
J. Z.  
19 rue ...  
00000 Ville



## CASSE-RÔLES

## (RÉ)ABONNEMENT

Je m'abonne ou me réabonne à partir du numéro .....

Prix libre ..... euros\*

Frais postaux (entre 4 et 5 euros).....4,50 euros

TOTAL .....euros

\*Pour info, le prix de revient (approximatif, puisque les numéros ont un nombre de pages variable) tourne autour de 20-25 euros par an. Dans le prix de l'abonnement, sont compris les éventuels hors-séries.

NOM ..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

TÉL. .... COURRIEL ..... DATE .....

Libellez le chèque à l'ordre de: **Association Les amies et amis de Casse-rôles**  
Adressez-le à **Christine Rebatel, 2, lieu-dit La Brière, 72260 Courgains**

**Contact** casse-roles23@proton.me  
<<http://casse-roles.revolublog.com/>>

Compte ouvert au Crédit agricole Centre-Ouest. IBAN: FR76 1950 6000 1128 1207 4100 666 BIC AGRIFRPP895

Dans la société « marchande », tout produit doit engendrer des bénéfices, au nom de la rentabilité. À ce titre, le prix à payer pour un produit est le même pour tout le monde, que l'on soit avec ou sans ressources, au RSA ou député, c'est-à-dire volé ou voleur assermenté... Et selon ses moyens, on n'aura pas la possibilité d'acquiescer le même bien, mais celui d'une qualité inférieure, défraîchie, en somme spécial pauvre.

Parce que l'on paye un produit selon ses moyens, celui-ci devient accessible à tout le monde, désargenté ou plus fortuné: c'est l'égalité. Il y en a qui ne pourront rien don-

ner, ou peu, mais d'autres compenseront en donnant beaucoup plus: c'est la solidarité. Quant à la fraternité et à la sororité, celles-ci s'installent spontanément dès lors que le profit, la rentabilité et l'inégalité ont cessé d'être les moteurs des rapports humains.

Le prix libre peut se pratiquer dans tous les domaines, par tous les temps, et sans modération. Il s'inscrit dans la lutte anticapitaliste qui nous anime. À ce jour, ni Carrefour, ni Leclerc, ni les marchands d'armes, ni les marchands de soupe de la politique, ni l'OMC n'ont adopté le prix libre! Sinon, ça se saurait...

# Rencontre du collectif *Casse-rôles*



**Le Collectif a décidé de se retrouver deux fois l'an.  
Une fois en région parisienne,  
une fois dans le Limousin...**

**a** FIN D'ÉCHANGER DE VIVE VOIX, de nous regarder dans les yeux, de nous sourire, de nous engueuler même parfois: tout ça est plus simple, plus productif et positif en *présentiel*, comme on dit depuis le Covid...

→ Région parisienne: centrale, commode pour les transports.

→ Limousin: eh bien, c'est aussi central... si on regarde la carte de France.

Notre prochaine réunion:

Château de Ligoure, près de Limoges,  
du 6 au 8 septembre.

Le samedi, 10 heures:

Réunion du collectif, ouverte aux personnes intéressées

Repas «partageux»: chacun·e apporte de quoi se restaurer et on partage tout!

Soirée: on prévoit une surprise musicale. On ne vous en dit pas plus...



Le thème du dossier prévu pour ce numéro de *Casse-rôles*, « Les extrêmes droites et les femmes », a été élargi, car si le Rassemblement national n'a pas obtenu la majorité des voix dans ces législatives, on constate tout de même une redoutable montée de l'extrême droite

(phénomène qui touche actuellement nombre de pays, car le capitalisme est mondial et ses méfaits également). Les gouvernements successifs ont fait monter le racisme, le mépris des précaires et des pauvres (d'où l'actuel résultat!), et on peut craindre que les idées réactionnaires

continuent de s'élargir. Bien sûr, les femmes, les minorités de genre et les personnes en situation de handicap sont impactées par ces idées rétrogrades portées par les extrêmes droites, mais aussi, malheureusement, par bien des gens de « gauche » ou du « centre »...

## sommaire

**Extrême droite, femmes et sexisme, 18-23**

**Les féministes et l'extrême droite. Inventaire succinct des femmes nationalistes et racistes, 24**

**Fémonationalisme: bien plus nationaliste que féministe, 25**

**Aide médicale d'État. Femmes précaires dans le collimateur du gouvernement, 26**

**Pacte européen asile-immigration, 27**

**L'asile en terre hostile, 28-29 / Le siècle des réfugiés, 29**

**Parcours d'exilées... d'Albanie en Occitanie, 30-31 / Kanaky, 31**

**Des femmes en Centre d'accueil pour demandeur d'asile, 32-33**

**Front national: Pour l'école, demandez le programme!, 34-35**

**École: le niveau baisse, c'est la faute aux féministes!, 36**

**L'IVG dans la Constitution... jusqu'à quand?, 37**

**Argentine: Femmes et extrême droite, 38-39**

**On a une solu... mais il n'en est pas question dans le programme du NFP, 40-41 / Le féminisme libertaire, 41**



# Extrême droite, femmes et sexisme

**Cette contribution, est une synthèse de l'intervention de l'historienne Mathilde Larrère (Bourse du travail de Bobigny, janvier 2024), à partir des notes qu'elle a bien voulu confier à *Casse-rôles*. Les lignes qui suivent sont volontairement centrées sur l'extrême droite française, même si, au niveau international, la question est aussi d'une actualité brûlante.**

## Droites, extrêmes droites, continuités et ruptures Un électeur sur deux est une électrice

**L**ONGTEMPS, droite et extrême droite ne se sont guère véritablement distinguées quant à leur vision des femmes et de leurs droits... Dès lors, pour souligner ce qui caractérise spécifiquement l'extrême droite sur la question des femmes et du féminisme, il convient de l'étudier sur le temps long, puis, à partir du moment où elle devient le dernier bastion assumé des images stéréotypées des femmes et des discours ou combats proprement anti-féministes (1980-1990), d'étudier ses évolutions récentes et les raisons qui la poussent à se donner un vernis féministe. Car pour que l'extrême droite puisse l'emporter dans les urnes, il faut qu'au moins une partie des femmes votent pour elle. Ce qui va la pousser à changer son discours, jusqu'à instrumentaliser le féminisme.

## Un virilisme revendiqué

Depuis l'émergence des ligues d'extrême droite dans les années 1920-1930, ce qui caractérise l'extrême droite est son virilisme. Une exception dans le paysage politique d'alors, même si le mouvement ouvrier glorifie aussi les corps virils, mais avec une autre logique, celle qui oppose corps ouvriers et corps bourgeois. Les ligues d'extrême droite mettent en avant la virilité de leurs membres, en écho avec leur culte du chef, de la guerre, de l'armée, etc.

Le discours de Jean-Marie Le Pen des années 1960-1980 est hypergenré, truffé de métaphores sexuelles masculines et de symboles phalliques, qui lui valent de remporter, à de multiples reprises, le prix Jean-Marie Bigard...

Mais, jusque dans les années 1980, droite et extrême droite partagent la naturalisation, la biologisation, l'essentialisation des femmes (que la gauche a aussi longtemps partagée, soyons clair!).

Pour toutes ces forces politiques, « On naît femme, on ne le devient

pas », la nature de « la » femme (nature faible, émotive, entendez possiblement hystérique) explique, justifie les inégalités de salaire, de place dans la famille, la cité, le travail.

De fait, la gauche s'est la première éloignée de ces conceptions qu'elle partageait au XIX<sup>e</sup> siècle (quoiqu'il faille toujours rester vigilant, là on parle de l'extrême droite, mais toutes les formations de gauche feraient bien de balayer devant leur porte en matière de sexisme ! J'imagine qu'il y a ici nombre de lectrices et lecteurs qui voient très bien de quoi je parle), mais disons que, dans les discours contrôlés, le sexisme est combattu et on ne retrouve plus l'essentialisation de la feeeeeemme, petite chose fragile qui doit savoir se calmer et surtout rester à sa place.

Mais, du fait de l'évolution générale des mentalités, dans les années 1970-1980, une partie de la droite abandonne aussi cette rhétorique (à nouveau dans les discours contrôlés, dans ce qui se dit en réunion, mais dans le partage des tâches militantes, c'est une autre affaire). Elle finit par se rallier à l'IVG (vote contre la loi Veil en 1974 et 1979, Chirac, Premier ministre de Mitterrand en 1986, annonçant qu'il ne reviendra pas sur la loi Veil).

Le refus de l'IVG devient dès lors l'un des marqueurs de l'extrême droite dans les années 1990. Et pas seulement dans les discours, mais aussi à travers des commandos anti-

IVG avec lesquels le FN entretenait des liens étroits. Le comité d'honneur de Laissez-les vivre réunit plusieurs membres du FN, l'association SOS-Tout-Petits, une des plus virulentes, est dirigée, depuis sa fondation en 1986, par le Dr Xavier Dor, membre du FN et proche de Le Pen. *Présent*, revue d'extrême droite, consacre alors de longs articles glorifiant les commandos anti-IVG, qualifiés de « militants de la vie », auteurs d'« opérations de sauvetage ».

L'une des caractéristiques du discours de l'extrême droite sur l'IVG est qu'il se teinte d'antisémitisme : les cliniques deviennent des « camps de la mort », le RU 486 est le « Zyklon B moderne », l'avortement, « un crime contre l'humanité », un « génocide anti-français ». L'Union des nations de l'Europe chrétienne (Unec), un mouvement intégriste, organise des pèlerinages sur le site du



camp d'Auschwitz pour établir un parallèle nauséabond entre la Shoah et le «génocide de l'avortement». Dans son comité d'honneur, on trouve Martine Lehideux, qui était alors vice-présidente du Front national.

## Le refus de reconnaître aux femmes le droit au travail et la valorisation de la femme au foyer

Habilement, l'extrême droite parle de «liberté de ne pas travailler», dit «défendre le revenu pour les femmes au foyer», et use d'arguments selon lesquels cela permettrait de réduire le chômage, ce qui repose sur la corrélation fautive entre emploi féminin et chômage (tout aussi fautive, soit dit en passant, qu'immigration et chômage), puisque les femmes n'occupent pas les mêmes emplois que les hommes (et qui, par ailleurs, ne fait pas cas du chômage des femmes, comme si le seul chômage était celui des hommes...).

Le Rassemblement national défend aussi la «liberté de choisir la répartition du congé parental», à nouveau comme si c'était un choix libre. On sait bien que, si on laisse la possibilité de choisir, ce sont les femmes qui vont prendre le congé parental, à quelques exceptions près: OK!

Les programmes du Front national promettent des aides pour «choisir de rester au foyer», mais précisent «dès que les finances le permettront»... Qui plus est, ces aides sont, dans l'esprit du FN, assorties de devoirs! Si les enfants déconntent, paf, on coupe les aides!

Si Marine Le Pen se représente elle-même en femme divorcée et mère isolée, quand on creuse un peu, le discours reste dans la continuité de la vision très traditionnelle de la famille.

Des années 1980 jusqu'à nos jours, le FN (à l'Assemblée, au Parlement européen, conseils municipaux), vote avec constance contre la totalité des textes promouvant l'égalité femmes-hommes et le combat contre les discriminations sexuelles. Tout ce qui concerne la mise en place d'un meilleur accès à la contraception et à l'avortement, la lutte contre les stéréotypes de genre, la condamnation des violences faites aux femmes, ne semble pas concerner le FN, ou le rebute. Et les formations d'extrême droite, comme de droite, font montre également d'une homophobie générale.

## Un électeur sur deux est une électricité

À partir des années 2000, le FN pâtit électoralement de ces positionnements sexistes. Au fur et à mesure de son ascension dans les urnes, son électorat est de moins en moins féminin. En 1984, le différentiel entre le vote frontiste masculin et le vote féminin est de 4 points, il passe à 7 points en 1995. L'écart est respectivement de 9 et de 10 points chez les moins de 24 ans et les étudiant-es. La qualification de Jean-Marie Le Pen pour le second tour de l'élection présidentielle de 2002 face à Jacques Chirac n'aurait pas été possible si seules les femmes avaient voté.

À la fin des années 2000, l'extrême droite tire les leçons de cette situation et tente de séduire l'électorat féminin, moins par une transformation des thèmes abordés que par une mise à jour des discours.



## Le fémonationalisme

### Féminiser ses troupes

Déjà, au milieu des années 1980, Jean-Marie Le Pen n'a pas hésité à mettre des femmes en avant, telles Marie-France Stirbois, Marie-Christine Arnautu, Martine Lehideux, etc. Cette féminisation est aujourd'hui incarnée par Marine Le Pen, puis Marion Maréchal-Le Pen.

Il faut dire que la contrainte paritaire est passée par là... Mais il s'agit bien là d'un affichage: le cabinet de Jordan Bardella est totalement masculin, comme la tête du groupe à l'Assemblée nationale. Tous les mardis matin, au Palais Bourbon, les réunions ne sont animées que par des hommes, hors Marine Le Pen. De son côté, Zemmour reste essentiellement entouré d'hommes.

En 2017, Marine Le Pen a joué la carte femme: clip de campagne en mode *vania pocket*, féminisation, portrait officiel du second tour en jupe. Elle joue la carte «femme» contre Zemmour. Car si ce dernier peut lui piquer plein de trucs, il y a une chose qu'il ne pouvait pas lui prendre, celui d'être une femme. Et d'ailleurs, elle insiste en le présentant en misogyne qu'il est.

Celui-ci contre-attaque au printemps 2021 avec son collectif, *Les Femmes avec Zemmour*. Ce collectif occupe essentiellement le terrain numérique, avec des portraits de femmes présentes aux meetings ou aux dédicaces de l'ex-journaliste, des photos de collages d'affiches, ou encore des capsules vidéos compilant des arguments de soutien par une poignée de femmes. Et pour la Saint-Valentin, le #Zemmoureuse.

Plus récemment, des groupuscules plus radicaux ont mis en avant leurs militantes. Ainsi, les porte-parole de Génération identitaire sont quasi systématiquement des jeunes femmes, telles Anaïs Lignier ou Thaïs d'Escufon. Ces militantes offrent une meilleure vitrine, moins agressive et plus glamour, plus lisse, que celle que pourraient donner de vieux militants identitaires, passés par le GUD.





Cela ne signifie pas pour autant qu'elles sont là uniquement pour faire de la figuration pour changer l'image de ces groupuscules, au contraire. Ce sont des militantes animées de réelles convictions politiques.

Depuis les années 1970, les courants conservateurs, de droite comme d'extrême droite, sont en effet investis par des femmes, et on peut même dire que l'engagement droitier, conservateur et antiféministe de ces femmes est aussi une forme d'*agency*<sup>1</sup>. L'engagement pour des causes conservatrices a toujours été un moyen pour des femmes d'intervenir dans la sphère publique, d'y peser, d'y avoir une place.

C'est ce que montre la série *Mrs America* sur l'engagement de Phyllis Schlafly et de mères de famille dans le mouvement contre un amendement constitutionnel qui devait garantir l'égalité des sexes, *Equal Right Amendment* (ERA, 1972). Engagement qu'illustre aussi l'investissement de nombreuses femmes dans le *Tea party* avec la figure de Sarah Palin.

En France, on a pu observer une forte présence de femmes dans la Manif pour tous : les premières associations de femmes d'extrême droite apparaissent à ce moment, telles les Caryatides. Mais il ne s'agit pas là, pour ces femmes, de se dire *féministes*, loin de là !

L'extrême droite excelle à utiliser des femmes pour porter une parole antiféministe !

Ce phénomène est particulièrement intéressant, car, durant longtemps, les femmes, à l'extrême droite, n'ont joué qu'un rôle secondaire.

## Stratégie 2

### De l'antiféminisme au féminisme-washing

Marine Le Pen a abandonné progressivement le discours ouvertement anti-IVG : la nouvelle rhétorique consiste à dire que le RN n'est pas contre l'IVG, mais « contre son abus ». C'est à elle que l'on doit l'expression, en 2012, d'« avortement de confort » et la dénonciation de son remboursement par la Sécurité sociale (qui serait la cause des fameux abus...).

Un revirement qui n'est pas représentatif du RN dans son ensemble, dont de nombreux candidat·es et élu·es demeurent encore ouvertement anti-IVG. C'est le cas par exemple de Marion Maréchal, qui, dans son programme, demandait la suppression des subventions au Planning familial. Le RN est le groupe parlementaire qui a voté le plus massivement contre la constitutionnalisation du droit à l'IVG en novem-



bre 2022 : 23 contre et 13 abstentions.

Au niveau européen, en 2020, le RN a voté contre une résolution dénonçant le recul du droit à l'avortement en Pologne, au motif qu'elle porterait « atteinte à la souveraineté [du pays] dans le domaine de la

santé, une compétence exclusive des États ».

On pourra noter que certains groupes de femme d'extrême droite anti-IVG utilisent comme slogan « Mon corps, mon choix ! », soit exactement le slogan du MLF. Leur argument est de dire que la société actuelle pousse les femmes à avorter et que la vraie liberté des femmes est de mener leur grossesse à terme ! C'est un détournement du slogan et de la rhétorique féministe au service de la lutte contre l'IVG. Ce renversement est le propre de la rhétorique réactionnaire étudiée par le sociologue Albert Hirschman.

Le RN tente aussi de se la jouer féministe en s'engageant dans le combat contre l'endométriose. Octobre Emmanuel Taché de La Pagerie dépose une proposition de loi visant à soutenir les femmes qui souffrent d'endométriose. Il ose même citer Simone de Beauvoir pour l'appuyer (suscitant un tonitruant *Ah Non !* de Clémentine Autain).

Quand on regarde sa proposition de loi, c'est un texte dénoncé par la gauche et les associations spécialisées et qui montre qu'il n'y connaît rien. « Ils parlent de cinq stades de la maladie alors qu'il n'y en a que quatre, disent que ça ne concerne que les femmes en âge de procréer alors que c'est faux, et évoquent un chemin de guérison quand il n'y a pas de traitement... C'est une instrumentalisation de la souffrance des femmes. » (Clémentine Autain).

Ces mêmes élus RN (sauf un) s'étaient d'ailleurs abstenus, en janvier 2022, lors de l'adoption de la résolution portée par la même Clémentine Autain sur... l'endométriose.

## L'éternel sexisme antiféministe

La seule mention des mots *genre* ou *intersectionnalité* dans une proposition de loi entraîne systématiquement l'abstention ou le vote défavorable. Et ce, sur tous les sujets :

- 2021, loi Rixain sur l'égalité professionnelle (avec une obligation de représentation équilibrée entre les femmes et les hommes dans les postes de direction des grandes entreprises) : pas un RN dans l'hémicycle...

- Juin 2023, une proposition de loi visant à renforcer l'accès des femmes aux responsabilités dans la fonction publique : là, les députés sont plus nombreux, mais pour voter contre ou s'abstenir.





Mais, surtout, il s'agit, pour l'extrême droite, depuis une bonne décennie, **d'instrumentaliser le féminisme au service de son racisme**. De reprendre en apparence des revendications féministes – du moins certaines, comme la lutte contre les violences sexuelles –, mais au service de discours racistes.

Regardons le programme de Marine Le Pen 2017 (point 9) : « *Défendre les droits des femmes : lutter contre l'islamisme qui fait reculer leurs libertés fondamentales ; mettre en place un plan national pour l'égalité salariale femmes-hommes et lutter contre la précarité professionnelle et sociale.* »

Ce qui permet à la fois de nourrir le racisme et le discours contre l'immigration.

La fermeture des frontières ? C'est pour mieux protéger les femmes ! Pour elles et eux, le violeur, c'est toujours le racisé, et le « féminisme » est ainsi mobilisé pour cautionner un discours xénophobe, raciste et particulièrement islamophobe.

Ce n'est pas propre au RN, c'est un dénominateur commun de toute l'extrême droite européenne et étatsunienne, de la Ligue du Nord italienne au British National Party. Cette instrumentalisation du féminisme au service du racisme est ce qu'on appelle parfois le **fémonationalisme**. Le compte Instagram des Nemesis égraine les profils d'hommes de nationalité étrangère tenus responsables de viols et d'agressions sexuelles.

Une stratégie qui n'est pas vraiment nouvelle, puisqu'on la retrouve dans les discours justifiant la colonisation, avec l'image de « *l'homme blanc sauvant les femmes colonisées des hommes colonisés* » (évidemment, pas un mot sur la sexualisation des femmes colonisées par les colons).

Après la décolonisation, le discours sur le « *migrant violeur* », ou plutôt sur « *l'immigré violeur* », remplace celui sur le colonisé violeur. On le trouve, dès les années 1960. L'extrême droite ne dénonce les violences faites aux femmes que lorsque cela est utile à sa rhétorique contre l'immigration. **Car la seule menace viendrait des migrants ou des hommes issus de l'immigration, et en aucun cas il ne faudrait pointer du doigt le patriarcat occidental.**

On ne les entend jamais sur les violences sexistes et sexuelles (VSS) faites par des Français blancs. Pourtant, Zemmour est objet de X plaintes pour agressions sexuelles. Là, pas de problème.

En 2019, les députés européens progressistes ont tenté de commencer à remédier aux VSS au Parlement européen, en proposant que tous les nouveaux députés suivent une formation obligatoire sur le harcèlement sexuel – ce qui a été rejeté par l'extrême droite.

Peu après, on a eu le *Complément d'enquête* sur Depardieu. Sur CNews, BFM, c'était à quel invité défendrait le plus, le mieux, le mooononstre sacré. Mais, dès le lendemain, tournait en boucle le témoignage de Claire Géromini violée... par un homme sous le coup d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF).

L'extrême droite survisibilise la violence sexiste des racisés pour mieux invisibiliser celle des Français blancs. Avec même une espèce de mantra qu'on retrouve dans toute l'extrême droite avec un chiffre ratiociné : « *52 % des viols commis par des étrangers.* » Chiffre qui tourne en boucle dans ces milieux.

D'où vient ce chiffre ? Il existe, mais attention !

Il provient d'une étude de l'Observatoire national de la délinquance et de la réponse pénale, intitulée *Les Viols commis à Paris en 2013 et 2014 et enregistrés par les services de police*, qui porte sur un échantillon de 688 viols sur majeur-es commis dans la capitale et qui ont fait l'objet d'une plainte. Sur cet échantillon, les auteurs du rapport disent qu'ils ont mention de la nationalité de l'auteur du viol dans la moitié des cas. Et que, sur ce nouvel échantillon, donc 244, 52 % sont étrangers. À noter que le même rapport donnait des chiffres pour les viols sur mineurs, et avec la même faiblesse dans l'échantillon, là 22 % d'étrangers (chiffre jamais repris, lui).

Mais, comme le précise bien l'étude dans son rapport : « *Ces 688 cas ne sont malheureusement qu'une fraction des viols réellement commis dans la capitale.* »

## Différents problèmes...

À Paris (dans la bouche de l'extrême droite, ça devient la France). Or, les statistiques du même Observatoire ne corroborent pas ; 86 % des auteurs de violences sexuelles mis en cause par la police ou la gendarmerie (biais à nouveau) sont de nationalité française.

### Des viols qui ont fait l'objet d'une plainte

Des viols donc non jugés, donc on ne sait pas si les suspects identifiés comme étrangers sont coupables ou non.

Viols qui font l'objet de plainte ou dont les auteurs sont mis en cause sont, ce qu'une féministe a appelé de façon provocatrice, les « *bons viols* » (Giulia Foïs). Or, la majorité des viols sont commis par l'entourage proche, qu'on ne dénonce pas (10 % maximum des viols font l'objet d'une plainte).

Les auteurs de l'étude ont été effarés de la récupération d'un des chiffres de leur étude, ils ont ramé pour la dénoncer, en vain, les chiffres reviennent ! Encore il y a peu par Marion MLP.



## ➔ Continuons à illustrer l'instrumentalisation de la lutte contre les VSS par l'extrême droite

Ceux-là mêmes qui évoquent les VSS, quand les auteurs sont racisés, se sont toujours opposés à signer la Convention d'Istanbul sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.

Alors pourquoi ? Au motif qu'elle créerait « une nouvelle filière d'immigration ». « Sont-ce des raisons pour bénéficier de l'asile ? Si oui, va falloir en accueillir du monde », argumente un cadre du RN, en écho à son président, Jordan Bardella, qui s'est prononcé contre l'accueil des femmes afghanes.

### Toujours les mêmes discours de l'extrême droite sur les femmes

L'accent est mis aussi sur la lutte contre le voile. Ce qui leur permet de développer un discours sur l'émancipation, sur le fait que le voile est une oppression.

Bon, alors là, c'est compliqué, car la question du voile est aussi une question débattue par la droite et une partie de la gauche. Perso, autant être honnête, je fais partie des féministes qui considèrent qu'il faut laisser tranquilles les femmes voilées. Que, parfois, le voile peut être un choix, une stratégie, qu'il faut l'entendre. Et que, même quand il est imposé, la solution ne saurait être le dévoilement forcé. Mais bon, je sais bien que c'est un débat, tout le monde n'est pas d'accord avec moi.

Mais s'il y a débat au sein de la gauche, il n'y a pas débat au sein de l'extrême droite. Là, c'est unanimement qu'ils tiennent un discours plus que contre le voile, contre les femmes voilées, tous favorables aux espaces qui leur sont interdits. Dans les femmes voilées, ils voient tous des citadelles avancées de l'islamisme.

Aussi l'extrême droite ne parle de droits des femmes (avec des trémolos dans la voix et en récupérant les références du féminisme) que dans le cadre de la lutte contre l'immigration, que dans le cadre de leur racisme et de leur islamophobie, que pour l'instrumentaliser au service de la xénophobie et du racisme.

### Autre instrumentalisation intéressante, mais là presque à l'inverse...

L'extrême droite a toujours défendu la famille traditionnelle et, on l'a vu, elle est contre l'IVG. Problème : c'est moins *bankable* électoralement !



Il lui faut trouver un nouveau moyen de défendre sa position : il faut que les femmes aient des enfants parce que sinon, horreur, malheur, grand remplacement !

« Moi je préfère qu'on fabrique des travailleurs français plutôt qu'on les importe [...], qu'on ait des petits Français demain, plutôt que d'ouvrir les vannes et de voir l'immigration comme un projet de peuplement », a ainsi défendu le vice-président RN de l'Assemblée, Sébastien Chenu, en février 2023.

### Depuis quelques années, on assiste au retour de discours natalistes très conservateurs et xénophobes, pour ne pas dire racistes

Pour rééquilibrer le système de retraites ou éviter le « déclin » de la France, les messages natalistes refleurissent à droite et à l'extrême droite. X dépôts de projets de loi, d'amendements pour encourager financièrement les naissances, X émissions, Cnews, 15 mai : bandeau « Naissance : le suicide de l'Europe ».

Avec, toujours, en toile de fond, pas tant la peur de la dépopulation, mais la peur de l'immigration

Ce sont les femmes françaises, blanches, qui sont incitées à faire des enfants. On trouve ça chez les éditorialistes d'extrême droite (normal), chez les élus d'extrême droite (citation plus haut) normal aussi, mais plus inquiétant, chez le président du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, le 19 février 2024 sur Europe 1 (Boloré). Il y déplore la « perte de puissance de travail ». « Faut-il la régler par l'immigration ou la politique nataliste » demande la journaliste. Et il répond : « Si on faisait plus d'enfants en France, on réglerait le problème assez facilement. »

Et de proposer des politiques natalistes, admirant ce qu'a mis en place Orban en Hongrie.

### Zemmour : son programme aux dernières présidentielles

La prime de 10 000 euros pour toute naissance française en milieu rural – mesure inspirée de la Hongrie d'Orban, qui, par ailleurs, n'a eu absolument aucun effet en termes de natalité.

Questionné sur le coût (sur Cnews), il répond en disant que c'est moins que les allocations qu'on verse aux étrangers.

Il ne prend pas trop de risques de toute façon, vu le fait que la part de couples en âge de procréer est bien moins élevée dans les communes rurales que dans le reste des communes !

Autre caractéristique de « féminisme » revendiqué par l'extrême droite :

- un féminisme différentialiste, qui postule donc différence homme-femme, mais défend la complémentarité des genres ;

- un féministe naturaliste, pour qui on naît femme, qui accorde une grande place à la nature dans la définition de la femme.

Rien de neuf. Longue histoire du féminisme conservateur, qui s'actualise aujourd'hui dans des diatribes contre la théorie du genre et une

transphobie (les femmes trans ne sauraient être des femmes).

C'est un féminisme qui, par ailleurs, dit du mal des autres féminismes, et le dit avec les mots, les *topoi*<sup>2</sup> des antiféministes, et qui se présente comme «alter» féministes.

« Contrairement aux féministes, nous n'avons pas de haine contre les hommes » dit un groupe identitaire féminin, les Némésis, groupe né à Paris en 2019 et actif sur les réseaux sociaux.

Dire que les féministes détestent les hommes est un *topos* du discours antiféministe.

Se présentent aussi comme des féministes, calmes, posées, pas comme toutes ces hystériques de féministes... Ce qui est à nouveau un des *topoi* de l'antiféminisme.

Leur stratégie : venir perturber des manifs féministes avec des discours femmonationalistes (comme le 52 % des violeurs), se faire jeter, aller pleurer que les féministes sont intolérantes, violentes.

## Ce qui est extrêmement préoccupant

1. Ces stratégies marchent. Lors des dernières présidentielles, le *gender gap* de Marine Le Pen est quasi nul. Pour elle, pari gagné.

2. Ça ne fait pas disparaître le sexisme chimiquement pur, si l'on peut dire. Le RN ne le porte plus, mais le flambeau a été repris par Zemmour.

Lui, c'est le retour d'un antiféminisme, d'un sexisme, d'un machisme, d'une misogynie beaucoup plus nette et assumée qu'on ne pouvait le voir dans l'extrême droite ces dernières années. Zemmour, c'est le phalocrate archaïque. On le dirait sorti du XIX<sup>e</sup> siècle...

Il trouve que « les grands génies » sont des « hommes ». Quand les femmes jouent au football, ce n'est plus du football.

Il défend une forme de « violence » dans les « rapports sexuels » entre hommes et femmes. Il a dit que « *DSK avec des menottes, c'était la castration de tous les hommes français* ». Pour lui, une femme qui réussit, c'est forcément une femme qui a couché. De toute façon, dit-il, « *au contact des femmes, le pouvoir "s'évapore"* ».

Pour Zemmour, la place est femme est au foyer.

Ce sont les femmes, les féministes qui précipitent les régimes – la France même – dans la débâcle. Les femmes sont responsables de la chute de l'Ancien Régime. Les femmes trahissent, elles couchent systématiquement avec les vainqueurs ; en 1814, avec les Russes et les Prussiens ; en 1914 et 1940, avec les Allemands. Après guerre, c'est le féminisme qui cause l'effondrement : les femmes, les féministes dévilitent les hommes, les humilient ; à cause d'elles, tout part en couilles... si l'on peut dire ! Les hommes sont devenus des gonesses, les femmes ne sont plus des femmes. Les pères deviennent des deuxièmes mamans, c'est la cata !

Il remet en cause les violences faites aux femmes, déteste #MeToo.

Il nie les inégalités salariales.

S'il y a des inégalités, c'est parce que les femmes ne « choisissent » pas les mêmes métiers. Incompréhension totale

des mécanismes qui conduisent à la répartition genrée des métiers, ainsi que ceux qui expliquent l'inégalité des salaires : les inégalités de salaires s'expliquent par la construction sur le temps long de métiers dits masculins et d'autres féminins, les premiers étant plus valorisés et payés que les seconds et, à cela, il faut ajouter que les qualifications masculines sont beaucoup plus reconnues, car les qualifications féminines sont essentialisées, c'est-à-dire présentées non comme des qualifications mais comme des qualités naturelles (dextérité, patience, attention aux autres, soins), et donc moins rétribuées.

De plus, il s'appuie sur des études bancales qui « prouvaient » qu'il n'y a pas de réelle inégalité salariale.

Bref, de livres en interviews, c'est un condensé de tous les discours sexistes misogynes, machistes, antiféministes depuis deux siècles ! Il coche absolument TOUTES les cases !

Le seul moment où il semble se préoccuper des femmes, c'est pour dire qu'elles ne sont victimes que des étrangers.

Ce qui est inquiétant, c'est que ça ne le déconsidère pas, du moins pas comme il faudrait. Certes, le *gender gap* du vote Zemmour est le plus important de tous les candidats, mais de nombreux hommes (et femmes) en profitent pour dérouler des discours d'une misogynie qu'on aurait pu croire disparue.

3. Si le RN arrivait au pouvoir, ce serait la catastrophe pour les droits des femmes. Les exemples européens ou internationaux de l'extrême droite parvenue au pouvoir le montrent.

Pologne : droit à l'IVG écrasé, le parti au pouvoir a drastiquement coupé le financement des organisations assistant des femmes victimes de violences conjugales.

Italie : Georgia Meloni encourage à la natalité, avec politique sociale réservée aux mères de deux enfants dans un pays où natalité est très faible (à noter que ça ne marche pas et qu'elle a dû revenir sur sa politique anti-immigration) ; refus d'approuver la convention d'Istanbul contre les violences faites aux femmes et les violences domestiques, opposition à l'introduction de cours sur l'éducation sexuelle et affective dans les écoles ; menace sur IVG, fin de la gratuité des pilules contraceptives pour les moins de 26 ans.

4. Ce qui est inquiétant, c'est que ces thématiques féminisationnistes se retrouvent désormais à droite, et même dans la macronie. Nombre de sorties de Marlène Schiappa vont dans ce sens. Qui plus est, ces thématiques, autrefois minoritaires sur les plateaux, sont à présent largement relayées, comme bien d'autres thèmes d'extrême droite, par des chaînes d'information en continu, telles que CNews, BFM ou encore LCI.

Ça, c'est la question plus large de la banalisation des idées d'extrême droite et du rôle des médias Bolloré.

**Mathilde Larrère**

1. *Agency* : faculté d'action d'un être, sa capacité à agir sur le monde, les choses, les êtres, à les transformer ou les influencer.

2. *Topoi* : En rhétorique antique, ce mot désigne un arsenal de thèmes et d'arguments dans lequel puisait l'orateur afin d'emporter l'adhésion de ses auditeurs.



# Les féministes et l'extrême droite

## Petit inventaire incomplet et succinct des groupes de femmes nationalistes et racistes

D'abord la plus célèbre des nationalistes pas féministes : **Anne-Thaïs du Tertre d'Escoeuftant**, ex-porte-parole de Génération identitaire, reconvertie en vendeuse de formation masculiniste à la psychologie des femmes. Après avoir découvert un livre de Rochedy, elle défend vigoureusement les rôles traditionnels des hommes et des femmes.

Issu des nationalistes, le groupe **Les Caryatides**, qui prend « audacieusement la défense de l'ordre naturel et de l'ordre surnaturel, de notre héritage national, culturel, biologique et spirituel, et plus largement de notre civilisation dans un monde en déliquescence ».

Pour la mémoire collective, citons **Les Brigandes**, chorale issue d'une secte, **Les Marianne pour tous**, **NAVNAL** (Ni à vendre, ni à louer)...

Ensuite, viennent les groupes qui se disent féministes. **Némésis**, créé en 2019 par **Alice Kerviel**, féministes identitaires, groupe non mixte qui défend l'idée que le sexisme est un problème de culture... d'origine étrangère, et que la menace du grand remplacement est une réalité. Non-mixité théorique puisqu'elles apparaissent en manif avec des membres de *La Cocarde étudiante*, groupe d'étudiant-es d'extrême droite. Elles défendent la complémentarité des rôles plus que l'égalité et oublient le patriarcat des hommes blancs, elles les voient même comme des alliés. Leurs modes d'action ressemblent à ceux des groupes féministes « de gauche » : collages, manif, etc.

**Les Antigones**, groupe né en réaction à l'existence des Femen. Elles prônent la « féminité pour les femmes » et l'inévitable complémentarité des sexes.

**Solveig Mineo**, moins connue, mais avec quand même plusieurs milliers de suiveuses sur les réseaux sociaux. Se déclare d'un féminisme occidentaliste : l'Occident doit dominer pour que le féminisme rayonne. Néopaganiste, crache sur les autres courants. Son profil twitter : « Féminisme storgéen • Maternalisme civique • Renatalisme & Persistance • L'hédonisme du foyer contre la malveillance nullipare et le nihilisme organisé ».

N'oublions pas **Nous vivrons**, groupuscule de défense de la politique d'Israël depuis le 7 octobre 2023, mixte, mais qui a tenté de s'imposer dans la manif du 8 mars de cette année.

Et *last but not least*, le tout beau, tout neuf collectif **Éros** « pour lutter contre les dérives idéologiques LGBT ». Mixte.



Christine Rebatel

# Fémonationalisme : bien plus nationaliste que féministe

**Fémonationalisme est un mot formé sur le modèle de homonationalisme par Sara Farris en 2017, dans son livre *Au nom des femmes*, traduit fin 2021 aux Éditions Syllepse.**

**L**E FÉMONATIONALISME est un féminisme dévoyé qui ne voit le patriarcat que chez les immigré·es ou les jeunes issu·es de l'immigration : il est utilisé comme support de leur politique raciale par les partis nationalistes, par les gouvernements libéraux et par les féministes de gouvernement.

À travers l'étude de plusieurs partis européens, Sara Farris analyse le fémonationalisme comme un outil qui viserait la mise au travail et l'exploitation des femmes racisées dans le secteur du care. La nécessité de les sauver des hommes de leur culture conduit à ne pas les maltraiter en boucs émissaires de toutes les crises, car elles sont nécessaires au confort et au bien-être des classes moyennes et supérieures dont elles gardent les enfants, nettoient les domiciles et s'occupent des ancien·nes en EHPAD (entre autres...).

Le féminisme raciste a été très utile au RN pour se normaliser auprès des femmes, et maintenant les femmes votent pour ce parti autant que les hommes. Pourtant, le RN ne défend que peu de sujets féministes et s'est surtout impliqué dans la construction du délit de « harcèlement de rue », le seul délit sexiste où il peut faire croire que c'est un problème de culture, en particulier de l'islam.

En effet, difficile de prétendre (ce n'est pas faute d'avoir essayé) que les agresseurs sexuels et violeurs sont plus nombreux parmi les étrangers ou d'origine étrangère, maintenant qu'il est connu que ce sont en énorme majorité des proches des victimes.

Il y a évidemment des victimes racisées, donc des agresseurs qui le sont.

Quant à Zemmour, il n'utilise pas l'argument, il est froidement raciste et sexiste, et n'essaie pas de récupérer les voix des femmes, qu'il méprise.

La voie a été empruntée aussi par Marlène Schiappa lors de son passage au ministère de l'Intérieur. Elle a développé une politique sécuritaire (qui ne l'avait certes pas attendue) visant à combattre « le communautarisme et les séparatismes » au nom de la lutte contre les violences

sexistes et sexuelles. Le harcèlement de rue serait un problème territorialisé et racialisé, et elle a construit sa pénalisation. Du fémonationalisme chimiquement pur. Non pas qu'il ne faille rien faire contre le harcèlement de rue et d'ailleurs, mais je n'ai pas lu qu'il ait disparu ou même baissé suite à ces mesures démagogues et inapplicables.

La focalisation sur les hommes musulmans, comme tenants de l'ordre patriarcal et seuls agresseurs, permet de dédouaner et protéger les hommes blancs des accusations pourtant bien méritées. Les #metoo contre cette stratégie en exposant les agresseurs bourgeois et blancs.

En France les préjugés anti-islam existent chez les féministes, une sorte de peur de l'invasion de l'islam politique et aussi, pour certaines, un inconfort personnel à la vue de femmes en voile intégral islamiste. Les spécificités et les contextes géopolitiques sont oubliés, au nom d'un universalisme « féministe blanc ». Et la loi et les règlements excluant les filles et femmes portant certains vêtements sont en partie soutenus par celles qui devraient être vent debout contre cette alliance du racisme et du sexisme. Évidemment, ces vêtements sont des marqueurs du patriarcat, plus ou moins que les talons aiguilles et le rouge à lèvres selon les cas. Doit-on en déduire que ces femmes doivent être sauvées malgré elles ? Ou qu'aucune ne peut être féministe ? Dans certains pays, les femmes se battent pour ne pas être obligées de porter le voile, mais on peut soutenir les Iraniennes dans leurs combats sans interdire ici. Encore du fémonationalisme dans le sens de Sara Farris : la convergence d'opinion et d'action des nationalistes, des libéraux et des féministes en poste.

Marine Le Pen, dans son programme présidentiel, ne parle des femmes qu'au chapitre « famille », faites des gosses pour la transmission de notre civilisation, et « sécurité », où elle demande un jugement plus rapide des auteurs de violences conjugales (répression seulement), et s'attarde sur le harcèlement sexuel de rue.

Ch. R.

## Génocide et homonationalisme

Aujourd'hui, on nous vend Israël comme la seule démocratie de sa région, *gay friendly* qui plus est, face aux barbares palestiniens arabes.

N'oublions pas de quel côté est la barbarie !

# Aide médicale d'État

## Les femmes précaires dans le collimateur du gouvernement

**Le gouvernement s'oriente vers une réforme de l'Aide médicale d'État (AME) via une série de mesures techniques, sans information de l'opinion publique ni débat parlementaire, et malgré les alertes de nos associations. Si le texte est adopté, il aura pour conséquence de priver de soins des dizaines de milliers de femmes étrangères en situation de précarité. Une stratégie qui interroge, alors même que le gouvernement affirmait avoir hissé la défense des droits des femmes comme Grande Cause nationale.**

**E**N DÉCEMBRE 2023, le gouvernement reconnaissait, par la voix de sa Première ministre, que « l'AME est un dispositif sanitaire utile, globalement maîtrisé et qu'il ne constitue pas en tant que tel un facteur d'incitation à l'immigration irrégulière dans notre pays ». Il envisage pourtant aujourd'hui d'introduire une série de mesures d'apparence technique qui affecteraient tout particulièrement les femmes les plus précaires, qui étaient près de 193 000 à bénéficier de l'AME en 2023.

L'AME est réservée aux personnes gagnant moins de 847 euros par mois (pour une personne seule). Le gouvernement veut désormais prendre en compte les ressources du conjoint (français ou étranger en situation régulière), si celui-ci est affilié à la Sécurité sociale. Dans un couple où seule une personne est sans-papiers, celle-ci pourrait alors être privée de l'AME si son conjoint dispose de ressources dépassant le seuil. S'ajouterait à cela un durcissement de la justification de l'identité, qui entraînerait des conséquences désastreuses pour nombre de femmes victimes de violences qui se voient confisquer, voire détruire, leur document d'identité, ou font face à un chantage aux papiers.

Avec une telle réforme, promise par le gouvernement face aux pressions de la droite et de l'extrême droite pendant les débats parlementaires sur la loi immigration et élaborée aujourd'hui à l'abri des regards, bon nombre de femmes étrangères risquent de ne plus pouvoir se soigner.

Ces femmes, nos organisations les connaissent : elles présentent des risques accrus de précarité économique et sociale par rapport aux hommes. La pauvreté s'aggrave en

France et, on le sait, touche plus violemment les femmes, qui étaient 4,9 millions sous le seuil de pauvreté en 2019 (Insee).

Ces femmes, menacées d'une exclusion des soins, sont, par exemple, celles qui travaillent à temps partiel, caissières de supermarché et aides à domicile, détentrices d'un contrat de travail pour un métier « essentiel », de manière déclarée avec paiement de cotisations sociales, sans qu'elles disposent d'un titre de séjour ou d'un justificatif d'identité en bonne et due forme. D'autres sont obligées de travailler sans être déclarées, ce qui les prive de l'assurance maladie.

Ce sont aussi des femmes mariées à une personne française ou en situation régulière, en attente de régularisation depuis des mois, voire plusieurs années, notamment du fait d'innombrables difficultés administratives (impossibilité de prendre rendez-vous, absence de délivrance de récépissés ou d'attestation de prolongation de l'instruction, etc.).

Ce sont également ces femmes victimes de violences sexistes : conjugales, intrafamiliales ou sexuelles, ou de chantages aux papiers, qui peinent à quitter leur conjoint disposant lui, d'un salaire, mais qui n'ont pas personnellement les moyens de financer un divorce, et qui restent de ce fait juridiquement liées à leur ex-conjoint. Nous savons que l'une des manifestations des violences conjugales est précisément la violence financière, l'auteur de violences maintenant sa partenaire sous sa domination, l'obligeant à lui demander de l'argent pour la moindre dépense, même personnelle.

Nos organisations refusent que des dizaines de milliers de femmes n'aient accès à aucune couverture maladie pour se soigner. Nous appelons le gouvernement à renoncer à cette réforme.

(17 avril 2024)

### Signataires :

Amicale du Nid, Elles aussi, Excisions parlons-en, Fédération nationale des CIDFF, Fédération nationale Solidarité femmes, La CLEF, Le Rajfire, Ligue des femmes iraniennes pour la démocratie, Maison des femmes d'Asnières-sur-Seine, Maison des femmes de Montreuil, Maison des femmes de Paris, Osez le féminisme, Planning familial, Réseau européen des femmes migrantes, Women for Women France, La Cimade, Comede, Emmaüs France, Fondation Abbé-Pierre, France Assos Santé, Fasti, Gisti, Ligue des droits de l'Homme, Samu social de Paris, Secours catholique, Caritas France, Uniopss.



# Pacte européen asile-immigration

## Tunisie

**Juin 2023**<sup>1</sup> : Le discours raciste du Président génère violences et chasse aux migrants subsahariens qui seront expulsés et abandonnés en plein désert.

**Juillet 2023** : signature d'un partenariat Union européenne (EU)-Tunisie accordant une aide financière en contrepartie du contrôle des départs de migrants, de la reprise de leurs ressortissants refusés en Europe, ainsi que des personnes d'autres nationalités, afin de faciliter leur retour vers leurs pays.

## Soudan

**Juin 2023** : la guerre civile fait rage au Soudan ; les Janjawid<sup>2</sup> massacrent les Darfouris. Ces mêmes Janjawid avaient bénéficié de formations et de subventions de l'UE dans le cadre du protocole de Khartoum en 2014, pour contrôler les frontières afin de limiter les départs vers l'Europe<sup>3</sup>. À l'époque, Omar el-Béchir, dirigeant du Soudan, était recherché par la Cour pénale internationale pour crimes contre l'humanité et génocide.

**AOÛT 2023** : à la frontière entre Yémen et Arabie saoudite<sup>4</sup>, massacres de centaines de migrants africains venus de l'autre rive de la Mer rouge. L'Arabie saoudite tente de s'imposer comme l'une des destinations touristiques les plus avant-gardistes au monde (Euronews, 1<sup>er</sup> décembre 2022). C'est aussi un des premiers clients de la France pour l'achat d'armes.

Depuis 2015, l'Europe a accordé à la Libye 455 millions d'euros essentiellement pour le contrôle des migrations et des frontières. Depuis 2016, la Turquie a touché 1,235 milliard d'euros pour garder les exilés dont l'Europe ne veut pas.

Le 12 avril 2014, le Parlement européen a voté le nouveau le Pacte européen sur l'asile et l'immigration. Les mesures proposées mobilisent des moyens colossaux pour établir des barrières physiques, juridiques, technologiques, et des camps afin de maintenir les exilés hors d'Europe. Des partenariats sur mesure, éventuellement informels et confidentiels, sont prévus en se dispensant du contrôle des parlements.

Ils prévoient de conditionner l'aide au développement à la gestion des questions migratoires en externalisation cette ges-

tion : formation des gardes-frontières (dans ce contexte *quid* de l'espace de libre circulation/installation – CDAO – en Afrique de l'Ouest?), débarquement des personnes secourues en mer dans les ports d'Afrique du Nord, délivrance des visas en fonction de la réadmission des expulsés, murs et camps. Cela concerne tous les pays, de la Méditerranée aux Balkans, et l'agence Frontex y joue un rôle majeur. *Hot spots* aux frontières de l'Europe (centres de tri rapide entre les exilés éligibles à une demande d'asile et ceux qui seront renvoyés). Modification des règles de l'asile (enfermements, délais de recours raccourcis, refoulements aux frontières, fichages encore plus serrés). Mais la migration des personnes hautement qualifiées serait facilitée ! Les entraves à la mobilité et les expulsions se font sans contrôle parlementaire démocratique ou judiciaire. Certains partenaires ne brillent pas par leur respect des droits humains.

Pas grand-chose de neuf dans ce pacte fondé sur une approche toujours plus répressive au service de l'endiguement et de l'expulsion des personnes, si ce n'est encore plus de rejets au mépris des droits fondamentaux. Ce qui est certain, c'est que les extrêmes droites européennes n'ont plus rien à inventer : le travail est fait !

L'argument de l'Europe est de protéger les exilés des dangers du voyage et des passeurs, c'est sans doute pour cela que l'Italie entrave les bateaux de secours des ONG. Les personnes exilées mourront encore plus sur des routes toujours plus dangereuses.

**Les sommes colossales dépensées seraient mieux utilisées pour accueillir et intégrer.**

**L'ingérence de l'Europe au sein des pays de départ est de plus en plus mal vécue par les populations.**

En mai 2024, est publiée une enquête menée sur plusieurs mois par un certain nombre de médias (dont *Le Monde* et le *Washington post*). Des dizaines de milliers de migrants ont été arrêtés et abandonnés en plein désert au Maroc, en Tunisie et en Mauritanie, avec le soutien financier de l'UE. Elle révèle que l'Europe finance et participe directement dans certains cas à des opérations menées dans ces pays, dans le but d'interpeller et de déporter dans le désert, ou des régions reculées aux frontières, des personnes noires afin de les empêcher d'accéder en Europe. Elle décrit un « système de déplacement de masse [qui] fonctionne grâce à l'argent, les véhicules, l'équipement, le renseignement et les forces de sécurité fournis par l'UE et les pays européens ».

L'Europe, qui a passé des accords avec ces pays pour réduire l'immigration, évoque une « situation difficile » !

**Dominique Weber**

1. <[https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/07/16/la-tunisie-et-l-union-europeenne-signent-un-partenariat-sur-l-economie-et-la-politique-migratoire\\_6182243\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/07/16/la-tunisie-et-l-union-europeenne-signent-un-partenariat-sur-l-economie-et-la-politique-migratoire_6182243_3212.html)>.

2. <<https://www.acatfrance.fr/Article/massacres-au-soudan-et-apathie-internationale>>.

3. <<https://www.mediapart.fr/journal/international/160823/migrations-les-relations-troubles-de-l-union-europeenne-avec-les-autocrates-soudanais>>.

4. <<https://www.hrw.org/fr/news/2023/08/21/arabie-saoudite-massacres-de-migrants-la-frontiere-du-yemen>>.

Voir <<https://www.lacimade.org/wp-content/uploads/2023/06/Decryptage-du-pacte-UE-migration-et-asile-Juin-2023.pdf>> (p. 3).



# L'ASILE EN TERRE HOSTILE

**Le collectif Asile Île-de-France a organisé le 25 juin une soirée de présentation pour la sortie de son rapport *Asile en terre hostile : pratiques abusives et illégales en Île-de-France*.**

DANS UN CONTEXTE DE NORMALISATION des discours de haine et de rejet de l'autre, le collectif Asile IDF publie un livre noir, qui recense les pratiques illégales et abusives exercées contre les personnes demandeuses d'asile en Île-de-France.

Depuis des années, les lois se succèdent, restreignant chaque fois les droits des personnes arrivant en Europe en quête de protection, et transforment les parcours en véritables champs minés.

En France, la procédure d'asile a été profondément modifiée en 2015, puis à nouveau en 2018. La dernière réforme du 26 janvier 2024, dite *loi Darmanin*, impacte à son tour lourdement la procédure d'asile. Ces évolutions inquiétantes s'inscrivent dans un continuum plus large de politiques migratoires répressives et dangereuses, notamment au niveau européen, avec un nouveau Pacte sur la migration et l'asile adopté par le Parlement européen le 10 avril 2024.

**Une Europe, toujours plus refermée sur elle-même et hostile aux personnes étrangères.**



Cette hostilité est observée quotidiennement par nos associations franciliennes, sollicitées par les personnes demandeuses d'asile, souvent désemparées face aux multiples obstacles mis sur leur route. Nous avons souhaité rendre visible cette hostilité, la faire lire, pour en finir avec les fausses déclarations politiques « d'humanité » dans l'accueil, quand nous constatons beaucoup d'indignité, d'indifférence et de maltraitance.

Ce livre noir témoigne de cette hostilité envers les personnes demandeuses d'asile qui, nous le rappelons, sont des personnes qui fuient des conflits ou la persécution, contraintes de s'exiler, car leur vie et leur liberté sont en péril. Ce livre noir rappelle qu'il existe encore des engagements internationaux et un cadre légal contraignant.

Pourtant, alors que ceux-ci protègent déjà insuffisamment les personnes, ils sont bien souvent ignorés ou appréciés de manière extrêmement restrictive par les autorités chargées de l'asile.

Ce livre noir recense, enfin, les pratiques illégales et abusives constatées en Île-de-France, territoire qui concentre historiquement les personnes demandeuses, mais qui sont légion sur tout le territoire sans exception.



Sandra, alors qu'elle était enceinte de trois mois.

*Le taxi m'a déposé à la gare de Lyon. Je n'avais personne, donc je me suis assise avec mon petit sac et la nuit est venue me trouver. [...] J'ai dormi là-bas presque un mois.*

*Ils m'ont blâmé, sans jamais m'écouter, sans jamais me donner d'indications pour la suite de ma procédure.*

Sayed, qui n'a pas envoyé sa demande d'asile dans les délais en raison d'une hospitalisation.

Sous le choc d'une élection européenne qui conforte les propos dangereux d'une extrême droite autrefois infrequentable, il est plus que nécessaire de veiller au

respect des droits et de se mobiliser, sans faillir, contre toutes les atteintes qui leur sont portées.

Nous, personnes demandeuses d'asile et associations membres du collectif Asile Île-de-France, avons écrit depuis notre région, mais ces constats nourrissent plus largement la dénonciation des politiques de non-accueil de toutes les personnes étrangères à l'œuvre en France et en Europe.

Rejoignez-nous : #asileenterrehostile

**Signatures: ARDHIS, ATMF, CEDRE, Secours Catholique, COMEDE, Dom'Asile, GAS, GISTI, La Cimade IDF, Solidarité Jean Merlin, Paris d'exil, Watizat.**

## Le siècle des réfugiés

J'ai vécu  
Au siècle des réfugiés  
Une musette au pied de mon lit  
Avec la peur au ventre  
Des humiliés  
Des sans-logis  
Qui tremblent  
Les oubliés  
Aux mal-partis  
Ressemblent

Ils sont toujours les bras ballants  
D'un pied sur l'autre mal à l'aise  
Le cul posé entre deux chaises  
Tout étonnés d'être vivants  
Ils sont souvent les en-dehors  
Ceux qui n'écritont pas l'histoire  
Et devant eux c'est la nuit noire  
Et derrière eux marche la mort

Ils sont toujours les emmerdants  
Les empêcheurs les trouble-fêtes  
Qui n'ont pas su baisser la tête  
Qui sont venus à contretemps  
Dans tel pays c'est mal venu  
Venir au monde t'emprisonne  
Et chaque jour on te pardonne  
Puis on ne te pardonne plus



J'ai vécu  
Au siècle des réfugiés  
Une musette au pied de mon lit  
Avec la peur au ventre  
Des humiliés  
Des sans-logis  
Qui tremblent  
Les oubliés  
Aux mal-partis  
Ressemblent

On peut souvent les voir aussi  
Sur les photos des magazines  
Essayant de faire bonne mine  
Emmenez-moi au loin d'ici  
Ils ont des trous à chaque main  
C'est ce qui reste du naufrage  
Ils n'ont pas l'air d'être en voyage  
Les voyageurs du dernier train

Ils sont toujours les séparés  
Le cœur perdu dans la pagaille  
Les fous d'amour en retrouvailles  
Qui les amènent sur les quais  
Et puis parfois le fol espoir  
Si elle a pu si elle arrive  
De train en train à la dérive  
Et puis vieillir sans la revoir

J'ai vécu  
Au siècle des réfugiés  
Une musette au pied de mon lit  
Avec la peur au ventre

**Paroles: Leny Escudero  
Musique: Julian Escudero  
Année: 1982**



# Parcours d'exilées... d'Albanie en Occitanie

**« Le plus difficile, c'est de ne pas avoir un chez-soi, de changer souvent d'endroit – une fois en hôtel, une fois chez des gens, en famille, une fois à la rue, longtemps – dix mois – au 115 – et alors, quel que soit le temps qu'il fait, on dort dedans, mais on est dehors toute la journée; et on marche, on marche beaucoup – c'est ça le plus dur, surtout quand j'étais enceinte et ensuite avec les enfants... »**

**M**ERITA, 33 ans, depuis six ans en France, avec son mari et ses deux enfants (6 et 3 ans), et toujours sans papier...

Marjana, 44 ans, elle, c'est depuis cinq ans que cette mère, seule avec deux enfants (le père a disparu depuis longtemps), 13 et 7 ans, est arrivée. Elle a vécu les mêmes galères que Merita, dont elle est devenue l'amie, ici, dans cette petite ville d'Occitanie.

L'Albanie, c'est loin, et elles ne peuvent ni ne veulent y retourner. Dans les deux cas en danger de mort (vengeance inter-familles pour Merita) ou menace d'enlèvement d'enfant (pour Marjana).

Merita se souvient de son arrivée... « C'était au mois de mai, on est arrivé à Toulouse et on a suivi une famille qui arrivait aussi et nous a dit que ce serait plus facile dans une petite ville. On a passé une nuit à la rue. Le lendemain, on cherchait un lieu d'accueil dont on avait l'adresse, mais c'était fermé, et

une dame en voiture nous a vus au bord de la route et s'est arrêtée; elle a appelé le 115, pour nous, mais il n'y avait pas de place, alors elle nous a offerts à manger, un kebab, a donné du Doliprane à mon fils, malade, téléphoné à une militante de Pas sans Toit... elle s'est occupée de nous, nous a aidés. Plusieurs fois, des gens nous ont aidés depuis notre arrivée. »

Marjana a un frère en Allemagne qu'elle aurait aimé rejoindre, mais dont la demande d'asile a été rejetée, alors elle a tenté la France pour faire soigner son jeune fils (atteint de leucémie et ayant aussi contracté une hépatite C) et menacé d'enlèvement contre rançon pour rembourser ses dettes contractées pour payer l'hôpital. Elle s'est retrouvée pour un mois prise en charge par la Fraternité Georgette, puis quatre ans et demi au 115; d'abord quatorze mois chez Emmaüs, à la campagne, très durs à vivre au quotidien, puis à Montauban. Mais, depuis, son fils a guéri et ses trois enfants sont scolarisés. Elle ne regrette rien.

Leurs demandes d'asile respectives ont été très vite rejetées, l'Albanie étant considérée comme un « pays sûr ». Puis sont arrivées les OQTF avant même d'avoir le temps de déposer des recours. Depuis, les deux familles vivent sans papier.

Le Covid a durement éprouvé Marjana qui, à cause d'effets secondaires du vaccin, a dû être opérée... avec un résultat « positif »: deux mois d'hébergement de jour et de nuit en Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) pour la famille après l'opération, avant le retour vers les journées à la rue ou en relais accueil de jour.

Pendant toutes ces années, les deux amies ont accompli un long chemin: déjà apprendre le français (celui de Mérita est presque parfait) et les codes de la société, se faire des ami-es et des relations. Elles ont fait du bénévolat chez Emmaüs, au Secours populaire, à la Croix-Rouge, ont élevé leurs enfants dans des circonstances très difficiles. Tenu bon.

Grâce au soutien associatif, elles ont enfin chacune un petit logement, les enfants sont scolarisés, le fils de Marjana, juste majeur, est en terminale. Mais, sans papier, il ne peut obtenir un stage obligatoire. La Cimade tente de leur obtenir une régularisation, mais rien n'avance.





*Ce qu'on veut ? Juste élever nos enfants, travailler, s'intégrer, avoir des papiers.*

Ceci dit, les papiers... c'est pour pouvoir travailler, raconte Merita en souriant un peu ironiquement. « Quand je passe, en ville, avec mon mari et les enfants devant un policier, on le salue poliment et il nous salue à son tour ! On n'est jamais contrôlés... »

C'est une chance par rapport à d'autres : une jeune femme blanche, qui parle français, en famille, quoi de plus normal dans les rues de cette petite ville ?

Les deux amies sont d'accord : « Ça a été très dur, ça l'est encore, mais moins. Ce qui nous a beaucoup aidées, c'est l'accueil chaleureux positif qu'on a eu de presque tout le monde ici, la solidarité de gens courageux, engagés dans des associations qui nous ont soutenus. »

Colette Berthès



## Kanaky

**L**E MAGAZINE *Aquò d'aquí* (ce qu'il se passe ici ou les choses d'ici), bilingue occitan-français, publie ce mois-ci un article sur l'emprisonnement politique des responsables kanak.

Les massacres d'Ouvéa en 1988 s'inscrivaient dans un contexte électoral en France, et la droite à l'époque pensait que la fermeté, y compris sanglante, séduirait son électorat. C'est exactement l'inverse qui s'était produit.

Jouer avec le feu dans l'ultime colonie française d'importance risque de brûler ceux qui manient les allumettes. Avec la validation de l'ultime référendum (contesté) pour ou contre l'indépendance de l'île lointaine, une première avait été craquée par le pouvoir à Paris. Avec la modification du corps électoral, qui créera une majorité anti-indépendantiste, alors que l'indépendantisme gagnait en voix, fut la seconde occasion d'allumer l'incendie pour les boutefeux du même pouvoir.

Avec l'emprisonnement – pour raisons politiques ! – de sept cadres du mouvement indépendantiste kanak, en métropole, le pouvoir français craque sa troisième allumette. Il le fait toujours dans le même espoir de séduire une partie de l'électorat à l'heure de renouveler le Parlement dans les conditions absurdes que l'on sait.

La poudrière est désormais prête à sauter. Quel imbécile calcul a pu décider le gouvernement de M. Macron à gâcher sciemment trente-cinq ans de difficiles tentatives d'apaisement et d'essais pour sortir paisiblement d'une situation coloniale ? Qui croira la parole officielle qui prétend que les besoins d'une enquête judiciaire sans pressions nécessitaient cette déportation ?

Nous ne pouvons que constater que le gouvernement français souffle sur les braises et joue des tensions pour des buts de politique politicienne.

Quelle stupidité !

**Aquò d'Aquí, 26 juin 2024**

# Des femmes en Centre d'accueil pour demandeurs d'asile



**Un Centre d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada) est un lieu d'accueil pour des étrangers en demande d'asile, financé par l'État et chapeauté par l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFFI) qui procède aux orientations des demandeurs et demandeuses d'asile vers ces établissements, et gère l'attribution des allocations journalières. Les Cada ont été « inventés » en décembre 1991 par le gouvernement socialiste, suite à la circulaire interdisant aux demandeurs et demandeuses d'asile de travailler.**

**L**e CADA DE MONTAUBAN est géré par l'Association montalbanaise d'aide aux réfugiés (Amar), créée en 1987, qui avait alors ouvert un Centre provisoire d'hébergement (CPH), où demandeurs et demandeuses d'asile et réfugié-es étaient accueilli-es et avaient les mêmes droits, dont celui de travailler.

Amar, dit son site, « favorise l'insertion sociale et professionnelle des réfugiés. Elle accompagne les demandeurs d'asile tout au long de leur demande de protection sur le territoire français ».

Entre 1987 et 2024, les façons de travailler de l'association et de son personnel ont beaucoup évolué, en parallèle avec les décisions politiques et législatives des divers gouvernements qui se sont succédé, de la gauche socialiste des années 1980 jusqu'au macronisme, en passant par les durs changements de l'ère Sarkozy. Tous ces gouvernements ont voté diverses lois durcissant les conditions de l'accueil des étranger-es et de l'obtention de l'asile politique.

Le centre Amar dispose sur Montauban (et quelques villages proches) de 185 places en Cada, avec 45 logements (en famille ou collectifs) pour demandeurs et demandeuses d'asiles (et aussi de 33 places en CPH, avec 7 appartements pour l'accompagnement et l'insertion de réfugié-es). Préparation des dossiers pour l'Office français pour la protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), et aussi santé, scolarisation des enfants, loisirs périscolaires, insertion et orientation vers des cours de français extérieurs, etc. sont du ressort du Cada, en lien avec les institutions et les associations.

Mission numéro un d'un Cada: mettre en œuvre les moyens adaptés d'accompagnement administratif du demandeur d'asile dans sa procédure de demande d'asile. Elle peut se faire en deux étapes: à l'Ofpra d'abord, qui accorde ou pas le statut de réfugié et, si refus, appel à la Cour nationale du droit d'asile (CNDA).

Le Cada a d'autres missions. L'une d'elles, à Montauban comme partout en France: préparer et organiser la sortie du CPH, lorsque la demande d'asile a fait l'objet d'une décision de rejet. Ce qui revient à mettre les familles ou les individus déboutés à la rue.

Les séjours durent en moyenne un an et demi, mais c'est une moyenne. Certaines familles ont une réponse en quatre ou cinq mois, d'autres restent jusqu'à deux ans...

En 2023, 130 décisions ont été rendues au Cada. Sur ces 130 décisions, il y a eu 24 statuts de réfugié-es et 11 protec-





tions subsidiaires (durée quatre ans, et accordées à des ressortissant-es de pays en guerre, comme l'Ukraine, qui n'ont pas vocation à rester en France, ou à des apatrides).

En 2023, à titre d'exemple, 44, en nombre d'unités familiales, ont été accueillies.

## Les sorties du CADA

Au cours de l'année 2023, 89 personnes (49 unités familiales) sont sorties du CADA, et 39 personnes (26 unités familiales) ont obtenu le statut de réfugiées ou la protection subsidiaire. Et 47 personnes (21 unités familiales) ont été déboutées de leur demande d'asile. Donc 65 sont sorties... sans papier. En clair, pour les plus chanceux – familles déjà installées ou ami-es, ici ou ailleurs et, pour les autres, la « disparition », la rue, la clandestinité, sauf de très rares cas de retour au pays... et la suite de leur vie qui est à la charge des associations de soutien (voir l'article Albanie, page précédente).

Au centre Amar, comme dans beaucoup de CADA, les hommes célibataires sont majoritaires. Il leur est plus facile de fuir leur pays et d'affronter seuls les dangers des routes d'exil. Mais de nombreuses femmes y sont aussi accueillies, soit en famille, avec ou sans enfant, soit des mères isolées (17 avec 35 enfants en 2023) ou des célibataires (20 en 2023). Les femmes de ces deux catégories ont entre 20 et 40 ans.

## D'où viennent ces femmes seules et pourquoi fuient-elles leur pays ?

Les origines sont très variées, mais l'Europe (Albanie surtout) et l'Afrique (50 % environ) sont surreprésentées. Ainsi, en 2023, s'il y a bien eu une Haïtienne (rapidement statutaire) et une Saoudienne, la majorité des femmes venaient d'Érythrée, du Mali, du Sénégal, du Bénin, de Guinée, de la République démocratique du Congo, du Soudan, de Somalie, d'Algérie, etc. Et, pour l'Europe, d'Albanie, du Kazakhstan, de la Biélorussie, etc.

Celles qui viennent d'Europe de l'Est, en particulier l'Ukraine et l'Albanie, n'ont pas de vrai problème de déplacement, elles ont des parcours plus faciles – pas besoin de visa pour voyager – et relativement rapides (train, bus). Contrairement aux Ukrainiennes, les Albanaises sont presque toujours déboutées du droit d'asile (voir « parcours d'exilées », p. 29).

## Des parcours chaotiques qui peuvent durer plusieurs années

Celles qui sont originaires d'Afrique noire, d'Afrique de l'Est ou du Moyen-Orient, mettent parfois des années à arriver en Europe avec un ou des arrêts en pays tiers. En chemin, comme les hommes et plus que les hommes, elles courent de nombreux dangers.

Avant d'arriver en Europe, elles ont eu souvent à affronter l'esclavage, la violence masculine, la traite sexuelle et, même si elles ne sont pas passées par toutes ces épreuves, si elles ont pu y échapper, il leur est resté la survie au quo-

tidien – manger, dormir –, la peur constante, le danger de mort pour traverser le désert, la mer, la peur.

Pourquoi viennent-elles ? Cela peut être pour échapper à un crime d'honneur, à un mariage forcé, à des violences conjugales ou intrafamiliales, à la persécution religieuse (religion minoritaire, chrétienne ou musulmane) ou encore à cause de leur homosexualité – criminalisée chez elles. Parfois aussi pour garantir la sécurité d'un enfant (maladie grave, mariage précoce, excision). D'ailleurs, la raison invoquée détermine parfois le résultat : ainsi, pour les demandes d'asile Mali et Tchad, les seules protections obtenues sont pour des petites filles mineures présentant des risques de subir des mutilations génitales (dans ce cas, l'enfant seule est réfugiée et les parents ont un titre provisoire de séjour).

Parmi ces femmes, certaines ont des enfants laissés au pays, soit à un tiers, soit à la famille. D'autres les ont perdus en chemin, en particulier lors de leur fuite ou de séjours dans des camps. En conséquence, dans un cas comme dans l'autre, et souvent sans nouvelles, leur détresse est profonde.

S'y ajoute le fait que beaucoup arrivent sans document d'identité – qu'elles n'ont jamais eu, qui ont été perdus, volés – ou avec de faux documents, ce qui est un obstacle supplémentaire ici.

En CADA, célibataires, elles partagent des appartements avec des femmes d'autres cultures et religions, et ce n'est pas toujours simple. Des conflits éclatent qu'il faut gérer, apaiser, expliquer. Au quotidien, leur communauté leur manque, même si elles l'ont fui, car c'est la seule qu'elles connaissaient, où elles avaient des repères.

À Montauban, un projet avait vu le jour entre le centre Amar et d'autres associations qui travaillent dans le domaine des droits des femmes : l'ouverture d'une maison des femmes au sein de laquelle des accompagnant-es formé-es auraient pu prendre en charge des problématiques spécifiques, comme la traite des femmes, ou la garde des enfants pour réussir une formation, une insertion professionnelle et d'autres plus généraux (et communs à tous les exilés) comme la santé, l'emploi, le logement, etc.

Mais les freins structurels (les Maisons de femmes doivent être adossées à un hôpital), sans doute aussi le manque de solidité du dossier et surtout l'absence de volonté politique étatique n'ont pas permis l'aboutissement de ce projet. Et le manque est là. D'autant qu'actuellement, toutes les associations qui travaillent avec les femmes et sur leurs droits sont en perte de vitesse.

Pour diverses raisons... que l'on vous laisse deviner !

C. B.

# Rassemblement national: Pour l'école,

**Le Rassemblement national (RN) a considérablement affadi son « programme pour l'école », entièrement écrit ou presque par Roger Chudeau, agrégé d'allemand, membre des cabinets ministériels tant qu'il sera aux Républicains, qu'il quitte en 2017 pour se rapprocher de l'extrême droite. Mais déjà, avant même le premier tour électoral, sa langue a fourché en accusant Nadjat Vallaud-Belkacem d'être indigne du poste de ministre, en tant que citoyenne ayant une double nationalité. Son cerveau aussi, lorsqu'il l'accuse d'avoir voulu imposer l'enseignement de l'arabe au CP, ce qui est juste un fantasme délirant, mais ce qui est inquiétant, c'est que le journaliste qui l'interroge ne le reprend pas, et laisse la *fake new* prospérer sans contradiction.**

**Le fascisme se construit sur ces mensonges assénés.**

**B**REF, SUITE À CES ÉCARTS, loin de la « normalisation » voulue par Marine Le Pen, Roger Chudeau ne sera peut-être pas le prochain ministre de l'Éducation nationale. Mais tout de même...

En premier, le programme du RN attribue à l'école 20 % de chômage des jeunes contre 6 % en Allemagne, sans autre argument ni réflexion. Rien à voir avec les délocalisations massives d'entreprises, comme si les jeunes diplômés ne connaissaient pas de chômage.

## Ensuite, ils déroulent leur programme

– Une « reprise en main » des programmes et des contenus, en particulier avec un programme d'histoire qui renoue avec le récit romancé nationaliste d'avant-guerre, bien loin d'une démarche d'Histoire reposant sur des sources validées. Mais français, sciences, maths, tout sera « repris en main » et on n'ose pas imaginer ce que deviendrait le programme d'éducation affective et sexuelle, ni même la place réservée aux femmes (hors Jeanne d'Arc, bien sûr) dans leur conception de l'Histoire...

– Un « accroissement significatif » des heures de cours en primaire (avec une référence aux 30 heures de cours des années 1960), mais sans aucune embauche supplémentaire. Il faut croire que les instits travailleront cinq jours par semaine devant élèves et augmenteront leur temps de préparation/correction de 20 % aussi, dans la joie et la bonne humeur française.

– La fin du collège unique, et l'orientation obligatoire en fin de 3<sup>e</sup> vers le lycée général, le lycée technique ou l'apprentissage d'un métier.

– Vingt élèves par classe en grande section (GS) et en cours préparatoire (CP). Trente partout ailleurs. Soit une aggravation de la charge des classes dans la plupart des écoles et des centaines de suppressions de postes.

– Port d'un uniforme dans tous les établissements par les élèves, sans indication de qui devra payer cet uniforme, ni de ce qu'il adviendrait d'un élève qui arriverait sans le porter.

– Fin de la « discrimination positive » sans qu'on sache si cela concerne les élèves handicapés bénéficiant d'un tiers-temps supplémentaire lors des examens, ou les élèves boursiers...

– Renforcement du français et de l'histoire en REP + sans aucun chiffrage de ce « renforcement »...

– Suspension des allocations familiales des familles d'élèves absents : cela consisterait à créer une sanction qui va impacter les frères et sœurs d'un enfant qui s'absente... Le retour de la vengeance familiale primitive...

– Sanctions de six mois d'emprisonnement et 75 000 euros d'amende pour les élèves qui feraient des

# demandez le programme!

«outrages aux enseignants» ou tiendraient des «propos anti-laïcs». Signalement et répression sont les deux mamelles de l'autorité qu'ils préconisent.

– «Neutralité» absolue des enseignants, qui seront surveillés par des corps d'inspection renforcés, avec obligation de délation des collègues.

– Suppression des Inspe. Le métier d'institut' s'apprendra sur le tas des élèves. Recrutement au M2 pour passer le Capes et l'agrégation.

– Salaire au «mérite», sans qu'on sache ce que recouvre le «mérite» annoncé?

– Et, évidemment, interdiction faite aux parents accompagnateurs de porter un «voile islamique»

Entre le retour à une France fantasmée, dont les élèves auraient porté l'uniforme (alors que seuls les lycéen·es et les normalien·es internes d'avant-guerre en avaient l'obligation, et que cela n'a jamais concerné l'école élémentaire), le retour à une éducation militarisée, basée sur un apprentissage d'un roman national porté par des œuvres patrimoniales aux relents colonialistes, et l'usage de l'orthographe et des maths comme éléments de la sélection des élèves, le RN porte haut une éducation à la soumission par la violence, et ne dit pas un mot sur le financement des écoles privées. De quoi garder les mains libres pour agir à sa guise et flatter l'électorat chrétien traditionaliste.

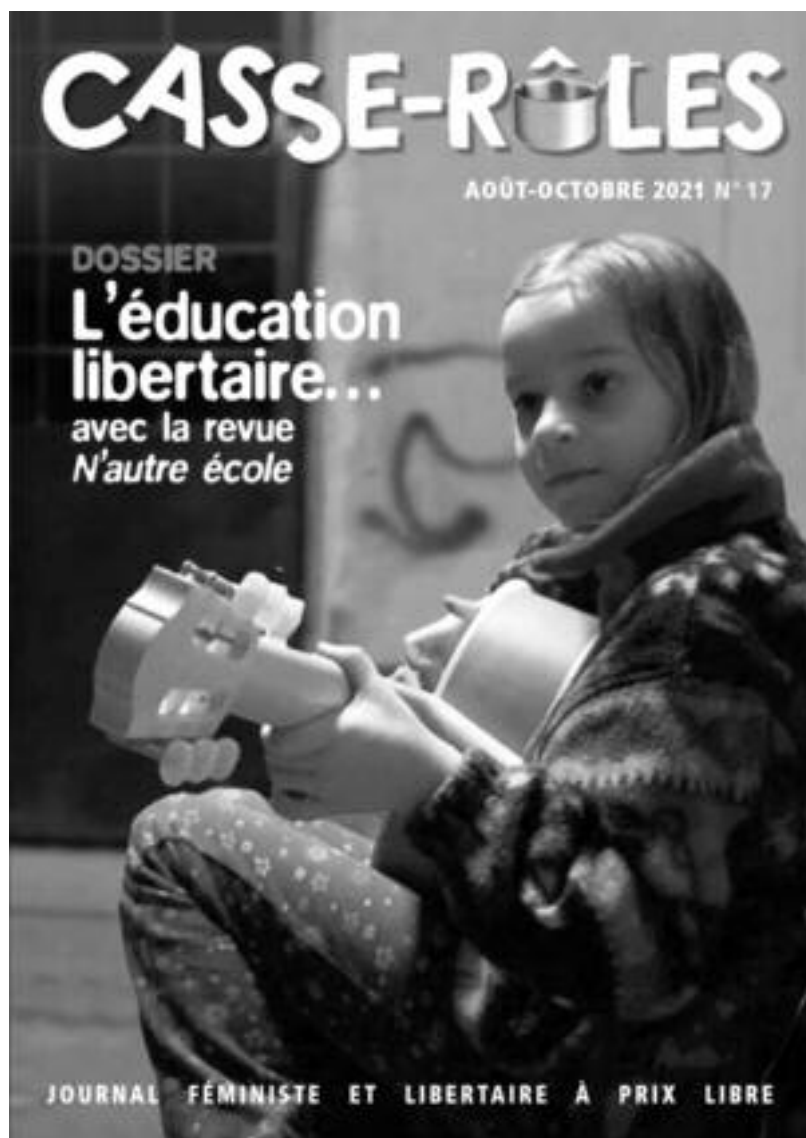
À Chatillon-sur-Chalaronne (Ain), l'élection du RN n'est pas encore actée que déjà un projet d'école-collège-lycée pour filles, avec un enseignement «traditionnel» (couture, broderie, religion, uniforme, art floral, etc.) dépose son projet d'établissement «hors contrat». Il s'agit de «préparer les jeunes filles au plein épanouissement de leurs talents et à l'éducation de leur sensibilité féminine».

Nous entrons dans une période de recul des pensées progressistes. Au lieu de lever la tête pour regarder qui les écrase, nombre d'hommes et de femmes se contentent de regarder leurs pieds, et voir les chômeurs, les chômeuses, les réfugié·es, les migrant·es et les plus pauvres qu'eux leur devient insupportable.

Depuis des années, on somme l'école de se «recentrer sur les fondamentaux». Or, la seule chose fondamentale, c'est la coopération entre les humain·es, pour un partage équitable de la vie sur l'unique planète habitable.

**Véronique Decker**

Sur l'école, voir le dossier L'éducation libertaire, *Casse-rôles*, n° 17 (en collaboration avec la revue *N'autre école*):  
<<http://casse-roles.revolublog.com>>.





# École: le niveau baisse, c'est la faute aux féministes!

**Que l'extrême droite, en France ou en Italie, soit incarnée aujourd'hui par une femme atteste de l'émergence d'un « fémonationalisme » qui ne fait guère avancer la cause de l'égalité entre les genres.**

**S'**INSPIRANT D'EXEMPLES ÉTRANGERS et s'inscrivant dans la dynamique de la Manif pour tous, les *anti-gender* ciblent d'ailleurs tout enseignement s'efforçant de déconstruire les stéréotypes et les discriminations. Leur campagne visant à « désidéologiser » l'éducation est en réalité un programme politique qui entend conforter l'ordre patriarcal.

## Localement ou nationalement, l'action des élu-es FN/RN est à ce titre instructive.

Au Conseil régional d'Occitanie, ils et elles se sont systématiquement opposés aux actions de lutte contre les discriminations, aux subventions au Planning familial ou au dispositif « génération égalité ».

À l'Assemblée nationale, les frontistes ont voté contre les lois sur le harcèlement sexuel, l'abolition du système prostitutionnel, l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, les dispositifs de lutte contre les violences faites aux femmes ou encore les mesures pour renforcer le droit d'avorter, celui-ci étant d'ailleurs qualifié par Jean-Marie Le Pen de « génocide antifrançais ».

Tout cela, note le collectif syndical antifasciste Visa, au nom « d'une organisation "naturelle" de la société qui implique une répartition sexuelle et sociale des rôles entre l'homme et la femme pour garantir la stabilité et la survivance de la société. La famille est le pilier de la nation. L'homme, fort d'un autoritarisme viril, est responsable de l'Ordre. La femme, vouée à la reproduction et à l'éducation, se doit de lui être soumise ».

Afin de « donner une meilleure éducation à nos enfants » et de « libérer des emplois », Dominique Martin, membre du bureau politique FN, défend « la liberté des femmes à ne pas travailler » et souhaite laisser « la liberté aux femmes de s'occuper de leur foyer, notamment par un salaire parental d'éducation ».

Pour Éric Zemmour,

*les femmes ont une forme d'intelligence différente de celle des hommes. Je suis désolé de le dire. Et que les grands génies sont hommes. Je sais que ça ne se dit pas. Ça aussi, ce n'est pas fémininement correct mais c'est la vérité.*

L'auteur du *Premier sexe*, les réduit à un rôle reproductif:

*Elles ne créent pas, elles entretiennent. Elles n'inventent pas, elles conservent. [...] En se féminisant, les hommes*

*se stérilisent, ils s'interdisent toute audace, toute innovation, toute transgression.*

Sous sa plume et son venin, pointe le regret de « la société traditionnelle, dominée par les valeurs masculines, [où] la femme souffre sans comprendre, mais accepte son sort. Son destin ».

Plus insidieusement, nombre d'éditorialistes qui se piquent de connaître les recettes pour redresser l'école française s'en prennent à la futilité et à l'inutilité d'une éducation à l'égalité des genres qui détournerait l'école de ses missions fondamentales et ferait perdre un temps d'apprentissage précieux aux jeunes filles comme aux jeunes garçons.

À l'heure de #MeToo, de la prégnance de la culture du viol et des violences sexistes et sexuelles dans la société française, la priorité du ministère Blanquer a été d'interdire l'écriture inclusive, de s'insurger contre l'entrée du pronom « iel » dans le dictionnaire ou encore d'inviter les jeunes filles à porter une « tenue républicaine » au lycée... laissant ainsi l'Éducation nationale participer au *backlash* – ces contrecoups et ces régressions nées en réaction aux progrès relatifs en matière d'égalité et de droit.

**Grégory Chambat**

Grégory Chambat, *Quand l'extrême droite rêve de faire école. Une bataille culturelle et sociale*, Éditions du Croquant, 2024 (p. 66-68).



# L'IVG dans la Constitution...

## jusqu'à quand ?

**L'inscription dans la Constitution française, en mars 2024, de la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse a été très médiatisée. Elle représente un événement non négligeable de l'histoire de l'avortement en France, même si (la plupart des féministes ne s'y trompent pas) l'accès à l'IVG reste parfois compliqué et le jugement moral encore trop souvent culpabilisant. L'objectif de ce texte est de revenir sur quelques grandes étapes législatives et sur les modifications techniques de l'avortement pour s'interroger sur l'autonomie des femmes.**

### Une démarche légale...

**D**EPUIS LA LOI VEIL DE 1975, le droit d'intrompre une grossesse s'est régulièrement modifié. Il semble plus permissif au fur et à mesure des mobilisations, même s'il n'en reste pas moins rigide sur les frontières du cadre légal/illégal (Marguet, 2014). Des allègements notables ont eu lieu, en 2001, avec la possibilité que les mineures avortent sans autorisation parentale; en 2012, pour que toutes les femmes aient une prise en charge à 100 % par l'Assurance maladie; en 2014, pour que la notion de détresse ne soit plus inscrite comme une condition d'accès à l'avortement. Plus récemment, c'est le contexte de l'épidémie de Covid 19 qui a conduit à allonger le délai pour recourir à un avortement jusqu'à seize semaines d'aménorrhée. Depuis cette période, il est également possible d'avorter par télé-consultation. Plus précisément, les femmes peuvent obtenir l'ordonnance des médicaments abortifs suite à une consultation médicale à distance, puis aller les récupérer en pharmacie.

### ... et un acte médical...

Malgré ces changements importants depuis la dépénalisation, des invariants existent. En premier lieu, la charge dramatique reste forte avec une expérience toujours taboue, renvoyée à un échec et stigmatisante pour les avortantes (Mathieu et Thizy, 2023). Puis, considérons que la médicalisation et la professionnalisation de la technique se renforcent (Ruault, 2023). L'IVG instrumentale (ou aspiration ou méthode Karman) et l'IVG chimique (deux prises médicamenteuses à 24 ou 48 heures d'intervalle) ont été complétées par la dilatation-extraction pour les termes après quatorze semaines d'aménorrhée. Mais l'ensemble de ces méthodes restent aux mains de professionnel·les défini·es. En effet, la loi ne déroge pas sur la nécessité de passer par des professionnel·les de santé pour arrêter une grossesse non désirée. Jusqu'à récemment, les médecins seuls pouvaient prescrire et pratiquer des avortements. Depuis 2016, les sages-femmes sont également autorisées à prescrire les médicaments pour les avortements médicamenteux et, depuis 2023, elles peuvent également pratiquer les avortements instrumentaux.

### ... autonomisant qui ?

Inscrit dans la loi et dans la nomenclature médicale, l'avortement est une possibilité conditionnée. Le choix n'est pas toujours libre et entier pour les demandeuses selon la zone géographique et l'avorteur ou l'avorteuse. Entre clause de conscience et capacité technique ou logistique, les

femmes sont soumises aux professionnel·les de santé validé·es comme expert·es de leur fertilité.

La démarche d'augmenter les compétences des sages-femmes en matière d'avortement peut sembler intéressante pour en faciliter l'accès aux femmes. Pour autant, la diversification des praticien·nes « compétent·es » ne garantit pas l'autonomie des avortantes. Ce sont d'abord les gynécologues qui ont bénéficié de l'encadrement légal et médical de l'avortement en 1975, pour se constituer en spécialistes d'un groupe de sexe par « la création de nouveaux besoins, diagnostics et normes » dans la santé génésique (Ruault, 2023). Dès lors, la vie sexuelle et procréative des femmes a été rythmée par leurs consultations gynécologiques (Koechlin, 2022). La lutte pour une reconnaissance professionnelle se rejoue avec l'arrivée des sages-femmes actuellement<sup>1</sup>, mais n'apparaît pas libératrice pour les femmes elles-mêmes. L'avortement, par sa définition et sa réalisation institutionnalisées, n'est pas pensé comme une expérience propice à l'autodétermination et à l'autogestion. Ce constat témoigne de la perte de transmission des savoirs et des compétences de collectifs militants comme les Mlac<sup>2</sup> qui ont, avant 1975, permis aux femmes d'avorter entre non-professionnel·les mais néanmoins entre expert·es.

**Margaux**

Koechlin Aurore, *La Norme gynécologique*.

*Ce que la médecine fait au corps des femmes*, Amsterdam, 2022.

Mathieu Marie, Thizy Laurine, *Sociologie de l'avortement*, La Découverte, 2023.

Marguet Laurie, « Les lois sur l'avortement (1975-2013) : une autonomie procréative en trompe-l'œil ? », *La Revue des droits de l'Homme*, n° 5, 2014.

Ruault Lucile, *Le Spéculum, la canule et le miroir. Avorter au MLAC, une histoire entre féminisme et médecine*, ENS Éditions, 2023.

1. Le premier décret autorisait les sages-femmes à pratiquer des IVG instrumentaux uniquement sous contrôle de plusieurs médecins : anesthésiste et embolisateur notamment. Il a fallu attendre avril 2024 pour qu'un nouveau décret lève ces contraintes.

2. Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception.

# Argentine: Femmes et extrême droite

**Avec l'arrivée du néolibéralisme incarné par Javier Milei, nouveau président depuis le 10 décembre 2023, la situation de l'Argentine s'est assombrie pour tou-tes les habitant-es de ce pays, mais surtout pour les femmes.**

**C** E CANDIDAT « économiste libéral » est connu pour ses éclats sur des sujets très délicats, comme « la vente d'organes ». Milei ne cache pas sa volonté d'être la « taupe au sein de l'État pour le détruire de l'intérieur ».

**Le nouveau gouvernement comprend des noms qui ne sont pas du tout inconnus des Argentins**

- **Victoria Villaruel**, vice-présidente de l'Argentine, est la fille d'un militaire à la retraite, elle est ouvertement négationniste de l'histoire argentine de la dernière dictature militaire et des 30 000 personnes disparues. Elle est aussi connue pour faire partie du groupe de soutien « Jeunes pour la vérité » qui coordonnait les réunions en prison avec l'ancien dictateur et génocidaire Jorge Rafael Videla.

- **Patricia Bullrich**, ministre de la Sécurité, appartient à une famille d'élite en Argentine. Elle a appartenu à différents courants politiques, passant de la gauche à la droite sans montrer d'émotion, tout au long de sa carrière ; elle a été au pouvoir dans plusieurs gouvernements et s'est présentée à la présidentielle avec le parti Cambiemos. Elle a finalement négocié une place au gouvernement avec d'autres personnes liées à d'autres partis.

- **Luis « Toto » Caputo**, actuel ministre de l'Économie, a servi dans divers postes liés à l'économie sous le gouvernement de Mauricio Macri.

Tous ces personnages, opposants du péronisme, ont conclu des accords avec La Libertad Avanza (Javier Milei) et Ensemble pour le changement de Mauricio Macri (président de 2015-2019) pour éloigner le parti très populaire Frente de Todos (Justicialista) qui a cédé le pouvoir, le 10 décembre 2023, pour le transmettre à l'extrême droite.

Milei arrive au pouvoir après le gouvernement péroniste d'Alberto Fernández, créant la plus grande surprise de ces derniers temps, à la manière de Jair Bolsonaro au Brésil et de Donald Trump aux États-Unis. Un personnage qui occupait les chaînes de la télévision argentine, mettant l'accent sur la violence, le mépris des politiques de l'État (aides sociales, par exemple RSA, etc.), et exigeant la « dollarisation » de l'économie argentine : telle a été sa stratégie pour arriver au pouvoir, reportant le scrutin d'octobre 2023.

Le parti libéral d'extrême droite La Libertad Avanza est élu au second tour avec 55,65 % des voix, devançant l'Union por la Patria, l'un des deux partis traditionnels d'Argentine. Le choc a été total pour beaucoup de gens, car Milei est arrivé à la pré-

sidence sans aucune expérience politique (à part celle de député, très récemment). Durant la pandémie, il a fortement renforcé son attitude contre les politiques de l'État providence (typiquement péroniste), contre les droits de l'Homme en Argentine, et il se montre opposé à la loi sur la légalisation de l'avortement<sup>1</sup>.

Cette loi, qui était attendue depuis de nombreuses années par le mouvement des femmes argentines, a finalement été promulguée en 2020. Cette loi 27 610 (IVE) régleme l'accès à l'interruption de grossesse.

Le parti de Milei présente un projet de loi pour abroger l'avortement, le 8 février 2024, devant la Chambre des députés, avec pour devise « Défense de la vie ». Celui-ci vise clairement la régression des droits des femmes en Argentine. La proposition imposerait des peines de quinze ans de prison aux personnes qui interviendraient pour mettre fin à une grossesse<sup>2</sup>.

**Témoignage de Maria José, argentine**

*Je m'appelle Maria José Mendez, j'ai 47 ans, j'habite à Berazategui (banlieue de la province de Buenos Aires). Je suis une étudiante d'un certain âge dans le milieu du travail. En tant que femme, et dans la vie courante et ce que j'observe au quotidien, je constate que le panorama actuel, social, économique et culturel est assez complexe depuis décembre 2023, date à laquelle Javier Milei est devenu président de l'Argentine.*

*C'est un modèle d'extrême droite néolibérale ayant des similitudes avec celui qui a émergé dans les années 1990, ici en Argentine, mais avec quelques particularités. Le modèle actuel répond aux mêmes conditions, qui touchent le domaine de l'État, facilitant l'émission des investissements étrangers. Lorsque nous parlons de la réduction du domaine de l'État, cela signifie qu'il cesse d'intervenir dans les situations problématiques que le système néolibéral lui-même génère, par exemple le fait de déréguler les conditions de travail. J'entends dire qu'actuellement il y a beaucoup de licenciements de travailleurs et cela sans indemnisation. Autrement dit, cela va de pair avec cette nouvelle « loi des Bases », récemment votée par le Congrès, qui vient imposer de vieilles recettes néolibérales. On en connaît déjà les effets, similaires à ceux des années 1990 : une augmentation des inégalités, de la pauvreté, du chômage et du sous-emploi. Quand je parle de la différence que je trouve avec le modèle néolibéral argentin des années 1990 (gouvernement justicialiste de Carlos Menem 1989-1999), je veux dire que, même si l'ajustement de l'État a été brutal dans ses mesures, en même temps le gouvernement a proposé les politiques sociales comme moyen palliatif pour maintenir la situation, comme « les responsables de pâtés de mai-*





sons» (dans chaque quartier, il y avait une sorte de magasin qui fournissait des produits alimentaires de base, du lait, de la farine, etc.). Cela n'existe plus aujourd'hui; avec le gouvernement actuel, il n'y a aucune politique palliative. Ici, on parle d'un gouvernement de «cruauté» qui est allé jusqu'à arrêter les programmes de médicaments pour les patients souffrant de maladies très graves, l'approvisionnement en légumes secs de la Soupe populaire est interrompu.

Et, en ce qui concerne le regard du gouvernement sur les féminismes et les conquêtes obtenues depuis quelques années, le discours du président et de toute son équipe est patriarcal, antiféministe et homophobe.

Le ministère de la Femme et de la Diversité, créé sous le précédent gouvernement d'Alberto Fernández, a été supprimé.

Concernant les départs à la retraite, le gouvernement a modifié la formule de retraite, et des bons sont donnés aux retraités pour qu'ils puissent faire face à cette situation. Ce que l'on entend, c'est que le Service social de santé (PAMI) ne fonctionne plus comme l'année dernière. Par contre, les dates de versement des pensions ont été décalées (tardives). La retraite que reçoit un retraité ou un pensionné est minime, c'est une dette, une revalorisation que laissent traîner plusieurs gouvernements. C'est-à-dire que le montant de la retraite est inférieur à ce dont une personne du troisième âge a réellement besoin pour vivre correctement. Maintenant, le facteur aggravant est que le PAMI ne fonctionne pas bien, étant donné que les retraités représentent une partie de la population qui consomme beaucoup de médicaments et ne les reçoit pas. Leur retraite est consacrée à l'achat de ces remèdes.

Il y a un discours qui veut construire un sens subjectif autour de la méritocratie, des actions individuelles. Tout ce qui touche à l'accès aux droits n'est pas évoqué. Auparavant, d'autres gouvernements populaires tenaient des discours liés aux droits: sociaux, étudiants et humains...

Au niveau éducatif, ce qui se passe actuellement est une urgence universitaire, en termes de budget (on dit qu'il est «historique») et cela touche directement tout le personnel «non enseignant», c'est-à-dire tous ceux qui s'occupent de l'entretien, qui sont chargés de créer les conditions pour que l'Université ouvre ses portes. L'Université est en crise et le gouvernement ne fait rien pour faciliter la situation. Il y a eu récemment une grande marche universitaire, qui a rassemblé des personnes de divers milieux sociaux, culturels et politiques. Il s'agissait de la plus grande manifestation de l'année.

Autre problème à souligner: la gestion du ministère de la Sécurité, dirigé par Patricia Bullrich. Les manifestations publiques dans les rues ont été interdites, ce qui s'oppose à notre Constitution. La police est violente, réprime et intervient avec des gaz lacrymogènes agressifs (différents de ceux que l'on connaissait). Des personnes qui ne commettent aucun délit sont arrêtées et détenues au secret sans raison spécifique. Le thème de l'«ennemi intérieur» est repris pour parler des mouvements sociaux et politiques. Cela crée aussi la peur de manifester.

Il faut regarder attentivement ce qui se passe en Argentine, par rapport à toutes les situations racontées dans cet article, car tout peut devenir de pire en



pire. La situation semble s'aggraver au fil des mois, pendant que Javier Milei continue de voyager à travers le monde; il rend visite à ses «collègues» de l'extrême droite mondiale (et il est bien reçu...), tandis que le peuple argentin subit ses mesures drastiques.

**Belén Cabrera**

1. Milei se déclare contre l'avortement dans un discours devant des étudiants le 6 mars 2024, quelques jours avant le 8 mars, Journée internationale des droits des femmes (AFP, Buenos Aires).

2. *El newtral.es*, 8 février 2024.



# On a une solu... !...

## ... mais il n'en est pas question dans le programme du Nouveau Front populaire

**La marée brune nous est arrivée sur le coin de la gueule en ce printemps morose. Que nous raconte-t-elle de notre société ? Comme le dit Félicien Faury<sup>1</sup>, en prenant des gants de peau de chagrin (plus fins, tu meurs), le racisme est un affect central dans le vote d'extrême droite.**

**A** PRÈS DES DÉCENNIES DE BANALISATION, puis de relégitimation, puis de bourrage de crâne par radio Mille Collines version Bolloré, cet affect est devenu structurant et essentiel en politique. En ce début de siècle, l'islamophobie a remplacé comme aversion centrale la judéophobie des siècles passés, et ses lambeaux n'arrivent plus à couvrir la sale charogne de haine pure du racisme, habillant lui-même en clown *gore*, dans nos sociétés post-coloniales et surtout néocoloniales, un racialisme persistant. Celui-ci emprunte plutôt la théorie de la guerre des civilisations, certaines étant plus barbares et obscurantistes que d'autres, mais le prurit de tri reste le même : le bon grain, l'ivraie. L'ivraie venant de tous les pays dont nous pompons les ressources, mais refusons nos semblables, que nous submergeons de matériel militaire tout en multipliant les rangs de barbelés aux frontières.

Bref, le racialisme, dont les critères de classement sont la version intellectuelle de la brutalité raciste – qui, elle, veut voir le sang –, est revenu au premier plan de la politique.

**C'est clivant : on est raciste, ou on est antiraciste.**

De fait, penser que ce problème n'est pas central dans nos sociétés est mécaniquement favorisé par la persistance et l'enracinement du racisme, tellement naturalisé qu'il en devient invisible.

Invisibles, la séparation spatiale pourtant ancienne des différentes catégories de population, ainsi que la structuration du marché du travail.

Invisible, la sous-représentation sociale, politique, médiatique des personnes issues de la colonisation.

Invisible, l'héritage colonial dans cette façon même de ne pas penser la structure coloniale de nos sociétés, pourtant brute de décoffrage dans les vieilles colonies, DOM et TOM, la France est une et indivisible et donc refuse que les

autochtones aient sur ses territoires conquis des droits spécifiques. Et, en métropole, elle est une et indivisible de même, l'ancienne chiourme colonisée devenue française ou pas, ainsi que la néocolonisée, n'a pas intérêt à avoir d'autres ascendances que gauloise, d'autres religions que le christianisme, et à la limite le judaïsme ou la laïcité version Scud, d'autres langues et d'autres cultures.

**Logiquement, dans ce pays qui voit sa vérité nue et décomplexée réémerger, le vote d'extrême droite devient prédominant.**

Et donc les affects racistes, couplés à une réelle détresse sociale, ou un sentiment d'abandon et de dégradation des conditions de vie, sont déterminants dans le vote. Si étaient uniquement déterminants la détresse sociale et le sentiment d'abandon et de dégradation, le vote se porterait plutôt sur la gauche dite radicale, qui propose de taxer les riches et d'améliorer les services sociaux tout en augmentant le salaire minimum. C'est d'ailleurs ce qui se passe globalement dans les Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), où se concentre le prolétariat racisé, celui dont les conditions de travail et de vie sont les pires. Mais les affects racistes étant prédominants dans le vote d'extrême droite, le prolétariat non racisé est très majoritaire à lui donner sa voix. Et il fait nombre.

Par ailleurs, les classes intermédiaires dévissent elles aussi et la grande bourgeoisie, dont on ne peut pas dire qu'elle souffre de détresse économique ou d'un quelconque sentiment de dégradation des conditions de vie, chérit l'extrême droite par affinité fasciste : il est toujours plus confortable psychologiquement d'exploiter des sous-humains que des humains, et c'est plus pratique concrètement.

**Le racisme est au capitalisme ce que la poignée est à la valise : un accessoire indispensable.**

Qui, aujourd'hui, vote très à gauche ? Les populations qui s'abstiennent le plus souvent, par désespoir ou dégoût, et comme on les comprend !

Hélas, l'homonationalisme marche aussi bien que le fémonationalisme : les LGBT, qui furent longtemps de gauche, ont amorcé un retournement de veste notable depuis quelques années. Un rapport de l'Ifop, demandé par le magazine *Têtu*, analyse les intentions de vote pour les présidentielles en février 2022. Les résultats sont accablants : les LGBT, en trois présidentielles, sont passés de 19 à 27 %

de vote ou d'intention de vote pour la droite dite radicale (Le Pen et Zemmour). Tandis que l'ensemble des électeurs compte 16 % d'intentions de vote pour Marine le Pen, les lesbiennes sont 21%. L'idée que le danger pour les droits des LGBT vient de l'extérieur (ou de l'intérieur musulman) semble avoir déjà fait son chemin. Hélas, le racisme n'est pas que l'apanage des prolos.

Quant aux femmes, le fameux *gender gap* s'est, en France, comblé à la vitesse de la lumière pour les mêmes raisons : elles sont passées en moins de dix ans de 19 % à 30 % de vote pour l'extrême droite, contre 28 à 32 % pour les hommes (les hommes aussi aiment Zemmour, les femmes s'en tiennent plus ou moins à Marine).

Si le racisme est une flèche, sa cible est la personne racisée. 67 % des 7 millions de personnes vivant en France qui viennent de l'immigration sont extra-européennes ; 2,5 millions ont acquis la nationalité française, le reste est étranger, dont 800 000 personnes nées en France.

### **Vous voulez vraiment que l'extrême droite baisse dans les urnes ?**

Donnez le droit de vote aux personnes étrangères, y compris aux 700 000 sans-papiers qui se cognent les boulots les

plus dégueulasses et payent rubis sur l'ongle leur loyer et la TVA de tout ce qu'il leur faut acheter en France, sans parler de la plus-value que se font les capitalistes-vautours sur leur dos.

Cette mesure déjà demandée lors de l'impressionnante Marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983 avait été zappée par Mitterrand au profit de régularisations massives. Et puis après ? Si les étrangers et les étrangères avaient le droit de vote, nul doute qu'on leur parlerait autrement.

A-t-on vraiment envie de casser la dynamique fasciste ? Je ne retrouve pas cette mesure dans le programme du Nouveau Front populaire. Et pourtant, on pourrait facilement décider que quiconque vit et travaille depuis une durée raisonnable en France jouisse automatiquement de ce droit. Il faut en moyenne six ans d'enfer pour obtenir un permis de séjour dans notre pays. Pourquoi ne pas fixer cette durée à deux ans ? quatre ans ? cinq ans ? Il n'y aurait pas de plus efficace politique d'intégration. Et enfin on toucherait aux structures post-coloniales de notre société.

**L. B.**

1. Sociologue et « politiste ».

## **Le féminisme libertaire**

**I**RÈNE PEREIRA EST UNE PHILOSOPHE qui écrit pour être comprise et « pour une société radicalement féministe ». C'est en faisant le tour de ce qui est proche mais différent qu'elle nous aide à définir le féminisme libertaire. Le livre nous emmène (en nous laissant aux passages pleins de références à creuser) à travers les différents courants de l'anarchisme, historiquement répertoriés ou d'invention récente, et l'histoire du féminisme et du féminisme libertaire. Avec un petit détour par la langue anglaise qui n'a qu'un mot pour les deux nôtres que sont « libertaire » et « libertarien ».

Le féminisme libertaire a pour particularité « d'être une forme de féminisme qui ne passe pas par l'intervention de l'État pour mettre en place une société féministe, et qui vise la plus grande extension de la liberté individuelle ». La question de l'autonomie des femmes est primordiale et elle l'examine à travers l'apport du féminisme à différents systèmes d'oppression : religions, technologie, État et répression, éducation. Là encore, on repart avec une liste de références à approfondir.

Un chapitre est consacré à la question du consentement. Pornographie et prostitution sont les lieux des désaccords majeurs : libertariennes et libérales arguant de la liberté de choix, féministes matérialistes et radicales expliquant que ce choix libre n'existe pas dans un contexte, d'une part, de violences sexuelles et, d'autre part, d'inégalités éco-

nomiques. « *Quelle valeur peut-on accorder au consentement dans une société où existent des systèmes sociaux d'oppression ?* »

De l'eau intelligente au moulin des abolitionnistes libertaires...

**Ch. R.**

Irène Pereira, *Le Féminisme libertaire. Des apports pour une société radicalement féministe*, Le Cavalier Bleu, 2024.





# Cholitas, le stigmaté renversé

**Avec la conquête espagnole, les peuples autochtone des Andes furent massacrés et rejetés aux marges. Côté Bolivie, les Aymaras, peuple andin autrefois établi autour du lac Titicaca, virent sortir de terre La Paz, au pied de l'Illimani.**

L'EXODE les amena sur les hauteurs surplombant la ville, où se constituèrent des quartiers autochtones. Dépouillées de tout ce qui leur avait permis autrefois de subsister, les femmes descendirent en ville pour gagner leur vie en s'engageant dans la domesticité. Jugées indécentes par leurs patronnes, elles se virent imposer le port d'une jupe à plusieurs épaisseurs bien dans la mode du XVII<sup>e</sup> siècle: la *pollera*.

Comme dans toute société coloniale, le métissage, souvent contraint, ne tarda pas à apparaître, et on surnomma avec mépris Cholos et Cholas cette nouvelle population intermédiaire, pour lui rappeler que le sang blanc ne suffit pas à effacer le stigmaté d'une seule goutte de sang indien.

Parlant aussi bien l'espagnol que l'aymara, reliées aux villages et familles de la ville, les Cholitas commencèrent à investir les marchés. Peu soucieuses de se fondre dans la masse, elles cherchaient au contraire une identité vestimentaire qui les distinguait. L'adjonction d'une cargaison de chapeaux-melons qui, selon la légende, n'étaient pas de la bonne couleur et furent donnés aux indigènes plutôt que d'être jetés, paracheva leur style, où se trouvait toujours la *pollera*, jalousement inchangée depuis le XVII<sup>e</sup> siècle tandis que la mode espagnole évoluait.

Parfois cheffes de famille, ayant des enfants de plusieurs hommes dont elles ne dépendaient pas et s'en portant le mieux du monde car faisant leur pelote, les Cholitas avaient tout pour choquer les Européens. Leur réussite économique – elles payaient des études aux fils et transmettaient leur commerce aux filles –, ainsi que leur organisation défensive en groupes professionnels effraya les descendants des colons, et la ségré-

gation s'aggrava: interdiction de se trouver sur la place Murillo, où siège le Parlement et où se trouve le palais présidentiel, interdiction d'entrer dans les cinémas et certains restaurants, de prendre les bus.

Aymaras, Cholos et Cholitas endurèrent cette sévère discrimination coloniale jusqu'à l'élection d'Evo Morales, en 2006. Lui-même aymara et ayant une mère chulita, il s'empressa de faire sauter d'un coup tout l'appareil discriminatoire, et encouragea l'industrie des *polleras* et des chapeaux melons.

Bien qu'il faille plus que quelques mandats d'un président autochtone pour faire tomber des siècles de ségrégation, les portes des universités s'ouvrirent aux Aymaras et plus aucun lieu ne leur fut interdit. Tandis que, grâce à la nationalisation de l'industrie pétrolière, la pauvreté s'effondrait, les Cholitas furent encouragées à arborer fièrement leur identité vestimentaire.

C'est ce qu'ont fait cinq Cholitas, Dora, Elena, Liita, Cecilia et Lidia, femmes au foyer, marchandes de fruits et légumes, cuisinières ou institutrices, en escaladant le plus haut sommet d'Amérique, l'Aconcagua, situé en Argentine. Âgées de 25 à 50 ans, elles gravissent cet impressionnant sommet en tenue traditionnelle. Il faut les voir s'élever lentement en file indienne, leurs jupes claquant au vent, sur les murailles rocheuses. Elles ont mis une vingtaine de jours pour arriver au sommet.

Un film relate leur ascension, *Cholitas escaladoras*, à l'initiative des réalisateurs espagnols Jaime Murciego et Pablo Iraburu, qui semblent être passés à ça d'y laisser la peau.

Il faut dire que les Cholitas étaient déjà des alpinistes aussi aguerries que peu orthodoxes, puisqu'elles avaient déjà escaladé tous les sommets boliviens. Modestes prolétaires issues d'un peuple colonisé, elles ont la passion de la montagne. On est bluffé par leur endurance et leur motivation, par leur fierté aussi à tutoyer les cieux, elles qui socialement ne sont rien, pour diffuser bien haut au sommet de l'Aconcagua cette *pollera* et ce chapeau melon qu'elles ont détournés à leur profit, ainsi que le drapeau de leur peuple, fait de carreaux colorés. Ayant fait sauter toutes les digues de leur esprit – elles semblaient plus impressionnées de quitter leur pays pour la première fois que de gravir ce colosse de pierre –, elles songent à présent à l'Everest.

Mais les Cholitas ne font pas qu'escalader les montagnes: les femmes de cette classe métissée folklorique pratiquent aussi intensivement la lutte acrobatique, ont investi la mode, sont entrées en politique, et revendiquent fièrement leur contribution à la culture nationale, dont il est désormais reconnu qu'elles font partie intégrante.

C'est une belle leçon: cette métamorphose de statut, même si elle est fragile, qui s'est faite en une vingtaine d'années, dit la façon dont tous les peuples colonisés et les classes intermédiaires métissées qui sont issues de la colonisation pourraient regagner la place qui est la leur dans toutes les strates de la société, et plus particulièrement les femmes, qui souffrent d'une accumulation de préjugés spécifiques, en plus du racisme.

Bel exemple de féminisme par le fait que ces femmes, parmi les plus discriminées des sociétés latino-américaines, offrent au mouvement féministe mondial.

L. B.



Colera camp, de gauche à droite: Cristian Painemal, Dora Magueno, Ana Lia Gonzales, Elena Quispe, Cecilia Illusco, Lidia Huayllas.  
Photo Courtesy of Ana Lia Gonzales (Alpinist.com)

## Nouvelles femmes de droite

ELLES FUSTIGENT LES POLITIQUES ÉGALITAIRES, qui viseraient à faire des femmes « des hommes comme les autres », qu'elles considèrent comme des menaces pour la société. Elles s'opposent à l'islam et à l'immigration extra-européenne et lisent les violences sexuelles au prisme de la race plutôt que du genre. De manière générale, elles présentent le féminisme, en particulier celui de la deuxième vague, comme un mouvement d'aliénation.

En 2012-2013, la Manif pour tous a massivement mobilisé contre la loi ouvrant le mariage aux personnes de même sexe, dite « loi Taubira », et les politiques d'égalité de genre.

Dans son sillage, les droites radicales se sont saisies de ces sujets, favorisant l'émergence d'un militantisme féminin hostile aux féministes.

Loin de se cantonner à militer dans des structures existantes, ces « nouvelles femmes de droite », qu'il s'agisse de groupes de militantes comme les Caryatides, les Antigones ou le collectif Némésis, ou d'intellectuelles telles Marianne



Magali Della Sudda,  
*Les Nouvelles Femmes de droite*,  
Hors d'atteinte, 2022.

Durano ou Eugénie Bastié, ont gagné une visibilité politique et médiatique nouvelle et brouillent les clivages politiques traditionnels.

Chercheuse au CNRS, Magali Della Sudda, spécialiste de science politique et de sociohistoire, a étudié ces femmes qui semblent d'un certain point de vue agir contre leurs propres intérêts tout en fournissant de nouvelles armes à l'extrême droite.

## Petites mains, un film de Nessim Chikahoui

**Vous n'avez peut-être pas vu ce film, sorti symboliquement le 1<sup>er</sup> mai 2024 ? Alors, allez-y, vous passerez un moment qui fait du bien. Et ces jours-ci, ça a de la valeur !**

ON EST DANS UN PALACE PARISIEN, mais on ne voit jamais les richissimes clients de l'hôtel ; ce sont les « petites mains » qui sont en vedette, celles qui lavent, rangent, passent l'aspirateur, récurrent... pour pas grand-chose (une nuit coûte ce que certaines employées gagnent en un an), des femmes qui, pour la plupart, « aiment » leur travail et le font bien.

Ce film montre la lutte et la longue grève de ces femmes de chambre, souvent étrangères, parfois sans papier et « externalisées » (employées par un sous-traitant), pour faire reconnaître leurs droits. C'est un film plein de vie, sans misérabilisme où les moments dramatiques voisinent avec les crises de fou rire, la poésie avec la réalité la plus crue – un film de rage, d'espoir et de rêves aussi.

Inspiré des grèves menées (et gagnées) par les femmes de chambre des grands hôtels, le réalisateur personnalise le propos, nous fait suivre quelques-unes d'entre elles dans leur quotidien tout en ne perdant pas de vue la lutte collective qui se déroule sur le trottoir devant l'hôtel. Ce n'est ni noir ni déprimant, au contraire... et on en sort ravi·e de leur victoire et indigné·e (ou écœuré·e) que de tels endroits puissent exister.

Le générique final mêle images du film et images d'archives des luttes réelles menées par ces employées « invisibles » aux yeux des clients de l'hôtel, et on n'y voit pas de différence.

C. B.

## La peine de mort abolie : merci à qui ?

CETTE BD DU RÉEL donne un avant-goût du long-métrage en cours de fabrication sur le même thème. Des scènes du livre s'appuient sur l'enquête réalisée par Pierre Carles en Algérie, en France, au Liban, etc., documentant le scandale de l'incarcération apparemment sans fin de ce militant communiste libanais qui a lutté aux côtés du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) il y a près de cinquante ans. De quoi continuer la réflexion avant de plus amples nouvelles du film.

Sur le site de *Blast*, on trouve une interview de Pierre Carles à propos de cette BD.

Malo Kerfriden (scénario), Pierre Carles (récit graphique), Delcourt, 2024.



# DU NOUVEAU AU MEXIQUE

**Ce dimanche 2 juin 2024, Claudia Sheinbaum est devenue la première présidente du Mexique. Et quelle Présidente ! Engagée dans le mouvement social dès l'adolescence, elle fait des études de physique avec une spécialisation sur les énergies, ce qui lui permettra de participer au Giec, entre 2007 et 2013, publiant dans les quatrième et cinquième rapports sur le volet Énergies et l'atténuation climatique.**

**D**E GAUCHE SOCIALE, se revendiquant féministe, elle a soutenu en 1982 la campagne de Rosario Ibarra, mère d'un jeune homme disparu en 1975 et qui avait fondé le comité Eurêka, pour la défense des détenus, persécutés, disparus et réfugiés politiques lors des grandes chasses aux sorcières anticomunistes du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI). Elle se présentait alors aux présidentielles. Elle est morte il y a un an, avant d'avoir vu l'élection de Claudia au poste qu'elle avait revendiqué.

Engagée en 2014 dans le mouvement de régénération nationale auprès d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO), elle est aussi membre du Comité des politiques de développement à l'ONU entre 2015 et 2017. En 2018, elle se présente aux élections pour le gouvernement de la ville de Mexico et est élue. Dans ce poste, comme à la présidence, elle marche dans les pas d'AMLO, qui fut maire de Mexico avant elle.

Depuis des décennies, le Mexique est soumis de façon exponentielle à la dévastation des cartels de la drogue. Le taux d'homicides, de l'ordre de 35 000 par an, y tient du délire, sans compter les disparitions, et le taux moyen de féminicides s'établit aux alentours de 10 femmes tuées chaque jour, dans un pays d'environ 130 millions d'habitants. La dernière fois que le gouvernement a déclaré la guerre militaire aux cartels, sous Calderón, le nombre de morts a doublé, les militaires s'en donnant à cœur joie et profitant de l'aubaine pour liquider les femmes et les ados des quartiers, entre autres choses, sans faire baisser le moins du monde la violence des trafiquants.

Cette violence paroxystique a fini par avoir la peau de l'Autre Gouvernement zapatiste du Chiapas, qui a dissous les municipalités autonomes rebelles et fermé les centres

culturels, les deux plus gros cartels du pays s'y faisant une guerre sanglante tout en jouant à cache-cache avec les 800 militaires dépêchés pour calmer leurs ardeurs.

**Quatorze des vingt-sept candidats, qui ont été assassinés pendant la campagne électorale, l'ont été au Chiapas.**

Une maire a été assassinée le lendemain de l'élection de Claudia Sheinman. Ces colossales mafias de la drogue, véritables multinationales du crime sur le continent, entretiennent une dévastatrice culture de guerre et démolissent les services des États. Elles ne font pas leur beurre que sur la drogue, mais aussi sur le flot humain qui traverse le pays ou part du pays pour franchir la frontière des États-Unis : exactions de toutes sortes, enlèvements, meurtres, enrôlement forcé.

Les Zapatistes n'ont d'ailleurs certainement pas tort quand ils font remarquer amèrement que l'armée est aussi là, sinon en premier lieu, pour enrayer le flot de personnes qui passent la frontière du Guatemala pour tenter la traversée de plus de 3 000 bornes et toucher cette autre terre promise, El Paso. Cette manne humaine à merci ne fait qu'engraisser les cartels en y laissant son fric, celui des familles, quand ce n'est pas sa liberté, voire sa peau.

Un million huit cent mille passages à la frontière Ciudad Juarez-el Paso en 2023, pour la route migratoire la plus meurtrière du monde. Ce nombre est en constante augmentation. Le Mexique est l'un des enfers du monde, y règne la forme de masculinisme radical prisée par les mafiosi, les chefs de guerre et les grands entrepreneurs, et elle fait couler le sang à flots, fait chanter la douleur sous l'archer des barbelés dans ses dictatures démentes.

Si tant de monde veut voir tarir ce flot, hélas, ce n'est pas pour le bien des personnes balayées d'une frontière à l'autre par la guerre des cartels qui fait rage aussi au Venezuela, la faim ou l'espoir. La candidate de droite, Xochitl Galvez, battue à plates coutures, se proposait d'arrêter ce torrent qui déstabilise tout le pays, comme si c'était faisable, et de régler le problème des cartels à la Calderón.

**La violence n'a rien donné, sinon une aggravation des problèmes.**

**Du reste, l'armée de ce pays failli a moins de moyens militaires que certains cartels.**

Qu'une femme de gauche sociale, féministe, ait pris le pouvoir dans un des pays les plus violents du monde pour les femmes pose un sacré défi.

Si Claudia Sheinbaum ne s'est jamais opposée frontalement à son mentor AMLO sur bien des sujets, elle a une façon différente de voir les choses. Sur le tout-pétrole, elle prend ses distances







et parle de renouvelables. Et sur le problème récur-

rent de la violence extrême, elle se propose d'augmenter tous les minima et d'étendre les services sociaux. Son point de vue est qu'un adolescent qui trouve des débouchés est moins tenté de s'enrôler dans les cartels pour gagner sa vie. Il faut prendre le problème à la racine. D'autre part, il faut des flics plus surveillés et disposant de plus de moyens et d'une meilleure coordination avec la Justice.

Pendant les six ans de son mandat de présidente de Mexico, cette politique a porté ses fruits, faisant baisser le nombre d'homicides en général et divisant le nombre de féminicides par deux. C'est loin d'être assez, mais c'est déjà beaucoup.

Sheinbaum fera ce qu'elle pourra. Il est vrai qu'elle ne s'est pas franchement engagée sur l'avortement, dépénalisé depuis juillet dernier par la Cour Suprême. Sheinbaum fera certainement mieux que cette droite de cinglés tirée par de vieux étalons caricaturalement racistes, sexistes et néo-cons.

L'arrivée de Milei au pouvoir en Argentine a mis tout le monde en état de choc, qui a fait la preuve qu'on peut basculer plus de la moitié de la population sous le seuil de pauvreté en cent vingt jours. Il suffit de couper tous les services sociaux, c'est facile. Sur le site de RFI, je trouve cette phrase qui dit :

*Andres Manuel Lopez Obrador, surnommé AMLO, a un bilan mitigé sur le plan économique, il bénéficie pourtant d'une popularité record, nourrie par ses succès dans la lutte contre la pauvreté.*

On dirait que Dominique Baillard, le journaliste en question, ne comprend vraiment pas pourquoi les gens s'intéressent plus au contenu de leur assiette qu'au cours de la Bourse. Ils sont contents de la politique d'AMLO, alors ils ont voté pour sa poulaine Claudia (qui a, elle aussi, un bilan social plutôt reluisant à Mexico), au lieu de voter pour des candidats qui auraient regonflé l'économie en se servant de leur peau comme rustine. C'est stupéfiant !

Claudia Sheinbaum est la première présidente du Mexique, et c'est une féministe, scientifique calée sur les questions environnementales (même si, jusqu'ici, on ne peut pas dire qu'elle ait eu les coudées larges) et de gauche !

Le défilé de Grand Guignol des libertariens déjantés et masculinistes, Milei, Bolsonaro et autre Trump, va peut-être connaître une éclipse sur ce pauvre continent ? Ça serait pas dommage.

On lui souhaite bien du courage, tout en sachant qu'elle en a.

L. B.

## Profiteurs... Y'a pas que les Bons Pasteurs

CETTE BANDE DESSINÉE, remarquablement documentée, situe l'action en Drôme provençale, dans une filature de soie qui emploie des orphelines et des filles perdues. Les conditions de travail sont proches de l'esclavage. Nous sommes en 1910 et le destin va réunir trois femmes, ou plutôt deux femmes et une fillette, en quête de vengeance et d'émancipation.

Romance oblige, le fils sacrifié de la famille patronale en déconfiture (la concurrence est rude) fait partie du voyage. La BD montre ainsi le régime d'une usine-pensionnat de la soie au début du XX<sup>e</sup> siècle, un monde d'exploitation qui bascule sous les coups de boutoir de formes d'exploitation plus performantes, tandis que les petites gens doivent arracher leur liberté avec les dents, plus dénuées de droits si elles sont des femmes, encore plus si elles sont enfants.

Les sœurs qui gèrent le pensionnat sont dépeintes et dessinées comme des corbeaux malveillants, et on se demande ce qu'elles pourraient être d'autre pour remplir une tâche aussi féroce.

La BD explore bien les rapports de pouvoir entre les jeunes ouvrières et leur patron, et le peu de cas dont il est fait de leur vie. C'est une fiction documentaire, qu'on pourrait qualifier de noire : elle explore les conditions sociales sans prendre de gants et les personnages sont solidement définis. Le dessin est à la fois naïf et précis, utilisant beaucoup les plans moyens ou larges, ce qui permet de donner une expression plus collective au récit.

L. B.

Bruno Lecigne, Sylviane Corgiat et Jean-Côme Garcette,  
*Fileuses de soie*, La Boîte à bulles, 2024.



# Carcan identitaire

**Une bande dessinée de la Boîte à Bulles nous rappelle la vie scintillante de Coccinelle, star du showbiz des années 1950-1970, connue pour avoir révélé et assumé sa transformation en femme.**

**F**ILS UNIQUE D'UN COUPLE PAUVRE, avec un père autoritaire et macho, Jacques se plonge dans les revues de mode de sa mère et essaye ses robes en cachette. Il ne se sent pas « garçon ». Suite à la rencontre de Lucrèce, artiste de cabaret, et de Monique, qui la sort, habillée en fille, au *Madame Arthur*, premier cabaret de « transformistes », elle devient vite Coccinelle et, dès sa première audition, révèle un talent certain pour la scène. Sa première apparition en paréo fait sensation. Elle vit chez Lucrèce, a beaucoup d'amies trans et prend des hormones qui lui réussissent très bien. Son corps se transforme harmonieusement. Elle passe au *Carrousel* de Paris, dont elle devient la vedette et s'offre un chic appartement parisien où elle héberge Bambi, artiste algérienne, et où elle mène la grande vie. Elle a un succès fou et beaucoup de prétendants. Mais elle n'est pas une vraie femme à ses yeux et décide, en 1958, d'aller se faire opérer à Casablanca. Elle a 27 ans. Elle parle de son opération, qui consiste en une invagination des testicules et du pénis retournés à l'intérieur comme une chaussette. Elle en fait la publicité. Elle est une femme publique et elle en profite, ce qui ne fait qu'accroître sa gloire.

En 1960, avec Robert Badinter pour avocat, elle entame les démarches pour faire changer son état civil.

En 1962, elle se marie, sous l'œil des caméras, avec un journaliste, d'abord à l'Hôtel de ville de Paris, puis à l'église de la place des Abbesses, à Montmartre. Le soir, un restaurant accueillera 2 000 personnes.

L'année suivante, Bruno Coquatrix, de *L'Olympia*, la « rachète » au *Carrousel* en payant ses dettes (qui sont à 6 chiffres, quand même !) et elle fait salle comble pendant neuf mois. La vie de château continue. Peu après son premier mariage, en tournée en Amérique du Sud, elle rencontre Mario Heyns, fils du consul du Paraguay en Colombie. Elle l'épouse en 1966. Mais elle a des problèmes avec le fisc (elle ne paye pas ses impôts) et tous deux, dans les années 1970, se sauvent en Espagne, puis en Amérique du Sud (années pendant lesquelles j'étais en manif et en grève dans mon lycée. Pas étonnant que je n'aie jamais entendu parler d'elle !)

Puis elle revient en France, seule, au *Pussy Cat*, à Toulon, parmi des amies. Elle accepte ensuite un contrat à Berlin, où elle mène une vie plus que modeste. Mais elle n'est pas brisée ni aigrie et toujours prête à se relancer. En 1986, à l'occasion de la publication de son autobiographie, elle revient en France, et au *Madame Arthur*, trente-cinq ans après, où elle fera la dernière grande rencontre de sa vie, celle de Thierry Wilson, artiste transformiste. Leur mariage sera retransmis en direct sur TF1, comme le souhaitait le pro-

ducteur de son dernier CD. Elle a 61 ans, lui, quarante de moins. Elle va créer l'association « Devenir femme » pour soutenir les personnes trans. Ils vivront ensemble jusqu'à sa mort, en 2006.

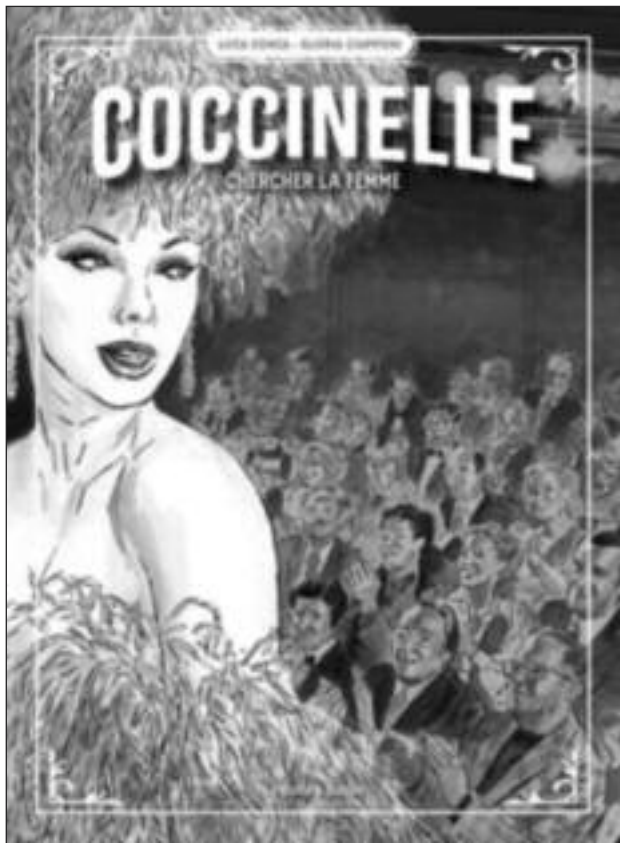
**Le point fort de cette BD est de nous faire partager cette forme de sororité, de solidarité et de soutien réunissant les femmes trans dans les cabarets de ces années-là, et que Coccinelle a pratiqué tout au long de sa vie.**

L'existence qu'elle a menée, dans le luxe, les bijoux, les fourrures... et les dettes, ne correspond en rien à mes choix personnels, mais je m'incline devant sa détermination, sa clarté, sa cohérence et son engagement total à faire reconnaître publiquement, jusqu'à l'état civil, la réalité de sa transformation en femme.

*J'étais victime d'une erreur de la nature, je suis allée la faire corriger*, disait-elle après son opération. Elle parlait d'elle comme d'une femme « rectifiée ». À un amant d'un soir, lui avouant qu'il avait voulu vérifier qu'elle était bien une « vraie » femme, elle aurait souligné sa connaissance si limitée de l'anatomie féminine qu'il n'avait « même pas remarqué la différence », cette particularité féminine si cachée, si secrète, qu'on nomme clitoris. Elle a cette honnêteté intellectuelle.

Je suis issue de la rébellion féministe qui a refusé l'assignation aux stéréotypes féminins et qui a visé à déconstruire et dénaturaliser la féminité. Aussi, pour moi, cette vie de femme ultra-femme, qui transforme son corps en image de magazine susceptible de plaire, à qui ?, à des mecs cis venus s'émoustiller un peu, son attrait pour le fric, le mode de vie bourgeois, les mariages à l'église, tout cela est archi conventionnel. On est bien loin du Front homosexuel d'action révolutionnaire (Fhar), qui, dans les années 1970, voulait subvertir l'État bourgeois hétéro-patriarcal. Le Fhar, dont un des fondateurs, Guy Hocquenghem, demandait aux homos de sortir du « ghetto marchand » dans lequel la société bourgeoise les a parqués : *Une boîte, c'est le royaume du fric, on y danse entre hommes, on s'y apprécie mutuellement en tant que marchandise : la société hétérofluc nous y récupère.*

Quant à Françoise d'Eaubonne, elle aussi fondatrice du Fhar, elle a écrit : *Vous dites que la société doit intégrer les homosexuels, moi je dis que les homosexuels doivent désintégrer la société.*



De nos jours, on voit des couples homosexuels se marier, vouloir des enfants et mener une vie bourgeoise, tandis que des trans cherchent la reconnaissance institutionnelle plus que la révolution. Par ailleurs, vouloir s'affirmer et se faire reconnaître des autres par son orientation sexuelle me semble assez pauvre et enfermante. Nous sommes tellement plus et autre chose que la particularité de nos pratiques sexuelles, auxquelles nous pourrions d'ailleurs accorder la liberté de se transformer plutôt que de les figer sous une étiquette.

C'est le système ultralibéral de contrôle des populations qui veut nous répertorier, nous identifier, nous caser dans une rubrique déterminée. Il n'est pas dans l'intérêt de notre liberté d'aller dans son sens.

Et pourtant, dernièrement, au cours d'une table ronde estampillée « féministe », j'ai assisté, hébétée, à la disparition du mot femme, à son usage rendu tabou, et à sa subtilisation derrière une appellation beaucoup plus précise : « Personne portant un utérus ».

Pour moi, stérilisée volontaire, être assignée à mon appareil reproducteur improductif m'a fortement déplu, ce dont j'ai fait état en suggérant, pour rire, une nouvelle qualification qui me correspondait davantage : « Personne porteuse d'un clitoris », ce qui en a fait sourire quelques-unes, mais n'a pas été retenue pour autant...

Cette revendication d'identité sexuelle codifiée et strictement dénommée va à l'encontre de mon goût personnel, qui est plutôt représenté par cet épisode de *L'An oi* de Gébé, où les gens se mettent à échanger leur carte d'identité, entre hommes, entre homme et femme, entre jeune et vieille, afin de jouer, d'expérimenter ce que ça fait de sortir de son carcan identitaire. Pouvoir enfin nous considérer mutuellement comme des personnes uniques et inassignables à une quelconque étiquette, parce que libres de circuler entre les cases.

M. M.

Gloria Ciapponi (scénario), Luca Conca (dessin), *Coccinelle. Chercher la femme*, La Boîte à bulles, 2024.

## Le corps des femmes

**Malgré les avancées du mouvement féministe, je suis étonnée des stéréotypes hyperénervants qui perdurent : je veux parler du corps et de son exposition**

**P**OURQUOI les femmes se sentent-elles encore et toujours obligées de montrer leur corps ? Est-ce indispensable pour être reconnues ? Faut-il absolument se sentir désirées ? Faire bander les mecs ? Nous sommes quand même en 2024...

C'est désastreux pour l'égalité, pour l'avenir, pour les jeunes qui vont reproduire toujours les mêmes stéréotypes : faut être belle, faut être attirante, faut... faut... y'a qu'à voir les concours des Miss, qui existent toujours. En Creuse (oui, marche, là aussi), on montre ses épaules, ses rondeurs, ses élégances. Sur 11 candidates à Miss Creuse 2024, 2 seulement sont habillées de haut en bas !

Quant au Festival de Cannes, là, on montre qu'on a de la poitrine (les seins sont presque visibles !), pendant que les hommes sont en costard...

Ne parlons pas du maquillage et le rouge à lèvres est revenu depuis quelques années.

Jusqu'à quand les femmes se sentiront-elles obligées d'être belles ? On n'a rien d'autre à proposer ?

On appréciera aussi les tenues de cérémonie des femmes pour les JO 2024 (qu'elles n'ont pas choisies). « Pourquoi ils ont coupé les manches des femmes ? », se questionnent de nombreux utilisateurs de X. Certains y voient du sexisme. Pourquoi dévoiler de la peau, uniquement pour les femmes ? « Mince je pensais que c'était une compétition sportive. Pas une démonstration de féminité », ironise une internaute quand un·e autre s'insurge : « Il faut absolument que les femmes soient plus dénudées que les hommes, peu importe comment... »

Solange

## Anti-carcéral

**Podcast de l'émission anticarcérale vauclusienne :**

<<https://www.aioli-radio.org/emissions/infos-reports/vla-la-gamelle-28/>>.

Dans ce 28<sup>e</sup> épisode de « V'la la Gamelle » :

- Le point sur les travaux de la prison d'Entraigues.
  - Les Barzadistes de la ceinture verte d'Avignon nous racontent la vie du lieu.
  - Dans cette émission, on trouvera aussi une lecture d'un texte d'Hugo et on causera des JO qui approchent !
- Les chroniques de la Sellette sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante : <<https://lasellette.org/>>.



# Féminismes et culture de la violence

**Printemps 1945. Retour en France de celles et ceux qui ont survécu aux violences subies dans les camps de concentration où elles et ils ont été envoyés pour avoir participé à des actions de résistance.**

**O**N EN COMPTE 40 760, dont 8 872 femmes, près de 22 % de l'effectif total. Et sur les 1 038 personnes à qui est ensuite décerné le titre de « Compagnon de la Libération », on compte six femmes, six « compagnons » bien que femmes, moins de 1 %. Hommage est avant tout rendu à ceux qui ont combattu armes à la main. Qui ont blessé, tué, fait prisonnier, au risque d'être blessés, tués, faits prisonniers. Ce qui est considéré comme plus héroïque que rédiger, imprimer, distribuer des tracts interdits, passer des messages, héberger des clandestins ou transporter des armes sous le matelas du landau de son enfant, au risque d'être arrêtée, torturée, déportée, tuée. Après la honte de la défaite et de la collaboration, la France a besoin de héros. Les résistantes au bras tatoué ne s'en offusquent pas. Le retour entraîne leur dispersion dans divers milieux sociaux et coins de France, un certain isolement et la perte de la solidarité inébranlable dont elles ont fait preuve à Auschwitz et Ravensbrück. En participant à la Résistance, elles considèrent avoir rempli leur rôle habituel de femmes, compagnes ou complices d'hommes armés. Un rôle secondaire : le patriarcat retrouve sa bonne vieille base, la supériorité des uns sur les unes. Tout est dans l'ordre.

**Le culte de l'homme armé – titres honorifiques, discours, commémorations et monuments commémoratifs – constitue un des éléments de ce qu'on appelle culture de la violence.**

Des polars aux thrillers en passant par les westerns, de la fascination pour les faits divers et tueurs en série aux romans et films de guerres passées, présentes et à venir, imaginaires ou non, monuments aux morts, peintures d'Histoire, tragédies, opéras, bref une partie de notre culture, de ce dont nous sommes imprégnés depuis l'enfance, de la symbolique qui constitue notre imaginaire de façon plus ou moins importante selon qu'on a pris avec elle plus ou moins de distance, met en scène la violence, nous la donne en spectacle, en abreuve nos cerveaux et donc la banalise, tout en créant un stéréotype qui associe la violence à la virilité et en la justifiant quand elle permet d'être celui qui l'emporte sur l'autre, le plus fort, physiquement, mentalement, techniquement, *technologiquement*. Celui ou maintenant celle, car dans les fictions littéraires, cinématographiques et télévisuelles, les héroïnes peuvent, depuis ces dernières décennies, parfois remplacer les héros.

**Quelques exemples parmi pas mal d'autres (quoique finalement pas tant que ça)**

*Une femme d'honneur, Julie Lescaut* et consorts (quoique que le féminin de *consorts* ne soit pas encore accepté par le correcteur d'orthographe) : femmes flics endossant le rôle du classique inspecteur ou commissaire. *Kill Bill* : fille enceinte attaquée et gravement blessée le jour le son mariage se révélant être une redoutable tueuse à gage. *À armes égales* : jeune lieutenant suivant un entraînement militaire drastique afin d'être affectée dans une unité combattante.

Dans le même temps, de plus en plus de femmes intègrent la police et l'armée... Et, en 2003, la photo d'une jeune soldate américaine tenant en laisse un prisonnier couché nu sur le sol fait le tour du monde. Elle est accusée, avec d'autres militaires et agents de la CIA, de violation des droits de l'Homme à l'encontre de prisonniers et prisonnières qui ont été physiquement et sexuellement abusés, torturés, violés, sodomisés. De toute évidence, en ce qui concerne la violence, un féminisme binaire qui cherche à établir l'égalité entre femmes et hommes, en faisant fi de tous les autres rapports de pouvoir, ne fonctionne pas.

Parmi les œuvres qui mettent en scène la violence, il y a des trucs super à lire, regarder ou écouter. Là où ça coince, c'est que cette partie de notre culture est celle qui est instituée, celle sur laquelle s'appuie le pouvoir capitaliste néolibéral et financier, patriarcal, néocolonial, sexiste, raciste, impérialiste, qui règne sur cette planète. Y adhérer aveuglément sans prendre de distance afin de l'analyser, revient à adhérer à l'idéologie dominante. On peut aimer certaines des œuvres qu'elle produit tout en ayant conscience de la façon dont elles valorisent la violence et renforcent les valeurs que le pouvoir défend. Puis, une fois cette distance prise, refuser d'y souscrire. Ou y souscrire.

Celles et ceux qui détiennent le pouvoir, mais pas qu'elles et eux, y souscrivent, et la culture de la violence est, à une échelle mondialisée, mise en pratique sous des formes diverses : guerres, guerres civiles, guerres de gangs, répressions policières, génocides, écocides, féminicides. Échec des négociations entre Russes et Ukrainiens menées en mars 2022, bombardements et opérations militaires. Attaque du Hamas en Israël, bombardements, opérations militaires israéliennes dans la bande de Gaza et risque de généralisation du conflit au Moyen-Orient. Affrontements entre pouvoir militaire et forces paramilitaires au Soudan. Affrontements entre armées ethniques et régime dictatorial en Birmanie. En Lybie, en Syrie et au Yémen, les combats ont momentanément cessé, mais les belligérants n'attendent que la prochaine occasion de s'emparer de plus de territoire ou de plus pouvoir. Ça et là, des milliers de mort-es, de blessés-es, de personnes déplacées, de femmes violées, d'adultes et d'enfants souffrant de malnutrition aiguë. Guerre entre les cartels de la drogue ou contre les cartels de la drogue au Mexique, en Équateur ou en Bolivie. Des mil-



liers de femmes, dont la plupart n'ont rien à voir avec le trafic, sont tuées. Ou violées et tuées.

Il n'y a pas que les êtres humains qui morflent. Tout ce qui les entoure, autres animaux, plantes, air, eau, sol, sous-sol, est atteint en même temps. Les tonnes d'agent orange, déversées par les Américains sur le Vietnam, le Cambodge et le Laos, ont dévasté les forêts, contaminé les eaux, entraîné une perte de la biodiversité et dégradé les terres au point que, cinquante ans plus tard, certaines demeurent stériles. Toutes les guerres ont sur le système du vivant dans son ensemble un impact destructeur. Et il n'y a même pas besoin de guerre pour que les humains exercent leur violence sur ce qui vit ou qui produit de la vie autour d'eux. Avec l'extractivisme et ses mines à ciel ouvert, la déforestation, la bétonisation ou la canalisation des eaux, l'agriculture transnationale intensive s'en charge. Celle du «là où mon tracteur passe l'herbe ne repousse pas, sur ces centaines d'hectares qui m'appartiennent, il n'y aura plus que des céréales». Plus de bleuets, plus de coquelicots, plus de haies, tant pis pour les êtres qui les butinent ou les habitent, du blé à perte de vue. Labours, pesticides, herbicides et compagnie aboutissent à des terres sans vie. Tant pis pour la terre. Ici toute l'eau disponible arroses les céréales. Ou le soja qui nourrira des vaches, nuit et jour enfermées serrées les unes contre les autres. Tant pis pour les milieux aquatiques ou les petites exploitations. Tant pis pour les vaches. Et tant pis pour ceux qui sont gravement blessés lorsqu'ils manifestent contre la création de bassines de rétention d'eaux pluviales.

**3 juin 2015, Argentine.** Manifestations «Ni una menos» (pas une de moins) contre les violences faites aux femmes, et particulièrement contre les féminicides.

**3 juin 2016, Argentine.** Reprise des manifestations. Dans des dizaines de villes, des centaines de milliers de personnes scandent «Ni una menos» et «Vivas nos queremos» (Nous nous voulons vivantes). Organisation de la première grève des femmes.

**Novembre 2019, Chili.** Performance *Un violador en tu camino* (Un violeur sur ton chemin) organisée par le collectif Las Tesis à Valparaíso : les yeux bandés de noir, les manifestantes scandent *Ce n'était pas ma faute/ Ni de celle du lieu/ Ni celle de mes vêtements/ Le violeur c'était toi...* Même slogan, mêmes bandeaux noirs quelques jours plus tard à Santiago du Chili, sur fond d'immense fresque où se lit *No volveremos a la normalidad porque la normalidad era el problema* (Nous ne

reviendrons pas à la normalité car la normalité, c'était le problème).

**Mars 2020, Mexique.** Grève des femmes.

En associant la notion de grève à celle de violences faites aux femmes, les féministes sud-américaines mettent en évidence le lien entre l'oppression sexiste et l'exploitation socio-économique, c'est-à-dire la façon dont le système patriarcal, capitaliste, néocolonialiste, raciste et impérialiste tire profit du travail domestique et de celui des classes sociales les plus défavorisées, qui comprennent un fort pourcentage de femmes, de personnes racisées et de migrant-es.

**Au Guatemala,** face encore une fois aux violences sexuelles et aux féminicides, un féminisme communautaire qui défend «le corps-territoire et le territoire-terre» se développe depuis une vingtaine d'années. Les entreprises extractivistes transnationales, protégées par l'armée, expulsent brutalement les populations autochtones traditionnellement patriarcales et les femmes affrontent non seulement le déplacement et la violence extérieure, mais aussi celle de ceux avec qui elles luttent contre cette néocolonisation. Comme leurs terres, leurs corps sont des territoires à défendre.

Ces mouvements ont des échos un peu partout sur la planète. La performance de Las Tesis a été reprise sur des dizaines de places du monde entier. En 2017, la grève des femmes s'est internationalisée. Comme bien d'autres à travers toute l'Amérique centrale et du Sud, ils indiquent la voie d'un féminisme inclusif et transversal qui s'allie avec les mouvements antiracistes et anti-impérialistes, les luttes écologiques et l'activisme pour les droits des migrant-es et de la classe ouvrière. Ils démontrent l'importance d'une culture de la solidarité face à une culture de la violence qui divise et individualise.

En défendant la non-violence, ils visent à une transformation radicale des modes de pensée et de la société. Rejoignent en cela Angela Davis, pour qui la lutte féministe englobe tous les autres mouvements d'opposition au système dominant, et renouent avec les féminismes marxistes et matérialistes des années 1970.

**Marie-Hélène Dumas**

Lectures :

Caroline Moorehead, *Un train en hiver. Le train des femmes pour Auschwitz*, Cherche Midi, 2014.

Mara Montanaro, *Théories féministes voyageuses*, Divergences, 2023.

Judith Butler, *La Force de la non-violence*, Poche, 2023.

# Le patriarcat se niche aussi dans la bandelette!

**Grâce aux témoignages d'Anne-Laure, Maria et France, participantes de la page Facebook «Bandelettes périnéales France<sup>1</sup>», diffusés lors de l'émission *Remue-ménages féministe*, vous pourrez écouter les femmes victimes de complications multiples à la suite de la pose de bandelettes périnéales et vous y retrouverez tous les méfaits ordinaires du patriarcat, dans toute leur diversité et leur permanence, quel que soit le sujet abordé!**

**V**OUS AVEZ DIT «PISSEUSES»? Ce qualificatif, asséné de façon péjorative aux filles et aux femmes, repose en fait sur des réalités biologiques méconnues: en effet, du fait de la présence dans l'abdomen des organes féminins nécessaires à la reproduction (ovaires, utérus, vagin, etc.), l'espace est plus restreint pour la vessie et celle-ci est plus petite que celle des hommes. Cela provoque donc une envie d'uriner plus fréquente. De plus, les accouchements bouleversent ces mêmes organes et peuvent occasionner des dysfonctionnements du périnée et des pertes urinaires intempestives.

## Deux formes d'incontinence

Selon l'Agence de sécurité du médicament, l'incontinence urinaire à l'effort touche 25 à 40% des femmes et a un réel impact sur la qualité de vie, le sommeil et la vie sexuelle. Elle est caractérisée par une fuite involontaire d'urine qui survient à l'occasion d'un effort tel que toux, rire, éternuement, saut, course, soulèvement de charges ou toute autre activité physique augmentant la pression intra-abdominale.

L'incontinence urinaire par impériosité correspond à des fuites urinaires survenant après un besoin irrésistible d'uriner. Cette impériosité peut être due à des contractions non contrôlées du muscle de la vessie qui entraîne alors des fuites urinaires. La Haute Autorité de santé (HAS) met une fiche à disposition des patientes<sup>2</sup>.

Chez les hommes, l'incontinence urinaire est une conséquence d'un traitement médical ou chirurgical.

## Incontinence urinaire: que faire?

Pour faire face à ces pertes urinaires désagréables, voire invalidantes, plusieurs solutions existent. L'une d'entre elles consiste à poser une bandelette sous-urétrale lors d'une intervention chirurgicale. Actuellement, cette pratique concerne environ 20 000 à 25 000 femmes par an en France.

Les bandelettes sous-urétrales n'ont pas été conçues pour être enlevées. En quelques semaines, elles se greffent aux tissus, aux muscles et parfois aux os. Elles ne créent pas de problème et éliminent l'incontinence urinaire chez la grande majorité des femmes. Mais quand des complications surviennent, le chemin menant au rétablissement peut être semé de douleurs et d'embûches.

Pour la plupart des femmes, à notre connaissance, cette opération offre un résultat satisfaisant, mais pour un nombre non négligeable de patientes (aucune étude n'est faite pour chiffrer les cas de complications), elle présente des complications graves et extrêmement douloureuses: adhérences, nécroses, infections, douleurs chroniques et neuropathiques, perforation des tissus et des organes, lésions nerveuses, dysfonctionnement de la miction et de la défécation, fatigue chronique,

réinterventions qui ne peuvent pas corriger les complications, retrait radical impossible!

Actuellement, la HAS travaille sur la prise en charge des complications de la chirurgie avec prothèse de l'incontinence urinaire d'effort et du prolapsus génital de la femme.

C'est pour dénoncer cette situation que des femmes ont créé, en 2017, une page Facebook «Bandelettes périnéales France». À ce jour, cette page regroupe plus de 1 000 femmes opérées et souffrant de complications. Grâce à ce collectif, ces femmes ont pu échanger et comprendre leur vécu, se soutenir et élaborer des revendications. Lors de la manifestation du 25 novembre 2023, elles ont diffusé un tract intitulé «Arrêtez le massacre avec les implants en polypropylène!».

Elles dénoncent la méconnaissance du fonctionnement du corps des femmes par les soignant-es, l'absence de recherches spécifiques au métabolisme féminin, l'absence d'études sur les bandelettes (pas d'études fiables avant l'autorisation de mise sur le marché). Une campagne d'inspection a été menée chez des fabricants mettant sur le marché ces dispositifs en France, afin de vérifier la conformité des processus de fabrication et des produits. Onze fabricants ont ainsi été inspectés en France et dans le monde entre 2018 et 2019. Des non-conformités réglementaires ont été observées chez plusieurs fabricants. Les opérateurs inspectés se sont donc engagés à mettre en œuvre les actions correctives nécessaires.

Elles s'interrogent quant aux conditions dans lesquelles elles ont été informées: bien souvent, les informations sont lacunaires, les complications possibles sont occultées. Leur consentement a-t-il été vraiment «libre et éclairé»?

Pour le professeur Benoît Peyronnet, du CHU de Rennes, il faudrait envisager la restriction de l'utilisation de ces bandelettes, et même leur interdiction: «Ce sont des bandelettes qui posent des complications graves, compliquées à gérer, et l'ablation complète est particulièrement complexe techniquement parce que la bandelette passe par les trous obturateurs du bassin, très difficiles d'accès<sup>3</sup>».

Les observations collectées par le groupe Facebook dévoilent les dépassements d'honoraires fréquemment pratiqués par les chirurgiens et les anesthésistes...

Quand elles évoquent les douleurs majeures occasionnées par les complications (douleurs violentes à l'aine, «comme un coup de couteau», impossibilité de s'asseoir, brûlures, rapports sexuels douloureux, etc.), elles se confrontent au sentiment de toute-puissance du corps médical, et à leur absence d'écoute de la parole des femmes. Celui-ci leur renvoie mépris («Madame, vous êtes douillette», alors que, justement, c'est l'inverse, les femmes supportent des douleurs incroyables pendant de longs mois!) ou déni: «C'est dans votre tête, Madame!» Parfois, ce sont même des insultes: folle, hystérique...



Actuellement, en France, il est quasiment impossible de pratiquer le retrait total de la bandelette occasionnant des douleurs. Seul un uro-gynécologue des États-Unis, Dionysios Veronikis, est connu pour son savoir-faire en la matière. L'intervention, ainsi que les frais occasionnés par le déplacement coûte entre 20 000 et 24 000 euros, et n'est pas prise en charge par la Sécurité sociale française ni par les mutuelles. Seules quelques femmes ont les moyens d'être soignées !

Cette pratique est interdite dans certains pays, comme l'Écosse et la Nouvelle-Zélande. Au Canada, le gouvernement a reconnu un défaut d'équipement et a accepté de rembourser 155 femmes qui ont dû aller faire retirer leurs bandelettes aux États-Unis.

Aux États-Unis, plus de 100 000 actions en justice ont visé les fabricants de bandelettes. Elles ont révélé que ces implants n'ont jamais été testés à grande échelle sur les êtres humains avant d'être mis sur le marché.

Interrogée, l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) indique que le nombre de « signalements de matériovigilance » déclarés à l'agence « reste faible » : 178 « incidents graves » entre 2017 et 2022, dans la majorité des cas à l'initiative des patientes.

Les patientes, ainsi que les médecins et les fabricants, peuvent déclarer les problèmes rencontrés sur le site de l'ANSM<sup>4</sup>. Celle-ci confirme le passage de ces bandelettes en classe 3 au niveau européen en 2021. Cette classe prévoit bien « des contraintes plus fortes pour les fabricants, avec une documentation technique plus exhaustive qui est revue de façon systématique par les organismes notifiés », mais une « période de transition » leur a été accordée, qui court jusqu'au « 31 décembre 2027 »... La santé des femmes peut donc attendre le bon vouloir des profiteurs !

Au sujet des « écarts à la réglementation » constatés lors des inspections chez les fabricants, l'agence précise qu'ils sont « majeurs », mais pas « critiques », et ne justifient pas une interdiction de commercialisation.

## De plus, ces interventions ne font pas exception aux violences obstétricales et gynécologiques ordinaires que vivent les femmes lors des examens gynécologiques, des accouchements ou des opérations...

En même temps, il n'est pas rare que les proches abandonnent la personne en souffrance, car ils ne savent pas comment l'accompagner ni la soutenir. Cela conduit à un isolement social.

Comme les femmes victimes de violences conjugales, elles se confrontent à la difficulté de porter plainte, que cette plainte soit prise en compte et une enquête instruite. Aujourd'hui, ce sont 79 femmes qui ont déposé plainte contre X. Le premier dépôt date de 2020.

Le parquet de Paris confirme qu'une enquête pour des chefs de tromperie aggravée et blessures involontaires a bien été ouverte le 21 avril 2021 et les investigations confiées à l'Office de lutte contre les atteintes à la santé publique (OCLAESP). Les plaintes sont toujours en cours d'instruction...

Pour éviter le recours à la chirurgie, elles proposent diverses solutions : une éducation de toutes les filles et de toutes les femmes à la connaissance et à l'entretien de leur périnée tout au long de la vie (et aussi de tout leur corps !) ; des toilettes publiques accessibles, nombreuses et gratuites ; des séances de rééducation périnéale régulières et gratuites si nécessaire ; un apprentissage à l'utilisation de pessaires, de boules de geishas ou de sondes électroniques pour renforcer les organes. Si la pose de bandelettes s'avère indispensable, l'utilisation de ban-



delettes aponévrotiques de *fascia lata* (morceau d'un muscle de la patiente), qui ne provoque pas de rejet comme cela se passe avec les implants en polypropylène.

Enfin, elles organisent une riposte féministe par la solidarité et la lutte.

## Elles ont créé une association : « Balance ta bandelette », ouverte à tou-tes et gratuite.

Les objectifs de l'association sont de lutter contre la pose de ces implants en polypropylène qui gâchent la vie de milliers de femmes (potentiellement 25 000 femmes en souffrance) et d'hommes. Elles revendiquent notamment : l'arrêt des bandelettes périnéales en polypropylène, chirurgie invasive qui profite surtout aux chirurgiens ; la prise en charge des frais occasionnés par le retrait des bandelettes ; la création de centres experts pour la recherche sur l'incontinence et ses complications. Par le biais de cette association, elles auront plus de poids devant les instances médicales, politiques, judiciaires et médiatiques<sup>5</sup>.

Parlez-en autour de vous ! N'hésitez pas à contacter les militantes si vous ou l'un-e de vos proches est concerné-e et à les soutenir !

**Élisabeth Gigant-Claude**

Co-animatrice de l'émission *Remue-ménages féministe* sur Radio libertaire 89,4 MHz, le mardi de 12 h 30 à 14 h 30 et sur Internet <<http://media.radio-libertaire.org:8080/radiolib.mp3>>.

À podcaster : <<https://remuemeningesfeministe.blogspot.com>>.

1. <[https://www.facebook.com/bandelettes.perineales/?locale=fr\\_FR](https://www.facebook.com/bandelettes.perineales/?locale=fr_FR)>. Sur Radio libertaire le 23 janvier 2024 (et à retrouver sur le blog [remuemeningesfeministe.blogspot.com](https://remuemeningesfeministe.blogspot.com)).

2. [https://sante.gouv.fr/IMG/pdf/ficheinfopatiente\\_incontinence\\_urinaire\\_d\\_effort.pdf](https://sante.gouv.fr/IMG/pdf/ficheinfopatiente_incontinence_urinaire_d_effort.pdf)

3. <<https://www.francebleu.fr/infos/sante-sciences/rouen-traitee-par-bandelette-trans-obturatrice-contre-les-fuites-urinaires-cette-normande-a-vecu-un-enfer-3958038>>.

4. <<https://ansm.sante.fr/dossiers-thematiques/surveillance-des-bandelettes-sous-uretrales-et-implants-de-renfort-pelvien/les-actions-de-surveillance-menees-par-lansm>>.

5. Pour en savoir plus : <<https://balancetabandelette.fr>>.

Pour adhérer : <<https://www.helloasso.com/associations/balance-ta-bandelette/adhesions/bulletin-d-adhesion-a-l-association-balance-ta-bandelette>>.

Voir aussi le site du journal : *casse-roles.revolublog.com*, « Retrouver sa dignité à 82 ans », *Casse-rôles*, n° 5, p. 20-21.

# «Derrière chaque grand homme se cache une femme.»

**On ne sait pas trop à qui attribuer ce proverbe – Talleyrand peut-être, ou la sagesse africaine ? – tant il a été repris et décliné mille fois... sauf que cette femme, ces femmes – épouses ou maîtresses – eh bien ! on n'en a peu parlé et on n'en parle toujours bien peu. On sait, au détour d'une réflexion, d'une phrase, d'un témoignage, que nombre d'entre elles ont apporté leur aide, à leur époux : relecture, corrections, idées... et parfois plus.**

**M**AGAZINE LIBERTAIRE OBLIGE (et féministe), rêvons un moment : le grand homme enfle un tablier, se met à la cuisine, à la lessive, ou surveille le personnel qui accomplit ces tâches ; il mouche les gosses et corrige leurs devoirs, reçoit à souper les ami-es de son épouse, la soutient et l'encourage dans ses œuvres... Le monde en aurait peut-être été changé... enfin au moins un peu.

J'ai envie d'évoquer ce jour une inconnue portant le nom de son illustre époux (et prince russe), comme cela se faisait même en milieu anar, révolutionnaire et comme cela se fait encore : Sophie Kropotkine.

Les débuts de la vie de Sofia sont flous : née Sophia Grigorievna Ananiev-Rabinovich à Kiev en 1856 ou 1857 ? (lignée juive et famille aisée, père exploitant minier), elle reçoit une bonne éducation et, en conflit avec sa famille, elle l'abandonne alors qu'elle a 17 ou 18 ans. Elle quitte la Russie où l'Université est fermée aux étudiants antitsaristes, et s'installe à Berne, en Suisse, où elle reprend des études scientifiques.

La Suisse est alors le pays d'accueil de nombreux militant-es révolutionnaires exilé-es. C'est là qu'elle rencontre et épouse Pierre Kropotkine en 1878. Il est alors en charge du journal libertaire *Le Révolté*, et il semble que son rôle soit important puisqu'il écrira dans ses *Mémoires* : « *C'est là, qu'aidé de ma femme, avec laquelle je discutais toujours chaque événement et*

*chaque projet d'article avant de l'écrire, je produisais ce que j'ai écrit de meilleur pour Le Révolté.* » Rare allusion à son épouse, dont il ne donne même pas le prénom.

Quand Pierre est expulsé de Suisse, le couple s'installe à Thonon. Elle partage alors sa vie entre ses occupations ménagères, ses études en Suisse et les soins à son frère malade qui vit avec elle.

C'est à la fin de 1882 que l'on commence à parler d'elle dans la presse, et c'est grâce aux articles de journaux que sa vie et son action sont alors connues.

En décembre, un vaste coup de filet est opéré dans le milieu anarchiste de Lyon et la police française veut y mêler Kropotkine. Le couple est surveillé, suivi. Sophie est arrêtée le 15 décembre 1882 en gare de Thonon, et subit une fouille au corps, puis son domicile est violemment perquisitionné. Son frère meurt quelques jours après. La presse de gauche se fait largement l'écho de ces événements et le nom de Sophie apparaît alors en public. Bientôt toute la presse parle de la « princesse Kropotkine ».

Pierre est arrêté et impliqué dans le « procès des 66 », qui s'ouvre le 9 janvier 1883 à Lyon : les 66 prévenus sont accusés d'être affiliés à l'Association internationale des travailleurs (AIT), interdite, ou d'y avoir des fonctions dirigeantes. Pierre, accusé d'avoir organisé l'agitation anarchiste, est condamné à cinq ans de prison et dix ans de résidence surveillée. Sophie se retrouve seule, que la presse désigne alors sous le titre de « princesse esseulée ».

Pierre en prison, elle occupe alors le devant de la scène militante et médiatique. Elle va loger à Lyon entre hôtels et chambres garnies : son modeste logement devient le centre de l'aide à son mari emprisonné. Elle y reçoit des ami-es et sympathisant-es (comme Élisée Reclus, les épouses de certains des militants emprisonnés, des ami-es exilé-es russes et même Louise Michel de passage pour un meeting). Elle récolte des dons, prépare et envoie des colis pour les détenus. Elle est très surveillée par la police et ceux qui la renseignent, et assiégée par la presse qui voudrait des informations. Elle participe alors à des réunions politiques et d'entraide (répartition des secours pour les familles des prisonniers). Elle accompagne Louise Michel, les 18 janvier 1883 et le 19, juste après la fin du procès, et intervient au cours de deux meetings durant lesquels elle est tantôt applaudie, tantôt chahutée.

À cette époque, seul *Le Figaro* obtient une interview. Elle y est présentée sous des traits peu favorables, surtout physiquement : elle ne ressemble en rien à ce qu'une princesse slave devrait être pour ce journal.

C'est durant le procès – où journalistes et dessinateurs de presse (qui font son portrait) sont nombreux – qu'elle acquiert une stature publique : elle tente plusieurs fois de perturber le déroulement des séances. La presse en général retranscrit ses interventions d'une plume masculiniste qui, au XIX<sup>e</sup> siècle est alors « normale », surtout lorsqu'il s'agit d'évoquer des femmes qui ne restent pas « à leur place » (suffragettes, révolutionnaires, etc.).



Début 1983, elle est à Paris pour intervenir auprès de députés afin d'obtenir un adoucissement de la peine pour son mari. Celui-ci et certains de ses codétenus sont transférés à la prison de Clairvaux, dans l'Aude.

Commence alors pour Sophie une vie épuisante : elle vit à Paris, y poursuit ses études jamais abandonnées (doctorat ès sciences à la faculté de Médecine que, d'après certaines sources, elle soutiendra en 1884) et fait souvent le voyage à Clairvaux.

Début 1884, elle s'y installe, car l'état de santé de son mari s'est dégradé. Elle obtient quelques privilèges du directeur de la prison, comme de pouvoir rencontrer son mari dans un jardin, en privé, ce dont la presse se fait l'écho.

En janvier 1896, la grâce présidentielle est prononcée pour Pierre Kropotkine. Sophie publie alors, sous forme de feuilleton, son expérience de vie à Clairvaux dans le journal *L'Intransigeant*. En février, le couple est à Paris où Pierre donne une conférence salle Lévis. Ce sera la dernière mention du nom de Sophie dans la presse française.

Le couple s'installe à Londres. En 1887, un enfant naît, Alexandra, dont Sophie s'occupe. La famille vit en banlieue de Londres ; Sophie, en dehors de son ménage, est active socialement : elle donne des cours de biologie et physiologie végétale aux femmes de son quartier. Elle rédige et traduit des textes scientifiques et écrit plusieurs textes sur la Russie, dont un sur la place de femmes en Russie. Elle participe avec son mari au groupe Freedom, à Londres, qui écrit des articles dans le journal individualiste *The Anarchist*. De temps en temps, elle apparaît publiquement. En 1908 : signature d'une protestation

contre la condamnation en Italie, d'Errico Malatesta (information relayée par la presse française) ; à Londres, elle prend la parole en public lors de manifestations autour de la révolution de 1905.

Ensuite, Sophie ne reparait sur le devant de la scène journalistique que vers la fin de sa vie, où la famille retourne en Russie alors sous régime bolchevique. Restrictions, rationnements et conflits avec la Tcheka (la police politique) rythment une vie d'opposants à la rime léniniste. Le couple reçoit la visite d'anarchistes du monde entier, comme Emma Goldman.

Quand Pierre meurt, elle prononce un discours remarquable et remarqué sur sa tombe (réunion autorisée, où des centaines de personnes sont présentes), puis prend la tête d'un Comité pour la mémoire de Kropotkine, qui se charge de réunir documents écrits et travaux de son époux. Elle ouvre une sorte de musée chez elle, dans sa maison, qui constituera un pôle autonome et anarchiste exceptionnel dans l'Urss de cette époque. Il sera fermé après sa mort (en 1938 ?) par les autorités soviétiques.

Sophie Kropotkine a longtemps « disparu des écrans », elle est restée, comme de nombreuses épouses, dans l'ombre de son grand homme. Depuis, quelques recherches l'ont un peu faite revenir à la lumière à travers les articles que la presse lui avait consacré.

C. B.

– Quentin Arifon, *Traces d'une anarchiste. Sophia Kropotkine dans la presse française*, Retronews.fr, 2024.

Quentin Arifon, Pierre et Sophie Kropotkine. Vies réprimées sous la Troisième République (1881-1905), mémoire de M2 soutenu le 5 juillet 2022 à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne, sous la direction d'Éric Fournier.

## —?—?—?—?— « Désordres » —?—?—?—?—

CE FILM raconte l'histoire de Joséphine, ouvrière dans une horlogerie suisse et mêlée à un mouvement local d'ouvriers anarchistes. La jeune fille rencontre Pierre Kropotkine, qui restera marqué par son séjour parmi les horlogers suisses, et écrira dans les *Mémoires d'un révolutionnaire*, en 1877

« L'indépendance de pensée et d'expression que j'ai rencontrée dans le Jura suisse m'interpella et, après quelques semaines passées auprès des horlogers, mon opinion au sujet du socialisme était certaine : j'étais un anarchiste. »

Le réalisateur, Cyril Schäublin, présente ainsi son film dans la notice qui accompagne le DVD :

« Le film prend place dans les années 1870 et restitue, à partir de faits historiques, ce moment où la vallée de Saint-Imier, au nord-ouest de la Suisse, devient l'épicentre d'un mouvement anarchiste en expansion. C'est aussi la rencontre entre Joséphine, qui fabrique des balanciers d'horlogerie, et Pierre Kropotkine. Ce dernier est inspiré par le véritable Pierre Kropotkine (1842-1921), dont les *Mémoires d'un révolutionnaire*, racontant son séjour anarchiste en Suisse, a été une ressource fondamentale à l'écriture du scénario. La rencontre entre Joséphine et Pierre a lieu à

une époque de grands bouleversements technologiques, dans la mesure du temps, mais aussi avec la photographie et le télégraphe, qui ont transformé l'ordre social et amené le discours anarchiste à s'opposer à un nationalisme grandissant. En rejouant certains moments de l'Histoire, je cherche à remettre en perspective la construction de ce qui deviendra notre présent dont nous faisons l'expérience ensemble. »

La caméra filme au plus près les gestes minutieux et répétitifs des ouvrières, confrontées à l'augmentation des cadences et aux patrons des fabriques, ne pensant qu'à l'optimisation du temps de travail. Pour augmenter leurs profits, il leur faut supprimer les moments improductifs en imposant l'interdiction de perdre son temps : interdit de parcourir les ateliers, de chanter, de lire des cartes postales, de boire de l'alcool au travail. À ces mesures disciplinaires, les ouvrières opposent une résistance en ralentissant leurs gestes. Mais si le capitalisme reste l'ordre dominant, l'espoir d'un nouvel ordre s'installe : la Commune s'est terminée dans un bain de sang, mais les idéaux d'égalité salariale entre hommes et femmes, de redistribution des richesses parmi le peuple résistent dans les têtes.

Le film n'est pas une biographie de Kropotkine : le personnage célèbre occupe la place centrale, il domine, ce qui, pour les anarchistes, est une contradiction dans les termes. Ici, il n'est pas l'objet de l'attention, c'est lui qui prête attention, il voit les anarchistes de la Fédération jurassienne qui vient juste de naître refuser de prêter allégeance à la nation, il écoute un chœur d'ouvrières chanter la fraternité prolétaire internationale. À Joséphine, la prolétaire, le prince russe n'a rien à apprendre, mais à apprendre d'elle que s'organiser autrement est possible.

Les principes et les pratiques des ouvriers-es anarchistes du Jura Suisse – l'autogestion, la propagande par le fait, l'action directe, la désobéissance civile – sont toujours présents aujourd'hui dans la culture politique, même s'ils revêtent de nouvelles formes. L'expérience des horlogers-es anarchistes marque toujours notre présent.

Sagna

Cyril Schäublin, *Désordres*, 2022 (film suisse qui existe aussi en DVD).

Sources : Livret d'accompagnement du DVD *Désordres*, rédigé par le réalisateur, Francis Bégaudeau et le Dr Florian Eitel, auteur du livre *Le Vallon horloger et ses anarchistes*, Bienne, Intervalles, 2022.



# Louise Michel

Texte : Anarlivres.org & Dessins : OLT - (CC BY-NC-SA)



Fille d'une servante et certainement du fils des châtelains chez qui sa mère travaille, Louise Michel naît au château de Vroncourt (Haute-Marne). Elle grandit auprès de sa mère, choyée par « ses grands-parents », recevant une éducation libérale et une bonne instruction.



En 1852, elle obtient le diplôme nécessaire pour devenir institutrice et ouvre une école libre. Après quelques années d'enseignement en Haute-Marne, Louise Michel décide de s'installer à Paris où elle trouve un emploi d'institutrice dans un pensionnat.



En 1865, elle vend ses biens pour acheter un externat dans le XVIII<sup>e</sup> arr. Elle y enseigne, tout en ayant des activités charitables.



À partir de 1869, elle suit les cours d'instruction populaire organisés par les républicains et c'est ainsi que débute son engagement politique et militant. Dans Paris assiégé (septembre 1870), Louise Michel fréquente le comité républicain de vigilance du XVIII<sup>e</sup> arr. Elle participe, jusqu'à la fin, à toutes les actions de la Commune.



Incarcérée à Versailles, Louise Michel se montre très digne et courageuse pendant son procès au cours duquel elle est condamnée à la déportation dans une enceinte fortifiée. Après deux ans de prison et quatre mois de bateau, Louise Michel arrive sur les côtes de la Nouvelle-Calédonie en décembre 1873.







Louise Michel est émerveillée par la beauté de cette terre d'exil et s'intéresse immédiatement à la culture et aux mœurs des Canaques, les soutenant lors de leur révolte en 1878.



Après cinq ans de détention, elle peut s'installer à Nouméa où elle reprend ses activités d'institutrice.  
En 1980, l'amnistie générale lui permet de rentrer en France.



Famine... et arrestation de douze mille républicains, socialistes et anarchistes en Italie. — Le peuple espagnol trompé, enorgueilli et poussé à une guerre nationale par les dirigeants. — Dr. Montjuich à Cuba — Duprécé du Suffrage Universel — Le pain cher.

# MEETING PUBLIC

SALLE DE L'HARMONIE, 54, rue d'Angoulême

**Samedi 11 juin, à 8 h, 1/2 du soir**

APRÈS LE DISCOURS DE

## LOUISE MICHEL

LEVAND; TAILLEADE, CHASSE MALATO

Les participants au 1<sup>er</sup> Congrès, après des disputes, passent la soirée à la comédie. Les étudiants parisiens se rendent à spectacle, qui vendra 100 fr. sans compter le voyage. Les étudiants universitaires affirment à propos d'espérance. Les uns de la France et autres. Les autres de l'étranger et de l'étranger. Les uns de la France et autres.

Les étudiants universitaires de la France et autres. Les autres de l'étranger et de l'étranger. Les uns de la France et autres.

LES ORGANISATEURS

ENTRÉE: 0 fr. 50 (volontaire)

LES BILLETTS SONT EN VENTE

Place de la République, 100, PARIS (10<sup>e</sup>)



Jusqu'à sa mort, Louise sera, pendant vingt-cinq ans, une militante infatigable. Elle parcourt la France, l'Angleterre, la Hollande et la Belgique pour donner des milliers de conférences, entrecoupées de périodes d'emprisonnement.



En janvier 1888, au cours d'une réunion publique au Havre, un homme tente de l'assassiner en tirant deux coups de revolver. Elle est touchée à la tempe et les médecins ne pourront jamais retirer la balle qui reste logée près de son cerveau.



Au cours d'une tournée de conférences dans les Alpes, elle prend froid et décède de pneumonie à Marseille le 9 janvier 1905. Son corps est ramené à Paris et, le 22 janvier 1905, une foule immense suit son cercueil dans les rues jusqu'au cimetière de Levallois-Perret.

## Bâillonner les humoristes

**Elle avait dit récemment: « Nous ne sommes pas battus comme ça pour nous retrouver au point moins que zéro, plus bas que là où nous nous trouvions sous Ben Ali. »**

**S**ONIA DAHMANI est une avocate tunisienne militante des droits humains, avocate et accessoirement chroniqueuse pour la télévision, « connue des Tunisiens pour son usage de la satire et du sarcasme » (RFI, 12 mai).

Cette humoriste, visée par la censure, est une version féminine de Guillaume Meurice, mais son humour pourrait bien la conduire en taule!

Sur un plateau de télévision, l'avocate, à propos des migrants subsahariens cherchant à s'installer en Tunisie, avait ironisé en lançant « *De quel pays extraordinaire parle-t-on?* ». Sentant venir le couperet, elle s'était réfugiée dans la Maison de l'avocat à Tunis, lieu jusqu'alors inviolable par le pouvoir exécutif. Mais alors qu'elle était interviewée par la chaîne de télévision France 24, elle s'est fait arrêter *manu militari* par les forces de sécurité tunisiennes. Depuis, elle fait l'objet d'une enquête pour « *diffusion de fausses informations dans le but de porter atteinte à la sécurité publique et incitation à un discours de haine* ».

En dépit de la vidéo qui a circulé sur les médias internationaux et des manifestations de soutien de la population, elle risque la prison.

En septembre 2022, Kaïs Saïed, qui dirige actuellement la Tunisie, promulguait le décret-loi 54 qui, à ce jour, a permis d'arrêter 60 personnes, avocats, journalistes opposants au président – qui s'est octroyé, en juillet 2021, les pleins pouvoirs. Rappelons que, non content de faire taire les humoristes, le président avait encouragé les attaques de la



population contre les migrants: « *La Tunisie ne sera pas une terre pour implanter ces gens-là.* »

En ce qui concerne Guillaume Meurice, humoriste sur France Inter et chroniqueur impertinent, et bien que l'affaire ait fait le buzz dans les médias, certain-es ignorent peut-être que, suite à une plaisanterie sur Nétanyahou, le qualifiant de « *nazi sans prépuce* », le chroniqueur a fait l'objet de poursuites judiciaires et a reçu une lettre de France Inter lui notifiant la rupture anticipée de son contrat « pour faute grave »...

A. N.

**U**NE PREMIÈRE EN FRANCE: un musée entièrement dédié aux femmes artistes a ouvert ses portes le 21 juin à Mougins (Alpes-Maritimes), dans l'arrière-pays de Cannes.

C'est l'œuvre d'un collectionneur d'art, Christian Levett (né en 1970), qui a décidé de transformer le musée qu'il avait créé – le Musée d'art classique de Mougins (MACM) – en Femmes artistes du musée de Mougins (FAMM).

Sur quatre étages, le musée exposera des créations variées: peintures, sculptures, photographies, etc. En tout, une centaine d'œuvres réalisées par plus de 80 artistes femmes du monde entier, qui ont marqué l'histoire de l'art du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours, ainsi que de nombreuses artistes émergentes de premier plan.

Toutes ces œuvres font partie de la collection de Christian Levett (il possède environ 2 000 pièces!). Elles seront changées régulièrement et accompagnées d'expositions temporaires.

C. B.

## Un musée au féminin





# Zitkála-Šá, l'Oiseau rouge

**Ce serait les éléments du début d'une première autobiographie d'une femme autochtone d'Amérique du Nord. Zitkála-Šá (1876-1938) est née dans une réserve dakota au bord du Missouri.**

**L** FAUT DIRE QUE VIVAIT LÀ un peuple vaincu militairement qui entamait une période d'assimilation, peuple qui survivait de la cueillette de baies, de plantes et de racines, mais aussi de rations et d'annuités octroyées par le gouvernement fédéral. On est loin des tribus des collines de la Zomia<sup>1</sup> qui pratiquaient la fuite vers des zones de refuge.

## Petite enfance

Matin, midi et soir, la mère de Zitkála-Šá faisait le chemin de son wigwam usé jusqu'à la rivière boueuse pour l'usage de la journée. L'enfant interrompait alors ses jeux pour courir aux côtés de cette femme, que sa fille trouvait toujours triste, car chargée des deuils encore récents des membres de sa famille massacrés par les Blancs.

*Ma mère, ne prie plus ! Le Grand Esprit se fiche de savoir si nous sommes vivantes ou mortes ! Ne lui demandons pas le bien ou la justice : ainsi, nous ne serons pas déçues !* (p. 105)

En dépit des circonstances, Zitkála-Šá se décrit comme heureuse et un peu sauvage dans sa famille élargie. « Habillée d'une ample tunique en peau de daim, des mocassins souples à "ses pieds légers" », elle jouait à courir après son ombre dans les collines, elle apprenait les travaux de perles et d'épines de porc-épic, elle écoutait le soir autour du feu les histoires d'Iktomi, un esprit farceur de la mythologie de son peuple. Si sa maman lui avait enseigné sa propre dignité, c'est en même temps que le profond respect de la liberté des autres.

## Éducation scolaire

La situation changea du tout au tout avec l'arrivée de missionnaires qui recrutaient des élèves. Dès les années 1870, l'éducation devient un des piliers de la politique d'incorporation et de soumission des peuples mis en déroute par les États-Unis ; les parents qui rechignaient se voyaient privés d'aides. Cependant, à 8 ans, Zitkála-Šá convainc sa mère réticente de la laisser partir étudier.

*Les Visages-Pâles nous ont volé nos terres, ils ont envers nous une dette immense qu'ils commencent à rembourser tardivement en offrant à nos enfants une éducation.*

Elle fera alors la dure expérience de la discipline sévère des éducateurs quakers : se lever ou s'asseoir au commandement, de n'avoir pas le droit de jouer dans la neige.

*Il était presque impossible d'échapper à la routine d'acier qui s'enclenchait une fois que la machine à civiliser nous avait appelés.*

On la fera sauter en l'air comme un jouet, on lui coupera les cheveux – dans son peuple, les cheveux courts étaient réservés au deuil – ; on changera ses souples mocassins contre des chaussures rigides ; on lui donnera un autre nom : Gertrude Simmons Bonnin ; on lui montrera dans un livre le portrait du Diable qui punit les petites filles désobéissantes, image qui lui donnera des cauchemars ; au réveil, pour se venger, elle grattera la page jusqu'à la mettre en lambeaux.

Oui, Zitkála-Šá se rebelle :

*L'endurance merveilleuse que j'avais reçue en héritage me permettait de plier sans rompre.*

*Pour les écritures des Blancs, j'avais abjuré ma foi en le Grand Esprit. Pour elles encore, j'avais oublié la guérison puisée dans les arbres et les ruisseaux. [...]*

*Comme un arbre gracile, on m'avait déracinée de ma mère, de la nature et de Dieu ; on avait coupé mes branches, agitées de mouvements d'amour et d'amitié envers ma famille et les miens. On m'avait écorcée jusqu'au cœur, me dépouillant de mon enveloppe organique, protection de ma nature trop sensible.* (p. III)

Sa soif d'apprendre, cependant, lui fait continuer ses études d'institut en université, puis elle se lancera dans l'écriture et le militantisme avec la Société des Indiens d'Amérique.

Avec le temps, elle fera partie de cette élite autochtone, qualifiée maintenant d'Amérindienne, qui luttera, d'une part, pour l'égalité des droits dans l'intégration, d'autre part, pour les droits collectifs des tribus.

Il serait intéressant d'avoir un panorama des différentes tribus indiennes qui ont conjugué tout à la fois une certaine intégration tout en conservant leurs caractères de peuples premiers.

## Paganisme

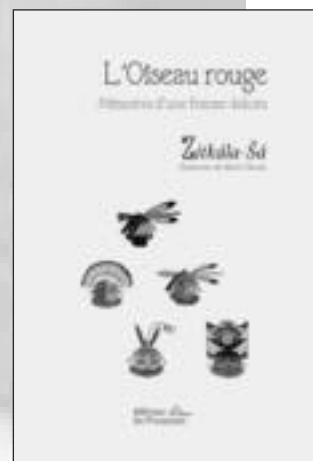
Il nous paraît que toute sa révolte est bien dite et résumée dans les dernières lignes de ce court ouvrage :

*Moi, toute petite enfant faisant mes premiers pas dans un monde merveilleux, je préfère à leurs dogmes mes excursions dans les jardins de la nature où la voix du Grand Esprit se fait entendre dans les pépiements d'oiseaux, le clapotis des eaux puissantes et l'air vibrant exhalé par les fleurs. Si c'est là le paganisme, alors en cet instant, du moins, je suis païenne.*

André Bernard

Zitkála-Šá, *L'Oiseau rouge. Mémoires d'une femme dakota*, Les Prouesses, 2024.

1. Zomia : désigne une large partie des territoires du sud-est asiatique dont les habitants refusent l'autorité des États auxquels cet espace appartient.



## Le long voyage des sœurs Lakotas, un roman Jeunesse et bien plus que ça.

**Le long voyage, imaginé et écrit par Benoît Séverac, auteur toulousain, nous entraîne de la réserve indienne de Pine Ridge, en Dakota du sud – chômage, pauvreté, alcoolisme, maladies, etc. – jusqu'en Californie, l'État de tous les possibles du « rêve américain ».**



**D**EUX MILLE KILOMÈTRES que l'on parcourt avec trois sœurs : Barefoot, 16 ans, jolie mais encombrée d'un pied bot, Santee et Ray, 10 et 6 ans. Elles ont une mère aimante, fantasque et alcoolique, qui se retrouve en prison pour un an, pour conduite en état d'ivresse et en récidive. Et avec ça, on ne plaisante pas aux États-Unis. Foyer, puis familles d'accueil (donc séparation) les attendent.

Barefoot peut tout accepter de la vie misérable qu'elles mènent, sauf la séparation d'avec ses sœurs, la perte des liens familiaux. Alors germe l'idée folle : s'enfuir ensemble, loin, vers cet Eldorado qu'est la Californie, où on peut travailler sans montrer ses papiers (il y a tant de clandestins là-bas), s'y cacher un an et revenir quand leur mère sortira de prison.

La vieille guimbarde qui traîne devant la maison, pas de permis et seulement quelques dollars pour survivre... et le grand voyage commence. De dangers évités en rencontres chaleureuses, de moments tragiques en journées de joie, les trois sœurs finissent par arriver en Californie. Le projet tournera court finalement. Mais tout ne finira pas si mal.

Ce roman est bien plus qu'un *road movie*, comme on dit. Il évoque sans fard la vie dans une réserve indienne, ces territoires abandonnés du fameux rêve américain, où règnent chômage, drogue, agressions sexuelles, violences, souvent intrafamiliales et absence d'avenir pour les jeunes.

En dehors des réserves, sévissent aussi souvent le racisme et la violence ; mais le monde des Blancs, ce n'est pas que cela.

Barefoot et ses sœurs découvrent aussi la solidarité, l'entraide,

l'amitié, des relations humaines fortes qui vont permettre à la jeune fille de dépasser sa condition de *native american*, et les peurs qui vont avec, de rester fidèle à ses racines autochtones, tout en devenant citoyenne de son pays.

Ce n'est pas un hasard si l'auteur choisit de faire débiter son histoire dans cette réserve du Dakota du sud. C'est un endroit marqué par l'Histoire pour le peuple Lakota : du massacre de Wounded Knee, en 1890, à la révolte de Pine Ridge, en 1978 (Leonard Peltier, un des meneurs de l'American Indian Movement, est en prison à vie), en passant par la lutte contre l'exploitation d'une mine d'uranium dans les années 1980-1990, le peuple Lakota (appelé aussi Sioux) n'en finit pas de résister, de dire son droit à exister.

Que ce soit dans des mouvements collectifs ou, comme ici, dans le désir d'une jeune fille de pouvoir vivre libre, de trouver sa place et de décider de ce que sera son avenir... qui ne sera pas dicté par ce que le monde blanc nord américain a décidé pour elle et les siens.



**C. B.**

Benoît Séverac, *Les Sœurs Lakotas*, Syros, 2023.

## Rokia Traoré, à l'intersection des discriminations

**E**N 2020, et malgré son passeport diplomatique, elle avait été arrêtée par les autorités françaises lors de son escale à Paris, alors qu'elle se rendait à la convocation au tribunal en Belgique. On l'avait envoyée croupir comme un vulgaire trafiquant de drogue, en pleine épidémie de Covid, à Fleury-Mérogis. Cette incarcération l'avait empêchée de se présenter devant la justice belge et lui avait fait perdre, de fait, son droit d'appel. Ayant entamé une grève de la faim, Rokia avait été remise en liberté sous contrôle judiciaire, ce qui lui avait permis de s'enfuir au Mali rejoindre ses deux enfants.

En ce qui concerne les accusations d'attouchements sexuels de sa fille, raison de son refus de la rendre à son père, la justice belge a classé sans suite, la justice française doit être encore en train de se tâter, la justice malienne a accordé le droit de garde à la mère.

Le mandat d'arrêt international court toujours, particulièrement infamant. Si on en croit la Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles (Ciivise), les plaintes pour inceste ne sont déposées que dans 12% des cas, et les procès n'aboutissent à des condamnations que dans un cas sur dix.

On connaît maintenant l'ampleur des violences sexuelles sur mineur-es, mais le déni reste massif dans les institutions judiciaires et la police. Il est compliqué d'admettre qu'un pareil nombre de bons pères de famille, oncles, beaux-pères, cousins, frères, curés, entraîneurs sportifs et amis des parents, piliers de la société (dans 97% des cas l'agresseur est un homme), soient des abuseurs d'enfants. Tandis qu'admettre que les mères soient manipulatrices, menteuses, malveillantes et névrosées, et que les enfants fabulent, ça coule de source, bien que les faits soient têtus: les faux témoignages sont extrêmement rares.

Selon le rapport de Salla et Trocmé datant de 2005, «sur un échantillon de 7 672 dossiers de maltraitance sur enfants, le parent ayant la garde de l'enfant (la mère le plus souvent) n'est l'auteur que de 7% des dénonciations, d'une part, et ne commet une dénonciation intentionnellement fausse que dans 2% des cas, d'autre part, soit 12 cas sur l'ensemble des dossiers de maltraitance». Quant aux enfants, c'est pareil, il est rarissime qu'ils inventent des abus sexuels, surtout quand ils sont tout-petits et ne savent pas nommer les choses, mais arrivent à les décrire.

Bilan des courses, Rokia Traoré, qui déployait depuis la fin des années 1990 une splendide carrière internationale jalonnée de prix prestigieux, très engagée sur la défense des réfugiés, ambassadrice du Haut-commissariat pour les réfugiés pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, a été abattue en plein vol par un membre éminent de la bourgeoisie flamande, Jan Goossens pour ne pas le nommer, le père de son enfant. Jan Goossens, directeur artistique, ayant littéralement anéanti une grande musicienne africaine, se pose en amateur de musique africaine. Bien qu'il n'ait

**L'immense chanteuse franco-malienne, actuellement incarcérée en Italie et dont il est impossible d'avoir des nouvelles, est passée devant la Justice mercredi 3 juillet. Si elle a été condamnée par défaut en Belgique à deux ans de prison pour «non-présentation d'enfant», en octobre 2023, le mandat d'arrêt européen (qui a brisé sa carrière internationale) parle, lui, «d'enlèvement, séquestration et prise d'otage».**

**Il fallait bien ça pour procéder à l'arrestation de la chanteuse dès qu'elle mettrait le pied sur le sol européen.**



jamais, selon ses propres dires, assuré l'entretien de la petite, bien que Rokia Traoré, il le reconnaît de bonne grâce, ait toujours payé les billets d'avion, la Justice européenne reconnaît les siens, et elle est plus portée à écouter les pères que les mères, les Blancs que les Noires, les pères que les enfants. Dès qu'elle l'a interrogé sur le témoignage de la petite, c'est lui qui a saisi la Justice belge.

On se prend à chantonner *Dounia*, et on espère que Rokia Traoré se sortira de ce borbier, protégera la petite si nécessaire, et qu'elle pourra reprendre sa carrière.

L. B.



## PROCHAIN DOSSIER

# Les lieux de solidarité



Chercher au plus près des territoires éloignés du buzz médiatique, celles (et ceux) qui s'organisent pour rendre le quotidien plus vivable, créent des formes de solidarité contre l'absence de services publics et inventent des solutions locales dont on parle peu.

## sommaire

## CASSE-RÔLES

|                                                                                    |       |
|------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| Édito .....                                                                        | 2     |
| JO. Le revers de la médaille .....                                                 | 3     |
| Géopolitique ministérielle .....                                                   | 4     |
| Contre les massacres à Gaza .....                                                  | 5     |
| Site <depossession.org>, écouter Pierre<br>Sambul / Film <i>Yallah Gaza</i> .....  | 6     |
| Faire front pour nos libertés /<br>Troubles à l'ordre public 2024 .....            | 7     |
| Universalisme vs intersectionnalité. ....                                          | 8-9   |
| Féministes ! Luites de femmes, lutte de<br>classes / Pornographie « féministe » .. | 10-11 |
| Éloge de Catherine Malabou .....                                                   | 12-13 |
| TERF ou pas TERF ? .....                                                           | 14    |
| À nos abonné-es/Bulletin d'abonnement ..                                           | 15    |
| Rencontre du collectif Casse-rôles .....                                           | 16    |

**DOSSIER ..... 17-41**

|                                                                             |       |
|-----------------------------------------------------------------------------|-------|
| <i>Cholitas</i> , le stigmate inversé .....                                 | 42    |
| Nouvelles femmes de droite /<br>« Petites mains » / Peine de mort abolie .. | 43    |
| Du nouveau au Mexique / Profiteurs ...                                      | 44-45 |
| Carcan identitaire /<br>Le corps des femmes .....                           | 46-47 |
| Féminismes et culture de la violence ..                                     | 48-49 |
| Patriarcat et bandelette .....                                              | 50-51 |
| Sofia Kropotkine. Derrière chaque<br>grand homme... / Désordres .....       | 52-53 |
| Louise Michel, la BD .....                                                  | 54-55 |
| Bâillonner les humoristes /<br>Musée au féminin .....                       | 56    |
| Zitkála-Šá, l'Oiseau rouge .....                                            | 57    |
| Le long voyage des sœurs Lakotas .....                                      | 58    |
| Rokia Traoré, à l'intersection<br>des discriminations .....                 | 59    |